



- FMEF et Conseil d'Etat, l'incompréhension perdue
- La viticulture ? Un sujet tabou !
- H144 : marre de ronger son frein
- **Steuerverwaltung: Dicke Luft!**
- Il a été abattu illégalement
- Difficile d'interdire les minarets
- Traduction abandonnée au Parlement
- **Parlaments-Splitter**
- Des millions pour le CO de Reposieux
- Un bon budget et des attaques politiques
- **Kostenvoranschlag verabschiedet**

L'incompréhension perdue



Michel Perruchoud et Jean-René Fournier ont une interprétation totalement opposée de l'assainissement des deux caisses de pension. MAMIN/BITTEL

VINCENT FRAGNIÈRE

Décidément, entre Michel Perruchoud, secrétaire de la FMEF, et le conseiller d'Etat Jean-René Fournier, l'analyse de l'assainissement des deux caisses de pension étatiques ne sera jamais la même. Dernier épisode en date, le taux d'intérêt des six cents millions de francs avancés par l'Etat et nécessaires à un meilleur taux de couverture des deux caisses.

«Un Etat tire-sous.» Du côté de Michel Perruchoud, on parle d'un Etat qui *«joue au tire-sous»* à travers ce taux d'intérêt de 3,5%. *«C'est un taux d'intérêt d'usurier. D'un côté, on peut emprunter, à travers des crédits LIM, de l'argent sans intérêt pour construire une salle de gymnastique, rénover un hôtel au nom de l'intérêt public. De l'autre, on taxe à 3,5% un emprunt qui lèse lourdement des êtres humains, sans qui la collectivité publique n'existerait pas.»* Le secrétaire de la FMEF a même demandé à Mix & Remix d'illustrer ce qu'il estime être une injustice pour le site internet de la FMEF.

«Ils n'ont rien à payer!» Mis au courant de l'analyse de Michel Perruchoud, le conseiller d'Etat Jean-René Fournier constate qu'*«une fois de plus, les dirigeants de la FMEF ne veulent pas comprendre le mécanisme mis en place pour cet assainissement. Ni les fonctionnaires ni la FMEF ne devront payer un quelconque intérêt...»*

Et le conseiller d'Etat de revenir sur le fonctionnement du fonds spécial voté par le Grand Conseil il y a quelques semaines. *«C'est l'Etat qui a injecté dans ce fonds les six cents millions de francs nécessaires. Les caisses vont y puiser cet argent pour améliorer immédiatement leur taux de couverture. Ensuite, le fonds, devenu débiteur, sera remboursé chaque année à hauteur de trente millions de francs par l'Etat. Et dans ces trente millions sont évidemment compris le calcul de l'intérêt de 3,5% et de l'amortissement. Si on ne tient pas compte de ces deux éléments, ça voudrait dire que ce serait de l'argent gratuit. Jamais le Parlement n'accepterait pareille gestion des deniers publics.»* Jean-René Fournier concède que, pour l'instant, l'Etat a suffisamment de liquidités pour ne pas devoir recourir à l'emprunt. *«Mais cette situation peut être complètement différente dans deux ans, alors que le remboursement du fonds spécial pour l'assainissement des caisses est prévu sur vingt ans.»* A quand le prochain épisode.

La viticulture? Un sujet tabou!

XAVIER BAGNOUD ► Il avait profité du débat sur l'entrée en matière pour critiquer la nouvelle loi sur l'agriculture. Violamment pris à parti par le chef de la commission thématique, le député du PDC du Bas réplique...



Xavier Bagnoud: «Je reste persuadé que chaque lieu touristique mérite un endroit privilégié pour déguster les vins du Valais.» LE NOUVELLISTE

ENTRETIEN PASCAL GUEX

La nouvelle texte sur l'agriculture et le développement rural n'a pas fini de faire couler de l'encre. Si l'entrée en matière sur ce projet de loi et la première lecture n'ont pas été contestées par le Parlement, le débat qui a précédé ces deux étapes avait donné lieu à quelques belles passes d'armes. Après avoir déconcé certaines «inepties» de la commission thématique, le député Xavier Bagnoud avait ainsi dû subir les foudres du président de ladite commission. En attendant que la deuxième commission rende un verdict définitif, Xavier Bagnoud alimente... le débat. Interview.

Pourquoi vouloir alimenter la discussion alors que le projet de loi sur l'agriculture doit encore revenir devant le Grand Conseil, en deuxième lecture?

Parce qu'en tant que député milicien et œnologue de profession, j'espère qu'il soit encore possible de parler d'économie viti-vinicole au Parlement sans pour autant se faire accuser de défendre des intérêts personnels au détriment de ceux de l'ensemble de la profession.

Concrètement que reprochez-vous à ladite commission?

Lorsqu'on lit dans son rapport la citation d'un de ses membres qui prétend qu'en Valais il est possible d'acheter des raisins de catégorie II et de les

vendre en catégorie I, il est justifié de qualifier cette situation d'ineptie. Il est également inexact d'affirmer que les vins qui partent de Toscane en vrac n'ont pas le droit à l'appellation alors que des milliers de bouteilles de Chianti DOC sont conditionnées en Suisse auprès de nos importateurs.

Vous ne semblez pas convaincu non plus par l'obligation de tout mettre en bouteilles dans notre canton?

Il est trompeur en effet d'assimiler le fait que le marché du vrac – à hauteur de 18,9% – est représentatif des volumes embouteillés hors canton. En réalité, c'est un volume bien plus important qui est «exporté» par les négociants qui conditionnent à Bâle ou Lucerne des vins issus de leurs domaines ou d'achat de raisins valaisans. Lorsqu'une commission thématique du Grand Conseil statue sans avoir consulté une délégation de l'Interprofession, sans avoir auditionné ni le chimiste cantonal ni aucun œnologue, il est logique qu'elle rapporte ensuite les fameuses inepties que je citais au plénum.

Et que répondez-vous à Willy Giroud lorsqu'il vous invite à penser un peu plus à l'intérêt général?

En tant que vigneron-encaveur, je ne pense pas qu'il s'agisse de défendre mes intérêts que de parler d'uniformiser le flaconnage à la 75 cl en

supprimant la 70 cl, afin que notre clientèle puisse enfin comparer les prix entre nos vins. Il est également dans l'intérêt de l'ensemble de la profession de clarifier notre législation sur l'étiquetage afin de mieux informer le consommateur, par exemple sur la teneur en sucre d'une amigne.

Et en ce qui concerne le prix payé aux vigneron?

En tant que propriétaire de caves et actif dans le négoce, je n'avais aucun intérêt à défendre la rémunération des vigneron qui livrent leurs raisins auprès des grandes caves, sans profiter de l'amélioration du marché du fendant. C'est également un fait que le subventionnement étatique encourageant l'arrachage du fendant sans coordonner l'équilibre des replantations a fragilisé économiquement l'écoulement du pinot noir, de la syrah et de la petite arvine.

Vous persistez donc et signez dans vos critiques?

N'est-ce pas le rôle d'un député de s'étonner que l'Etat contrôle bientôt plus le travail du vigneron que celui d'un chirurgien en rajoutant des contraintes sans en enlever. Il n'est pas question de critiquer les contrôles d'avant récoltes sur le terrain, mais plutôt le souci qu'a l'Etat de légiférer à outrance alors que toutes les PME demandent un assouplissement des contraintes administratives.

Coup bas!

«Si le seul fait de mettre sur la table des vérités qui ne pourront que renforcer l'image de nos vins AOC contribue à me faire accuser de ne défendre que des intérêts personnels, comment faut-il qualifier un député qui vient vendre à la police cantonale – via le plénum – le matériel de communication de la société qui l'emploie?» Xavier Bagnoud n'a donc pas digéré la contre-attaque cinglante du président de la commission agricole. «M'accuser de ne rien proposer est un autre coup bas trompeur.» L'élud. c. rappelle ainsi qu'il a clairement demandé de renforcer nos produits AOC en luttant contre le marché gris. «Mais aussi d'uniformiser le flaconnage afin de se positionner d'un point de vue marketing; de clarifier l'étiquetage; de créer des conditions-cadres à la production de vins de catégories II plus rémunérateurs pour le vigneron; de légiférer aussi parfois dans l'intérêt du producteur plutôt que du négoce et enfin de desserrer la tenaille administrative se rajoutant aux contrôles TVA, AVS, LPP, etc.»

Ceci dit, Xavier Bagnoud affirme souhaiter «que la deuxième commission puisse travailler en toute sérénité». Histoire de calmer le jeu, il précise n'avoir jamais prétendu que la branche viti-vinicole n'avait fait que du mauvais travail depuis cinq ans. «J'ai seulement relevé que l'Interprofession suisse avait fait faillite et que l'arrachage avait fait parfois baisser de plus de 40% la valeur de nos bijoux de famille que sont les spécialités.» PG

CSPO für umgehende Revision des interkommunalen Finanzausgleichs

Rückblick der CSPO Fraktion zur November-Session

Budget 2007

Die Auswirkungen des NFA sind allgegenwärtig, doch weiss niemand so recht, was er bringen wird. Es ist festzustellen, dass der Handlungswille der

PARTEIENFORUM

Regierung wie gelähmt scheint, weil sie zuerst konkrete Ergebnisse kennen will bevor unbedingt notwendige Revisionsvorhaben an die Hand genommen werden, so auch die Revision des interkommunalen Finanzausgleichs. Besorgniserregend nimmt sie den fortlaufenden Anstieg der Personalkosten, und zwar in allen Bereichen, und die fehlenden Signale der Regierung, um diese Entwicklung zu bremsen, zur Kenntnis. Gleichzeitig wirft die CSPO-Fraktion das Thema des Personalstopps auf und verlangt, dass hier Klarheit geschaffen wird. Einerseits werden laufend neue Aufgaben vom Bund auf die Kantone delegiert, und andererseits geht die Regierung vom Nettoprinzip und das Parlament vom Bruttoprinzip aus. Zudem stellt sich die Frage, ob es nicht sinnvoller wäre, zusätzlich qualifiziertes Personal anzustellen, als den Personalstopp über die Vergabe von externen Mandanten zu umgehen, welche ein Vielfaches an Mehrkosten verursachen? Eine Klärung tut Not! Eine Klärung ist ebenfalls erforderlich

zur Präsentation des Vorantrages in Form von Leistungsaufträgen: Bringt das System, was man sich vom ihm verspricht, oder absorbiert es Arbeitszeit und bleibt für das Parlament unübersichtlich?

Schwarzarbeit und entsandte Arbeitnehmer

Die Sanktionierung Fehlbarer geht in die zweite Kommission, dies entgegen dem Antrag des Staatsrats und der ersten Kommission. Die CSPO unterstützt diese Gesetzesvorlage, bedauert jedoch, dass der Wirtschaft soviel Misstrauen entgegen gebracht wird, und verlangt, dass der Information vermehrt Priorität eingeräumt wird.

Landwirtschaft und Entwicklung des ländlichen Raumes

Die CSPO hat diese Gesetzesvorlage unterstützt. Fakt ist jedoch, dass es sich um ein Rahmengesetz handelt, und wichtige Entscheidungen und Massnahmen zur Umsetzung in den Verordnungen geregelt werden. Die CSPO verlangt deshalb, dass der zweiten Kommission die Grundzüge der Verordnungen bei der Beratung der offenen Fragen zur Verfügung stehen. Hinzu kommt, dass in der AP 2011 noch nicht alle Entscheide gefallen sind und auch die Auswirkungen des NFA noch nicht bekannt sind. Der Handlungsspielraum der Land-

wirtschaft gilt es in allen Regionen zu erhalten.

Änderung der Rechtspflegeordnung

Die CSPO hat die Reduktion der Anzahl der Bezirksgerichte bekämpft und zwar, weil damit weder Einsparungen noch Vorteile erzielt worden wären. Sie begrüsst die Schaffung eines einzigen Pools der juristischen Einheiten und ist überzeugt, dass damit dem Kantonsgericht die erforderlichen Möglichkeiten zur Nutzung von Synergien und zur optimalen Organisation der Rechtspflege eingeräumt worden ist. Andererseits bedauert die CSPO-Fraktion, dass die Funktionen des Anwalts und Richters bei den Ersatzrichtern nicht vollständig getrennt werden und auch den Entscheid des Parlaments, das sprachliche Gleichgewicht der Justizbehörden nicht im Gesetz zu verankern.

Intervention

Grossratssuppleant Thomy Pollinger hinterlegte eine Interpellation in Sachen Besteuerung der Kraftwerkgesellschaften und Erhöhung der Wasserzinse. Die CSPO-Fraktion vertritt die Auffassung, dass der Kanton Wallis als Wasserschlosskanton der Schweiz seine Rolle wahrnehmen muss.

Gilbert Loretan
Fraktionspräsident CSPO

Der Grosse Rat in vorweihnachtlicher Stimmung

Rückschau der CVPO Fraktion auf die November-Session

In der November-Session zeigte sich der Grosse Rat bei bester Laune. Mehrere Geschäfte wur-

PARTEIENFORUM

den ohne eine einzige Gegenstimme verabschiedet. Ob die Festlaune auch in der 2. Lesung der Vorlagen anhält?

Vorantrag 2007

Das Budget präsentiert sich in einer derartigen Verfassung, dass sogar die SPO/Linke Allianz für Eintreten stimmen konnte. Sie und neuerdings auch bürgerliche Fraktionen fordern zusammen mit der Finanzkommission eine antizyklische Investitionspolitik des Staates. Die CVPO glaubt nicht an dieses Auf- und Zudrehen des Wasserhahnes der Investitionen. In der Theorie mag dies noch stimmen, in der Praxis wird der Wasserhahn meistens zu spät betätigt. Der Schuldenabbau ist für uns eindeutig die bessere Politik, um den Staat für magere Jahre fit zu machen. Vor diesem Hintergrund begrüsst die CVPO die Budgetierung zusätzlicher Abschreibungen.

Landwirtschaftsgesetz

Das Gesetz ist trotz seiner 118 Artikel ein Rahmengesetz. Die Weinwirtschaft wollte im Gesetz Preisgarantien verankern, welche unter die Rubrik «Pflege des eigenen Gärtchens» fallen. Die lauthalse Opposition aus dem Weinsektor in der Eintretensdebatte gegen das Land-

wirtschaftsgesetz erwies sich in der Detailberatung dann als laues Lüftchen. Sie zeigt jedoch, dass die Annahme des Gesetzes in erster Lesung ohne eine einzige Gegenstimme wohl auch nicht die ganze Wahrheit widerspiegelt.

Rechtspflegeordnung

Die Radikale Fraktion stilisierte die Gerichtsorganisation zu einem Testfall für strukturelle Massnahmen empor. Für die CVPO ist mit dem Juristenpool die Voraussetzung für den flexiblen Arbeitseinsatz der Richter gegeben, so dass die Reduktion der Bezirksgerichte keine spürbaren zusätzlichen Einsparungen bringt. Die Reduktion der Bezirksgerichte darf auch nicht isoliert betrachtet werden, sondern ist im Zusammenhang mit weiteren Strukturmassnahmen bei Regionen, Bezirken usw. zu sehen. Das Kantonsgericht ist nun gefordert, denn es muss die anfallende Arbeit auf die personellen Ressourcen verteilen. Angesichts einer gewissen Opposition beim eigenen Fussvolk wird dies nicht ein Spaziergang, selbst wenn die beschlossene Gerichtsreform eher eine Minireform ist.

Wasserbaugesetz

Das neue Wasserbaugesetz ist eine eindeutige Verbesserung zum geltenden Gesetz. Der Hochwasserschutz für die Bevölkerung wird effizienter organisiert. Fragezeichen setzt die

CVPO hinter mögliche Mehrbelastungen der Gemeinden, denen beim Neuen Finanzausgleich auf Kantonsebene Rechnung zu tragen ist.

Bekämpfung der Schwarzarbeit

In Gewerbetrieben will man die Spiesse bei Arbeitsausreibungen für die aus- und inländischen Unternehmen gleich lang machen. Deshalb soll der Bauherr für nicht erfüllte Sozialkassenverpflichtungen der ausländischen Unternehmen haftbar gemacht werden. Der Staatsrat meldete erhebliche Zweifel zu dieser Forderung an, die über den Rechtsrahmen des vorgegebenen Bundesgesetzes hinausgeht.

Neue Vorstösse von CVPO Abgeordneten

Suppleantin Angelica Brunner-Wyss fordert in einem Postulat eine Bewilligungspflicht für markierte Winter- und Schneeschuhwanderwege. Dies würde die Aspekte der Sicherheit und des Wildschutzes berücksichtigen und die Betreiber der Wege in ihrer Verantwortung entlasten. Suppleantin Maria Arnold-Escher erkundigt sich in einer schriftlichen Anfrage zusammen mit Abgeordneten aus anderen Fraktionen nach der Situation bei den kantonalen Fruchtfolgefächern.

Beat Abgottspon
Fraktionspräsident CVPO

Grossratsbeschlüsse endlich respektieren

Rückblick auf die November-Session

Budget 2007

Das Budget 2007 sieht einen Ertragsüberschuss von 24,5 Mio. und einen Finanzierungsüberschuss von 10,5 Mio. Franken vor. Dieses grundsätzlich positive Ergebnis ist aber

PARTEIENFORUM

nicht etwa das Resultat von Reformen beziehungsweise strukturellen Massnahmen oder von Sparmassnahmen, sondern ist vor allem auf höhere Steuereinnahmen zurückzuführen. Denn ohne diese sähe das Budget 2007 anders aus. Die Entwicklung des Aufwandes und insbesondere des Personalaufwandes ist besorgniserregend. Denn dieser stieg in den vergangenen Jahren und steigt auch weiterhin stark an. So sind im Budget 2007 beispielsweise zwei Millionen für zusätzliche Stellen vorgesehen. Von Personalstopp kann damit keine Rede sein, obwohl der Wille des Parlamentes diesbezüglich klar war und ist. Auch die vom Parlament verlangten und verabschiedeten strukturellen Massnahmen sind am Versanden. Eigentlich erstauert dies wenig, da der Staatsrat von Beginn an gegen Reformen war. Dies ändert aber nichts an deren Notwendigkeit. Man darf sich zu Recht fragen, ob der Staatsrat den Grossen Rat und dessen Beschlüsse überhaupt ernst nimmt. Würde er die Beschlüsse des Grossen Rates respektieren, so würde beziehungsweise müsste der diese umsetzen. Davon ist aber wenig bis gar nichts zu merken. Die FDPO verlangte während der November-Session ein weiteres Mal, dass der Staatsrat endlich die strukturellen Massnahmen umsetzen soll. Nur so kann das Ausgabenwachstum gestoppt oder wenigstens verlangsamt werden. Wenn uns dies nicht gelingt, werden wir früher oder später wieder in die Schuldenfalle geraten.

Die Finanzkommission verlangt mehrere Abänderungen des Budgets, welche das Ausgabenwachstum wenigstens ein wenig beschränken sollen. Die FDPO wird diese Abänderungsanträge anlässlich der Detailberatung während der Dezember-Session unterstützen. Die FDPO sprach sich für Eintreten aus.

Landwirtschaft und Raumentwicklung

Das gegenwärtige Landwirtschaftsgesetz soll durch das neue Gesetz über die Landwirtschaft und die Entwicklung des ländlichen Raumes (GLER) ersetzt werden, welches den veränderten Marktbedingungen Rechnung tragen und mehr Flexibilität sowie eine ganzheitliche Betrachtung des ländlichen Raums gewährleisten soll. Der Wettbewerb in der Landwirtschaft wird zunehmen. Denn unter anderem werden die entsprechenden quantitativen Einschränkungen, Zölle und Ausfuhrunterstützungen in naher Zukunft aufgehoben oder zumindest reduziert werden. Dies wird sich stark auf die einheimische Produktion auswirken. In absehbarer Zeit muss die einheimische Landwirtschaft zu EU-Marktpreisen produzieren. Die Kriterien für die Produzenten sind aber nicht überall dieselben. So wird zum Beispiel die Produktion von einem Liter Spirituosen in der Schweiz mit 29 Franken, in Österreich mit 17 Franken und in Deutschland mit 13 Franken besteuert. Unter solch ungleichen Bedingungen kann die Schweiz nicht wettbewerbsfähig sein. Massnahmen sind unbedingt notwendig, wobei diese in erster Linie auf Bundesebene zu treffen sind, da der Spielraum des Kantons eher gering ist.

Das neue kantonale Gesetz bringt sicherlich einige Verbesserungen. Der Staat nimmt

jedoch (zu) grossen Einfluss auf die Landwirtschaft und lässt damit den Markt (zu) wenig spielen.

Bekämpfung Schwarzarbeit

Die FDPO unterstützte das Gesetz betreffend die minimalen Arbeits- und Lohnbedingungen für die in die Schweiz entsandten Arbeitnehmer und zur Bekämpfung der Schwarzarbeit. Denn damit sollen die Arbeitnehmer und Unternehmer in Bezug auf Dumpinglöhne und -preise geschützt werden. Zudem profitieren der Staat und die Sozialversicherungen von der Bekämpfung der Schwarzarbeit. Denn die Schwarzarbeit führt zu beträchtlichen Einnahmeherausfällen. Aus Sicht der FDPO sind tiefe Steuern und (Sozial-)Abgaben die Voraussetzung für eine tiefe Schwarzarbeitquote. Denn je höher die Steuern und (Sozial-)Abgaben sind, desto grösser ist der Anreiz zur Schwarzarbeit. Auch dies sollte in der Diskussion um die Schwarzarbeit berücksichtigt werden.

Wasserbaugesetz

Das neue Gesetz über den Wasserbau soll das derzeit geltende Gesetz über die Wasserläufe aus dem Jahre 1932 ersetzen. Das geltende Gesetz ist ungenügend und eine Totalrevision ist deshalb notwendig. Der Grosse Rat nahm anlässlich der November-Session in erster Lesung das neue Wasserbaugesetz an, obwohl in Bezug auf die Finanzierung noch Ungewissheit herrscht (Neuer Finanzausgleich). Die FDPO erwartet, dass bis zur zweiten Lesung die Finanzierung geklärt ist. Wir werden uns auch in Zukunft dafür einsetzen, dass die Belastung der Gemeinden möglichst gering gehalten wird.

Für die FDP Oberwallis:
Matthias Egger, Grossrat

Antizyklische Wirtschaftspolitik plötzlich unbestritten!

Fraktionsbericht der SPO zur November-Session

Ob die SPO-Fraktion in der Dezember-Session dem Budget 2007 in der Schlussabstimmung zustimmt, hängt davon ab, ob die antizyklische Wirtschafts- und Finanzpolitik tatsächlich in

PARTEIENFORUM

die Praxis umgesetzt wird. In der Oktober-Session redete sogar die Finanzkommission einer antizyklischen Wirtschaftspolitik das Wort. Ganz im Stil von Keynes.

Von der Theorie in die Praxis?

Statt einer antizyklischen Wirtschaftspolitik betrieb der Kanton Wallis in den letzten Jahren eine prozyklische Politik: In Rezessionsjahren wurden die staatlichen Investitionen zurückgefahren, in den Boomjahren wurden die Investitionen hochgefahren. Das Gegenteil wäre richtig gewesen. In Zeiten, in welchen das Bauhaupt- und Baunebengewerbe wenige Aufträge hat, sind Aufträge der öffentlichen Hand dringend notwendig, um die Wirtschaft wieder in Schwung zu bringen. Jetzt läuft es dem Gewerbe gut. Deshalb muss der Kanton die Gelegenheit nutzen, einen Investitionsfonds zu öffnen, damit er in schwierigen Jahren das notwendige Geld hat, um den

Wirtschaftsmotor wieder in Gang zu bringen. Die SPO-Fraktion hat einen entsprechenden Antrag hinterlegt. In der Dezember-Session wird sich zeigen, ob der Grosse Rat nicht nur in der Theorie sondern auch in der Praxis bereit ist, eine antizyklische Wirtschaftspolitik umzusetzen.

Weiterhin Strukturstau

Die Strukturreform kommt in diesem Kanton nicht vom Fleck. An den 9 Bezirksämtern wird stur festgehalten. Die SPO-Fraktion stellte den Antrag, der Staatsrat solle in eigener Verantwortung die Zahl und die Sitze der erstinstanzlichen Gerichte festlegen. Das wäre eine Gelegenheit, nach einer Gesamtschau die luxuriöse Dichte aller Ämter neu zu strukturieren. Beispiel Oberwallis: das verstaatlichte Betriebsamt in Brig, das erstinstanzliche Gericht in Visp und das Grundbuchamt in Leuk. Eine relativ knappe Mehrheit im Grossen Rat ist noch nicht bereit, die ersten Schritte für eine echte Strukturreform einzuleiten.

Renaturalisieren statt kanalisieren

In den letzten Jahren sind im Wallis eine ganze Reihe von

Fluss- und Bachläufen betoniert und kanalisiert worden. Aus ökologischen Gründen und wegen der Sicherheit macht es Sinn, diese Betonkorsette wieder zu renaturieren. Im Rahmen des Gesetzes über den Wasserbau hat die SPO-Fraktion eine Motion hinterlegt, damit die notwendigen Mittel für diese sinnvollen Renaturierungen zur Verfügung gestellt werden. Es sollen dabei nicht die Gemeinden oder der Kanton zur Kasse gebeten werden, sondern die Kraftwerksbetreiber. Die schwimmen im Geld.

Erziehungsrat reaktiviert

Das neue Landwirtschaftsgesetz ist etwas weinlastig. Die SPO-Fraktion verlangte mit einem Vorstoss, dass im Gesetz auch die Förderung des Biolandbaus verankert wird. Seitens des verantwortlichen Departementschefs wurde eine entsprechende Zusage abgegeben. Damit wurde einmal mehr klar, dass gerade linke Vorstösse und Anträge eine relativ lange Zeit brauchen, bis sie mehrheitsfähig sind. Oder anders gesagt: Um im Wallis eine soziale und ökologische Politik umzusetzen braucht es einen langen «Schnüff».

German Eyer
Fraktionschef SPO

Gerechte und faire Kinderzulagen

Seit Jahrzehnten sind Kinderzulagen eine wichtige und bewährte Unterstützung für Familien.

Briefe an den WB

Mit der Zeit haben sich aber grosse Unterschiede zwischen den Kantonen ergeben, die zu einem Chaos und Ungerechtigkeiten geführt haben. Die Hö-

he der Kinderzulagen schwankt je nach Kanton zwischen 160 und 260 Franken. Zwei Nachbarn, die in unterschiedlichen Kantonen arbeiten, erhalten heute ganz unterschiedliche Zulagen, weil der Arbeitsort für die Festlegung der Höhe zählt. Das macht bei mehreren Kindern mehrere hundert Franken pro Monat aus. Und das bei den genau glei-

chen Lebenshaltungskosten. Das ist ungerecht! Mit einem Ja zum neuen Familienzulagengesetz wird ein Mindestbeitrag von 200 Franken für alle Kantone festgesetzt und die Ungerechtigkeiten verkleinert. Deshalb stimme ich am 26. November Ja zum neuen Familienzulagengesetz.

SYNA die Gewerkschaft
Daniel Wasmer
Regionalsekretär

H144: marre de ronger son frein

TRANSCHABLAISIENNE ► Les recours de cinq particuliers font toujours barrage à la H144. Le Tribunal administratif vaudois ne les traitera pas avant le printemps. Il a demandé une nouvelle expertise. «Celle de trop», estiment des députés bas-valaisans.

NICOLAS MAURY

En mai dernier, à l'issue de la présentation des résultats du concours d'architecture relatif aux quatre ouvrages d'art sur la H144 (Villeneuve-Les Evouettes), le conseiller d'Etat Jean-Jacques Rey-Bellet ne laissait guère planer de doutes sur son état d'esprit («Le Nouvelliste» du 12 mai 2006): «Il est difficile de comprendre le temps mis par le Tribunal administratif vaudois pour traiter les recours de cinq particuliers», expliquait-il dans nos colonnes. Cette impatience, beaucoup la partagent dans le Chablais. Le temps passe et la décision ne tombe toujours pas. Si, côté vaudois, d'aucuns espèrent encore un «gentleman agreement» pour la fin de l'année avant de «réellement mettre la pression», on ne mâche plus ses mots côté valaisan. Députée et présidente de Port-Valais, Margrit Picon-Furrer affiche ouvertement son inquiétude. «Le Tribunal administratif a récemment demandé une nouvelle expertise. Nous avons cru comprendre que le dossier allait être réexaminé pour voir s'il n'y avait pas un moyen de contenter les opposants. L'été dernier, nous avions presque l'espoir de voir la situation se décanter. Là, on comprend juste qu'on doit encore attendre.»

Priorité valaisanne

Au cours d'une récente session du Grand Conseil valaisan, Mme Picon-Furrer a fait part de ses préoccupations au chef du Département des transports, de l'équipement et de l'environnement. «Ceci met en péril un financement fédéral pourtant attribué et la suite de ce tronçon sur la partie valaisanne.» A travers la réponse de Jean-Jacques Rey-Bellet, la présidente de Port-Valais dit avoir compris que ce dossier restait prioritaire pour le canton. «C'est vrai, nous n'en sommes plus à cinq mois près. Mais quand je vois ce qui se passe au quotidien à la Porte-du-Scex, il me semble que ce n'est pas compliqué de se rendre compte que ce tronçon n'est simplement plus adapté. Et je ne parle même pas de l'axe international H21 et du contournement des Evouettes, dont le destin est lié à cette transchablaisienne. Le Valais devrait peut-être songer à aménager la H21 de son côté, malgré les hésitations vaudoises...» argumente-t-elle.

Le rapport montré du doigt se révèle être une expertise de la méthodologie appliquée dans l'étude multicritère effectuée pour définir le tracé de la H144, ainsi qu'une analyse de l'opportunité/faisabilité des autres choix évoqués par les recourants. «N'est-ce pas une remise en question de tout ce qui a été fait jusqu'à présent? Je suis horripilée», tempête Margrit Picon-Furrer. Secrétaire de l'OIDC et premier vice-président du Grand Conseil, Georges Mariétan abonde dans ce sens. En termes encore plus sévères: «Nous assistons à quelque chose d'inadmissible. La justice vaudoise est en train de remettre en cause la valeur d'une étude qui est le fruit d'un consensus entre communes, cantons et associations écologiques. Celle-ci a de plus été établie selon la méthodologie demandée par l'Office fédéral des routes. Dans ce cadre, un comité de pilotage de près de 30 personnes, sous la houlette des conseillers d'Etat Bieler et Rey-Bellet s'était réuni à maintes reprises pour analyser toutes les variantes possibles. Faut-il le rappeler, les premières remontent à plusieurs décennies...»

Compte à rebours et subvention

Si Margrit Picon-Furrer songe à mobiliser le monde politique chablaisien pour «maintenir la pression», le comité de soutien et d'information créé par l'OIDC attend avec impatience non dissimulée la décision judiciaire. «Les retards s'accumulent, qu'en est-il des garanties de financement», interroge Georges Mariétan. Une allusion directe à la réforme de la péréquation financière et à la future répartition des tâches entre la Confédération et les cantons. Pour Pierre-Yves Gruaz, chef du Service des routes vaudois, cette inquiétude n'est pas fondée. «Si le chantier démarre avant 2008, les subventions fédérales seront directement affectées à la H144. Si cette échéance est dépassée, cela ne signifie pas que le financement ne sera plus assuré. Simplement, Berne allouera des sommes forfaitaires globales pour les routes principales. Dans ces montants, il reviendra aux cantons de définir leurs priorités. Et la H144 en fera partie.»

Sur le terrain, le Service des routes est prêt à démarrer le chantier. «Une fois que les décisions seront tombées, les machines pourront entrer en action. Techniquement, nous serions même prêts à le faire avant la fin de l'année. La seule chose que nous attendons, c'est la décision de la justice.»

Verdict au printemps

Au Tribunal administratif vaudois, le juge Eric Brandt a la tâche d'examiner les recours des cinq particuliers qui s'opposent à la H144. «Ce dossier, complexe et volumineux, est dans mes mains depuis 2005», explique-t-il. «La procédure est longue du fait du nombre de parties concernées. Une quinzaine au total. Avant de rendre une décision, je dois évidemment étudier dans le détail tous les tenants et les aboutissants de cette affaire. C'est mon travail.»

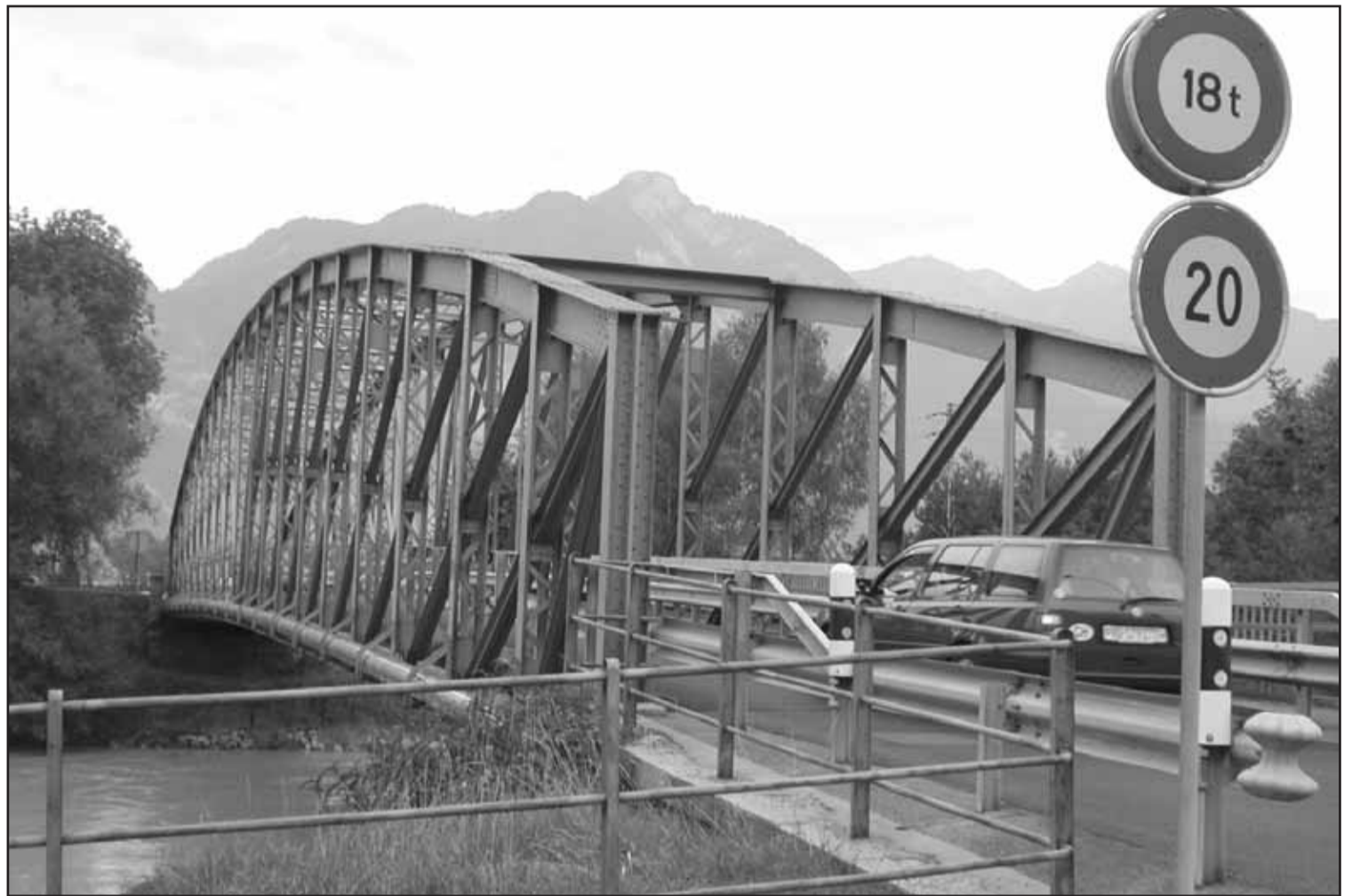
Interrogé sur cette nouvelle étude commandée à un expert conseil, le magistrat se veut rassurant: «Cette expertise n'est

pas là pour remettre en cause tous les rapports qui ont été rendus jusqu'à présent. Je souhaite simplement qu'on vérifie si l'étude multicritère relative à ce projet a été faite dans les règles de l'art. Et si elle a tenu compte des variantes évoquées par les recourants.»

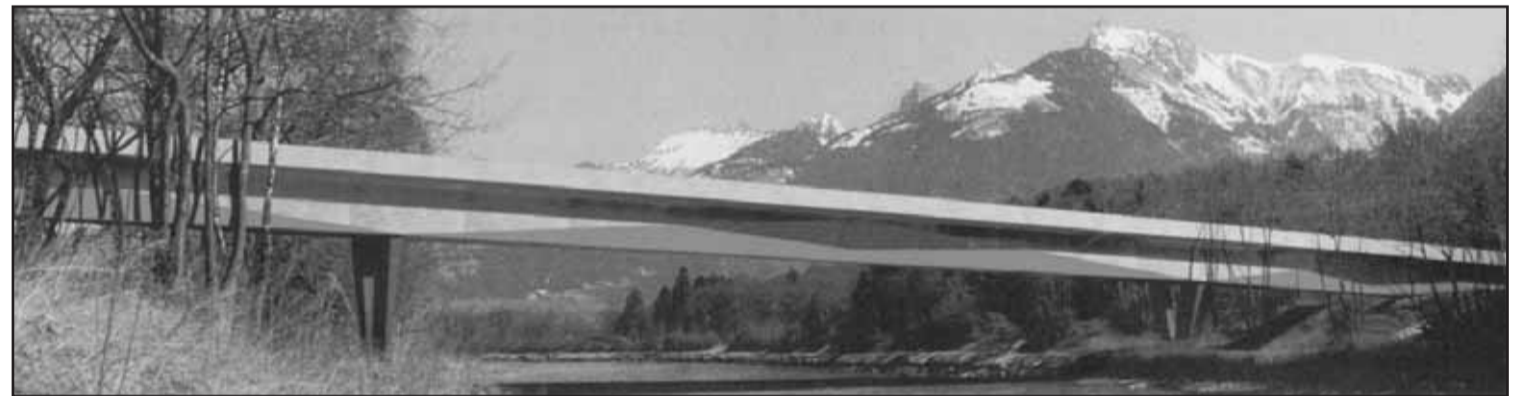
Le juge confirme attendre des réponses à ses questions pour la fin de l'année. Pourra-t-il alors rendre son verdict rapidement? «Il n'est pas exclu que je doive encore me rendre sur place dans la foulée. Je pense toutefois être en mesure de trancher avant la fin du printemps 2007.» Quant à l'état actuel de ses réflexions,

l'homme de loi ne peut évidemment pas donner d'indications. «Si je le faisais, je serais révoqué d'office!»

Si le verdict vaudois est donc attendu en début d'année prochaine, la procédure risque cependant de ne pas en rester là. Une possibilité de recours sera encore ouverte auprès du Tribunal fédéral. «Dans un dossier de ce type, le TF pourrait se prononcer assez rapidement, dans les six mois», estime Eric Brandt. Le Service des routes du canton de Vaud se disant prêt à démarrer les travaux (voir ci-dessus), il reste donc une possibilité de voir le chantier débiter avant la fin 2007. NM



Jusqu'à quand la Porte-du-Scex restera-t-elle un goulot d'étranglement? LE NOUVELLISTE



Le futur pont sur le Rhône. LE NOUVELLISTE



«On doit encore attendre. Je suis horripilée.»

MARGRIT PICON-FURRER
PRÉSIDENTE DE PORT-VALAIS
ET DÉPUTÉE AU GRAND CONSEIL



«La justice vaudoise remet en cause un vaste consensus.»

GEORGES MARIÉTAN
VICE-PRÉSIDENT DU GRAND CONSEIL

LOUPS DANS LE CHABLAIS ET À CONCHES

«Concept à actualiser»

Arguant du fait que les moutons sont retournés en plaine et que le risque d'attaque n'existe plus sur les alpages, le WWF et Pro Natura ont déposé, comme prévu, un recours contre l'autorisation de tir visant le loup qui a attaqué des moutons dans le Chablais.

Par ailleurs, les analyses génétiques effectuées suite aux attaques dans le Chablais et l'autopsie de la louve de

Conches semblent indiquer qu'il s'agit de nouveaux individus inconnus à ce jour. Les écologistes demandent que le concept loup soit actualisé comme prévu pour répondre aux nouvelles circonstances, à savoir la présence de plusieurs individus sur le territoire valaisan.

Autre requête: que l'on adapte le délai de tir à la durée du potentiel de dégâts. C/GB

PUBLICITÉ

Dans le cadre de son 50^e anniversaire, l'Université populaire du Valais Romand

présente une conférence animée par Pierre Aepli diplômé du FBI National Academy de Washington, ancien commandant de la police cantonale vaudoise.

INCIVILITES, VIOLENCES ET ATTENTATS: LE FEU EST AU ROUGE

Samedi 18 novembre 2006 à 10 heures
Lycée-Collège des Creusets - Sion

Entrée libre.

Apéritif à la sortie,
ouvert par la ville de Sion

CP
VS-R

ZMLB: Ans Bundesgericht!

Eine Beschwerde gegen die Sanierung der Pensionskassen des Kantons

S i t t e n. – Der Zentralverband der Magistraten, Lehrer und Beamten des Kantons Wallis (ZMLB) ficht die vom Walliser Grossen Rat verabschiedete Sanierung der Pensionskassen des Kantons vor Bundesgericht an. Die Beschwerde ist gestern eingereicht worden.

Der Zentralverband begründet seinen Schritt gegen die vom Grossen Rat verabschiedete Sanierung auf zwei Ebenen: Auf der einen Seite erblickt die Vertretung des Personals in der vom Grossen Rat beschlossenen Lösung eine grobe Verletzung der Opfersymmetrie.

Eine Verletzung der Opfersymmetrie?

Der ZMLB stellt fest, dass die Sanierung einseitig auf Kosten der Versicherten, also des Personals durchgezogen wird: «Wir bestreiten die vom Grossen Rat getroffene Lösung, weil sie keiner ausgewogenen Opfersymmetrie entspricht. So wie die Dinge jetzt liegen, ist diese Opfersymmetrie pure Fiktion.» In zwanzig Jahren würden das Lehrpersonal und die Staatsangestellten dem Kanton mehr die Hälfte der Geldeinlagen zurückbezahlt haben; in dreissig Jahren werde das Personal den ganzen

Betrag inklusive 3,5 Prozent Zins und damit die gesamte Zeche berappt haben.

Macht der Staat ein Geschäft?

Der Kanton schiesst bekanntlich für die Sanierung der Kassen 600 Mio. Franken ein. Dies in Form eines Darlehens an die Kassen. Das Darlehen muss in Form von jährlichen Abschlagzahlungen zurückbezahlt werden. Obwohl es sich hier um ein grosses Darlehen handle, werde für die Rückzahlung eine kurze Rückzahlungsfrist von 15 Jahren festgelegt worden. Bis dahin würden beide Partner ungefähr den gleichen Beitrag zur Sanierung geleistet haben. Doch werde das Personal auch über diesen Zeitpunkt hinaus in Form von Erhöhung des Pensionsalters, einer Verminderung des Staatsanteils bei den Beiträgen an die Pensionskassen und der paritätischen Finanzierung der AHV-Überbrückungsrente Opfer bringen müssen. Nach 30 Jahren werde dann der Kanton auf dem Buckel seiner eigenen Angestellten «ein gutes Geschäft» gemacht haben.

Werden Abkommen verletzt?

Die Lehrerschaft und die Staatsangestellten bringen in

ihrer Beschwerde neben der ihrer Meinung nach schiefen Opfersymmetrie auch noch formalrechtliche Einwände vor Bundesgericht ein. Das vom Parlament beschlossene Sanierungsgesetz verletzte gleich drei Abkommen der Internationalen Arbeitsorganisation (IAO), die von der Schweiz ratifiziert worden seien. Diese enthielten die Verpflichtung, über «jegliche Veränderung der Arbeitsbedingungen bei den öffentlichen Diensten zu verhandeln». Dies sei im gegebenen Falle aber nicht geschehen. «Die Sanierung ist einseitig beschlossen worden. Die Regierung hat jegliche Verhandlung abgelehnt», sagt der ZMLB. Dies vor allem darum, weil die Regierung Angst gehabt habe, vor den Verhandlungen im Kantonsparlament irgendwelche Zugeständnisse an das Personal zu machen. Auch die parlamentarische Kommission habe dem Personal wohl gelegentlich zugehört, sei aber nie in einen echten Dialog eingetreten.

Der ZMLB betrachtet die Beschwerde an das Bundesgericht als Teil der Kampfmassnahmen, die an der ausserordentlichen Versammlung vom 18. Oktober 2006 mit grosser Mehrheit beschlossen worden seien. **lth**

Steuerverwaltung: Dicke Luft!

Die GPK des Grossen Rates bemängelt das schlechte Arbeitsklima und verlangt Reformen



Die GPK des Grossen Rates stellt fest: In der kantonalen Steuerverwaltung herrscht ein schlechtes Arbeitsklima.

Foto wb

Sitten. – In der kantonalen Steuerverwaltung in Sitten herrscht ein schlechtes Arbeitsklima und es gibt organisatorische Mängel. Dies stellt die Geschäftsprüfungskommission (GPK) des Grossen Rates fest. Sie verlangt eine klare Strategie und Rationalisierungsmassnahmen.

Die GPK nahm sich nach einem Auftrag der Finanzkommission des Grossen Rates der Zustände in der Walliser Steuerverwaltung an. Die Finanzkommission hatte gerügt, dass es trotz der Anstellung von zusätzlichen Einschätzern in den letzten Jahren immer wieder zu Verspätungen bei den Veranlagungen gekommen war. In der kantonalen Steuerverwaltung sind 183 Personen beschäftigt, die sich in rund 170 Stellen teilen.

Treuhänder rügen Verspätungen

Die Geschäftsprüfungskommission (GPK) hat zuerst einmal Treuhänder zu ihren Erfahrungen und zu ihrer Beurteilung der Arbeit der kantonalen Steuerverwaltung befragt. Die Treuhänder bemängelten grosse Verspätungen bei den Veranlagungen bei den Selbstständigerwerbenden. Dabei sind laut der Kommission grosse Unterschiede zwischen den Bezirken festzustellen, die nicht unbedingt mit der Bevölke-

rungszahl zu tun haben. «Vieles hängt von den Einschätzern ab», steht im Bericht nachzulesen. «Einige Einschätzer verschieben Entscheide im Zusammenhang mit schwierigen Fällen, andere treffen ihre Entscheide sofort.» Gute Noten erhält die Sektion, die mit der Einschätzung der juristischen Personen befasst ist.

Informationsfluss ist sehr schlecht

Viele Probleme lassen sich laut den Treuhändern durchaus telefonisch regeln. Allerdings werden die Öffnungszeiten (nur nachmittags erreichbar) als problematisch angeschaut. Der Informationsfluss erscheint den Treuhändern «sehr schlecht»; sie würden sehr oft nicht über Praxis- und Gesetzesänderungen informiert. Bei der Veranlagung von Selbstständigerwerbenden komme es «sehr oft vor, dass diese um mehrere Tausend Franken höher eingeschätzt werden, oder dass unbegründet Änderungen vorgenommen werden». Die Steuerverwaltung halte sich nicht an Artikel 138 des Steuergesetzes, der verlange, dass die Steuerbehörde Abweichungen von Steuererklärungen auf der Veranlagungsverfügung aufführen müsse. Wenn sich die Steuerverwaltung daran halten würde, könnte sie sich gemäss den Treuhändern «viele Diskussionen und unnötige Arbeit ersparen».

Gemeinden mehrheitlich zufrieden

Die Gemeinden sind mit der Zusammenarbeit mit der kantonalen Steuerverwaltung «mehrheitlich zufrieden», wie der GPK-Bericht festhält. Die kleinen Gemeinden hielten sich mit den Bemerkungen über die Funktion der Steuerverwaltung allerdings zurück. Die grossen Gemeinden hingegen sind kritischer, allerdings mehr was die Verfahren und die Arbeitsabläufe betrifft. Die Gemeinden beklagen Doppelspurigkeiten bei der Erfassung und Kontrolle der Veranlagungen und bei der separaten Fakturierung von Kantons- und Gemeindesteuern.

Unterschiedliche Vorkarbeit der Gemeinden

Die GPK stellt fest, dass die kantonalen Steuerverwaltung bei ihren Tätigkeiten sehr stark von der speditiven Behandlung der Dossiers durch die Gemeindeverwaltung abhängig ist. «Nicht alle Gemeinden leisten ein gleiches Mass an Vorarbeit. Einige begnügen sich mit dem gesetzlichen Minimum, andere übernehmen gegen Entschädigung einen Teil der Kontrollaufgaben», sagt die GPK. Laut der Kommission liesse sich aus der Sicht der Gemeinden diese Zusammenarbeit verbessern und zwar über gemeinsame zentrale Register.

Schlechte Stimmung, mieses Klima

Nach Gesprächen mit den Mitarbeiterinnen und Mitarbeitern der kantonalen Steuerverwaltung kommt die GPK zu einem wenig schmeichelhaften Fazit. «Zwei Tatsachen gehen aus den Gesprächen hervor: die schlechte Stimmung und die ungünstigen Arbeitsbedingungen.» Die Arbeitsbedingungen werden als «durchwegs schlecht» bezeichnet, sagt die GPK. Die Räume seien zu klein und für die Arbeit ungeeignet. Offenbar herrscht in der Steuerverwaltung nicht nur im übertragenen, sondern auch im wörtlichen Sinne dicke Luft: Temperaturen von 32 bis 35 Grad sind keine Seltenheit. Ins kalte Wasser geschmissen ohne umfassende Ausbildung werden aber neue Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter. Die Aus- und Weiterbildung ist ungenügend; es kommt nur selten zu Erfahrungsaustausch. Frauen haben oft das Gefühl, dass sie bei Beförderungen übergangen werden. Hier beklagt allerdings der Chef der kantonalen Steuerverwaltung, dass weibliche Angestellte sehr oft nicht bereit seien, mehr Verantwortung zu übernehmen.

Zu grosse Arbeitslast und viel Druck

Die meisten Mitarbeitenden beklagen sich über eine zu grosse

Die Forderungen

Die Steuerverwaltung muss besser werden

Sitten. – Ith) Die Geschäftsprüfungskommission (GPK) des Grossen Rates fordert vom Staatsrat, dass er für die kantonale Steuerverwaltung eine klare Strategie entwickelt. Weiter sollen Rationalisierungsmassnahmen geprüft werden. Weiter verlangt die GPK Vorschläge zur Vereinheitlichung und Vereinfachung der Arbeitsmethoden. Die Regierung hat dazu laut GPK auch einen Zeitplan für die Umsetzung der Massnahmen vorzulegen. Die GPK meint, dass angesichts des schlechten Arbeitsklimas und der dringend nötigen Reformen «sofort gehandelt werden muss.» So erwartet sie Vorschläge zur Verbesserung der internen und externen Kommunikation der Regierung bis im März 2007.

Arbeitslast. Die Kommission verweist im Zusammenhang auch darauf, dass die Walliser Steuerverwaltung gemessen an ihrem Personalbestand mehr Dossiers bearbeitet, als die Verwaltungen anderer Westschweizer Kantone. Das Personal fühlt sich unter Druck gesetzt, weil die Vorgesetzten starkes Gewicht darauf legen, wie viele Dossiers pro Woche erledigt werden. Das Personal fühlt sich von den Vorgesetzten oft zu wenig unterstützt. Mängel gibt es sodann auch bei der Informatik (sie ist kaum mit der übrigen Verwaltung und den Gemeinden abgestimmt) und bei der internen Organisation. Sowohl der Chef der kantonalen Steuerverwaltung als auch das Personal haben verschiedene Verbesserungsvorschläge gemacht.

Viele Verbesserungen sind nötig

Die Kommission kommt gemäss dem von einem ihrer Mitglieder gebrauchten Bild zum Schluss, dass «die kantonale Steuerverwaltung ein autonomes Dorf mit autonomen Quartieren» bildet, das überdies von lauter Einzelkämpfern bewohnt werde. Ob die herrschenden unbefriedigenden Zustände mit mehr Personal zu beheben wären, lässt die GPK offen. Sie findet, dass zuerst eine ganze Reihe von Rationalisierungs-, Automatisierungs- und Verbesserungsmöglichkeiten realisiert werden müssten. Viele Verbesserungsmöglichkeiten seien bisher nicht einmal näher abgeklärt und analysiert worden. **Ith**

Le loup au centre d'une polé

DÉNONCIATION PÉNALE ► Le WWF attaque à la fois Jean-René Fournier et le Conseil d'Etat. «Le Nouvel

NICOLAS MAURY

Le WWF l'avait annoncé, il a mis sa menace à exécution. Lundi, il a déposé une dénonciation pénale contre le conseiller d'Etat Jean-René Fournier «suite au tir illégal d'un loup dans le Chablais le 21 novembre». Motif: «Lorsque le loup a été abattu, l'autorisation de tir n'était pas valable. Les autorités valaisannes ont violé la loi sur la chasse.»

Responsable de la section Alpes du WWF Suisse, Walter Vetterli précise: «Nous nous en prenons à Jean-René Fournier car il a souvent clamé être personnellement à l'origine de cette décision. A deux reprises, le Tribunal cantonal a informé le gouvernement que la décision de tir était soumise à un effet suspensif. Le loup tué dans le Chablais l'a été illégalement.» L'article 17 alinéa 1 de la loi sur la chasse stipule que «sera puni d'emprisonnement jusqu'à un an ou de l'amende celui qui, intentionnellement et sans autorisation, aura chassé ou tué du gibier et des animaux d'espèces protégées».

Parlement interpellé

Une seconde procédure, contre le gouvernement dans son ensemble cette fois, a été engagée auprès du Parlement en tant qu'autorité de surveillance. Walter Vetterli: «Nous avons observé des dysfonctionnements dans les institutions valaisannes, raison pour laquelle il est important que le Grand Conseil soit saisi du dos-

sier. Il est extrêmement grave qu'un conseiller d'Etat, et tout l'exécutif avec lui, ne respecte pas une décision judiciaire. Le principe même de la séparation des pouvoirs a été transgressé.» Pour mémoire, le WWF avait déjà déposé une plainte administrative contre Jean-René Fournier le 20 novembre, veille du jour où un loup a été tué dans la région d'Arcojeux. Plainte écartée par le Conseil d'Etat valaisan. «Notre but est d'éviter que la situation se reproduise lorsque les moutons retourneront sur l'alpage», note Walter Vetterli.

«Bagarre de juristes»

Cible du WWF, Jean-René Fournier affichait hier sa décontraction. «Je trouve étonnant que le WWF mette sa dénonciation en ligne sur son site internet avant même qu'elle m'ait été communiquée», relève-t-il en guise de préambule. «Sur la forme, le ton est à la limite de la diffamation. Sur le fond par contre, rien de nouveau. Le WWF avait prévenu, il a tenu parole.» Tout en précisant ne pas être un homme de loi, le conseiller d'Etat relève cependant un point concernant le débat sur l'effet suspensif: «Le WWF indique de lui-même que deux articles de la loi sur la procédure et la juridiction administrative peuvent entrer en contradiction. Son interprétation n'est pas celle de nos services. Tout ça se résume finalement à une bagarre de juristes. La justice tranchera!» Affaire à suivre donc.



LDD

«Il est très grave qu'un Conseil d'Etat ne respecte pas une décision judiciaire»

«Notre but est d'éviter que la situation ne se reproduise lorsque les moutons retourneront sur l'alpage»

WALTER VETTERLI
responsable de la section Alpes du WWF Suisse



Le loup ne déchire pas seulement des moutons, mais aussi ses partisans et adversaires.

Y a-t-il trop de moutons?

Par le biais de leur président Florian Volluz, les éleveurs ovins et caprins valaisans répondent de manière pragmatique aux affirmations de certains milieux citoyens: «Le cheptel ovin a certes augmenté, mais en parallèle, le cheptel bovin a diminué de moitié. Nos alpages sont donc sous-exploités et il y a encore de la place pour des moutons. Nous ne produisons d'ailleurs que 45% de la viande d'agneau consommée dans notre pays.»

«Pour ce qui est des subventions, il s'agit en fait de paiements directs que ne font que compenser le manque à gagner des éleveurs, le prix de la viande d'agneau étant aujourd'hui plus bas qu'en 1970!»

A propos du tir du loup chablaisien, Florian Volluz répond sans détour: «Nous avons félicité Jean-René Fournier pour sa décision. Pour nous, il est évident qu'il n'y a pas de cohabitation possible avec le loup. En résumé, les politiques devront choisir entre le loup et la paysannerie de montagne.» OR



Florian Volluz: «Nos alpages sont sous-exploités. Ils pourraient accueillir davantage de moutons.» HOFMANN

Le loup ennemi du chasseur?

Aujourd'hui, le Concept loup suisse ne tient pas du tout compte du gibier de chasse. «Pour l'instant, il n'est considéré que comme une source de nourriture. Et ça ne va pas», confirme Peter Scheibler, chef du Service cantonal de la chasse. Ce dernier est catégorique: la louve de la vallée de Conches a eu un impact direct sur le gibier. «Il y a eu moins de chevreuils tirés par les chasseurs et on a vu beaucoup de biches sans faon. Pour tirer les conclusions définitives de ces observations, il faudra toutefois attendre l'année prochaine.» Même si le Valais n'a pas une grande expérience en la matière, Peter Scheibler est persuadé qu'une meute de loups peut faire disparaître localement une espèce de gibier «comme le chevreuil qui est une proie facile». C'est pourquoi il demande que, dans la révision du Concept loup, on tienne enfin compte de ce gibier de chasse «qui doit avoir un autre rôle que celui de nourriture». VF

mique devenue politique

liste» en profite pour aborder quelques sujets «chauds» à propos du prédateur.



Le dépôt d'une dénonciation pénale par le WWF attise encore la polémique. HOFMANN



HOFMANN

«Sur la forme, le ton de la dénonciation du WWF est à la limite de la diffamation»

«L'interprétation de la loi du WWF n'est pas celle de nos services. Ce sera finalement une bagarre juridique»

JEAN-RENÉ FOURNIER
Conseiller d'Etat

COMMENTAIRE

Question de temps

PAR JEAN BONNARD

La Suisse n'a pas obtenu le déclassement du loup d'espèce strictement protégée à espèce protégée, c'est-à-dire gérable. La décision de Strasbourg a requinqué Pro Natura, qui a parlé d'une tentative helvétique «déplorable» et le WWF. Derrière cette «défaite» helvétique, un constat: plus on vit loin du loup, mieux on se porte et plus on le protège. Les plus farouches opposants à sa protection sont les bergers qui doivent cohabiter. Il leur a fallu du temps pour convaincre les autorités cantonales. Et pour que (enfin) la Suisse ose demander qu'on désacralise le plus dangereux prédateur de bétail. Sans oser (encore) parler des ravages à une faune que les cantons alpins, dont le Valais, ont mis des années à enrichir par une gestion efficace. Mais défendre les populations d'ongulés contre le loup n'est pas encore un argument avouable, tant il est désormais évident que, derrière la protection du loup, les écologistes visent la pratique de la chasse.

Le tapage fait autour du tir d'un loup n'est qu'un épiphénomène médiatique qui ne résout rien. Les incohérences d'une protection absolue du loup sont si évidentes que le jour viendra où même Strasbourg révisera une décision qui réjouit tant les écolos. Mais il aura fallu ruiner les efforts de dizaines d'années de gestion intelligente de la faune pour constater qu'il est aberrant d'exiger que seuls les super prédateurs sont intouchables pour l'homme.

Si le loup était en voie de disparition, on pourrait comprendre ce credo de citoyens idéalistes. Mais pas leur souverain mépris pour les gens victimes de ce caprice. Mais, le loup progresse partout. Dès lors, remuer ciel et terre pour le tir d'un loup, c'est encourager la pire des solutions: protection ou pas, on tire et on la ferme. Navrant...



Le chevreuil est l'un des gibiers les plus en danger face au loup. KEYSTONE

La Suisse, seule contre l'Europe?

«Le Concept loup mis en place avec l'aval des cantons et des associations n'est plus du tout adapté.» Le spécialiste Jean-Marc Landry ne se dit pas surpris par ce constat d'échec. «Au départ déjà, je n'avais pas compris que l'on ait envisagé une seule hypothèse: qu'un seul individu débarque en Suisse. On a oublié que c'était un animal qui vit en meute et aujourd'hui personne n'est préparé à gérer les problèmes posés par plusieurs loups.» Le biologiste préconise donc que l'on fasse marche arrière. «On ne peut plus gérer ce problème au seul niveau cantonal. Il faut que les décisions soient prises par la Confédération, mais en collaboration avec nos voisins. Car le loup fait fi des frontières.» Et Jean-Marc Landry de voler au secours de... Jean-René Fournier. «Je trouve trop facile de ne tirer que sur le conseiller d'Etat valaisan. Ce n'est tout de même pas lui seul qui a mis en place un système aujourd'hui inadapté.» Pour le biologiste, tout a été fait pour liquider le loup. «Comme ces coupes constantes dans les budgets qui ne permettent plus d'assurer un suivi national ni de protéger les moutons.» PG



Jean-Marc Landry: «Le problème du loup ne peut être géré au seul niveau cantonal.» VÉRONIQUE POURIEL

WWF: Strafanzeige gegen Staatsrat

WWF: «Der Abschuss des Wolfes erfolgte illegal» – Staatsrat Fournier spricht von Diffamierung

S i t t e n – Der «Wolfskrieg» im Wallis geht weiter. In die Offensive geht der WWF. Die Naturschutzorganisation ist der Meinung, dass der Abschuss des Wolfes im Unterwallis illegal erfolgt sei. Der WWF reicht eine Strafanzeige gegen Staatsrat Jean-René Fournier und eine Aufsichtsbeschwerde an den Grossen Rat des Kantons Wallis ein. Staatsrat Fournier spricht von einer «Diffamierung».

rund der WWF-Strafklage: Die Umweltschutzorganisation wirft Staatsrat Jean-René Fournier vor, er habe den Befehl zum Abschuss eines Wolfes erteilt, obwohl keine rechtskräftige Bewilligung dafür vorgelegen habe.

Gesetz missachtet

Fournier habe zwei schriftliche Hinweise des Kantonsgerichts zur aufgeschobenen Abschussbewilligung ignoriert, schreibt der WWF in einer Mitteilung vom Dienstag weiter. «Damit hat Fournier ganz eindeutig das Jagdgesetz verletzt und ich frage mich, ob ein Staatsrat, der sich über Gesetze hinwegsetzt noch am richtigen Platz ist», fährt Ralph Manz, Geschäftsleiter WWF Oberwallis, grobes Geschütz auf. Es dürfe nicht sein, dass ein Staatsrat eine Entscheidung des Kantonsgerichts missachte und vom Gesamt-Staatsrat dafür auch noch gedeckt werde, schlussfolgerte Manz auf Anfrage.

Gesuch abgelehnt

Der WWF hatte seinerzeit beim Walliser Staatsrat ein Gesuch um Wiederherstellung der aufschiebenden Wirkung für die Abschussbewilligung des Wolfes im Chablais-Gebiet gestellt. «Dieses wurde jedoch abgelehnt, worauf sich der WWF ans Kantonsgericht wandte», listet Manz die Vorgeschichte zum eingereichten



Staatsrat Jean-René Fournier ist im Clinch mit dem WWF.

Strafverfahren auf. Als der fragliche Wolf vor rund zwei Wochen geschossen wurde, stand der Entscheid des Gerichtes über den WWF-Rekurs noch aus. «Die Abschussbewilligung sei zu diesem Zeitpunkt jedoch durch das Gericht aufgeschoben gewesen», hält der Oberwalliser WWF-Verantwortliche fest.

Strafanzeige und Aufsichtsbeschwerde

Nachdem der Staatsrat eine Aufsichtsbeschwerde des WWF gegen das Regierungsmitglied Jean-René Fournier formell zurückgewiesen hatte, entschloss sich die Umweltschutzorganisation nun zu einer Strafklage gegen Fournier und Unbekannt. Da nächste Woche das Walliser Kantonsparlament tagt wird gleichzeitig auch eine Aufsichtsbeschwerde an den Grossen Rat eingereicht. «Ob sich Fournier und weitere Personen strafbar gemacht hätten, würden die Untersuchungsbehörden klären müssen», gibt Ralph Manz zu Protokoll.

Gewaltentrennung?

«Wir haben uns entschieden, den eingeschlagenen Weg auf juristischer und politischer Ebene weiter zu gehen, weil im Wallis offenbar die Gewalt-

entrennung nicht funktioniert», begründet Kurt Eichenberger, Projektleiter Biodiversität beim WWF Schweiz, das Vorgehen. «Es darf wohl nicht sein, dass ein Staatsrat eine Entscheidung des Kantonsgerichts missachtet und diese Haltung von der Gesamtregierung auch noch gedeckt wird», ergänzt Eichenberger.

Fournier überrascht

Staatsrat Jean-René Fournier zeigte sich nicht überrascht von der eingereichten WWF-Strafklage, aber von deren Ton: «Er grenzt an Diffamierung», sagt er auf Anfrage. Nun sei es an den Juristen zu entscheiden, wer Recht habe. Er sei der Auffassung, den entsprechende Gesetzesartikel über die aufschiebende Wirkung nicht verletzt zu haben.

Auch nach Ansicht des Staatsrats waren beim Abschuss des Wolfes im Chablais alle notwendigen Verfahren respektiert worden, wie er schon Ende November mitteilte. «Der Aufschub der Abschussbewilligung ist damals abgelehnt worden, weil er das Wolfskonzept wirkungslos machen würde», argumentierte der Staatsrat damals. Der Wolf im Chablais-Gebiet war am 21. November von Wildhütern erlegt worden. Es wird vermutet, dass das Tier



Der Wolf, Grund für eine WWF-Strafklage gegen Staatsrat Jean-René Fournier und eine Aufsichtsbeschwerde an das Walliser Kantonsparlament.

Fotos Archiv

Ende September 31 Schafe gerissen hatte. Bereits Ende Oktober war im Goms eine Wölfin erlegt worden.

WWF überzeugt

Der WWF ist von seinem Tun überzeugt. «Der Schweizer Naturschutzorganisation geht es primär darum, einen weiteren illegalen Wolfsabschuss zu verhindern», so Eichenberger.

Nachdem es der Ausschuss der sogenannten «Berner Konvention» letzte Woche abgelehnt hat, den Schutzstatus des Wolfs von «streng geschützt» auf nur «geschützt» zurückzustufen, der WB berichtete darüber, fühle sich der WWF in seiner Haltung bestärkt. Das letzte Wort ist in dieser Angelegenheit wohl noch nicht gesprochen. **pr**

7500 Franken gespendet

Zugunsten der «Stiftung Tanja», Bitsch

B i t s c h / M ö r e l – (ing.) Am 15. Oktober fand in Mörel-Filet ein Rinderli-Stäichfäscht statt. Dabei wurde zugunsten der «Stiftung Tanja», Bitsch, gesammelt. Anlässlich der Checkübergabe vom 2. Dezember konnten die OK-Mitglieder Jakob Seematter und Engelbert Lorenz den Check mit dem stolzen Betrag von 7500 Franken an Renato und Tanja Berchtold übergeben.



Von links: Jakob Seematter (OK), Renato Berchtold («Stiftung Tanja», Bitsch), Tanja Berchtold, Engelbert Lorenz (OK). Foto zvg



Le WWF insiste sur le fait que l'autorisation de tir pour le loup tué le 21 novembre bénéficiait d'un effet suspensif. Service de la faune valaisan

«Il a été abattu illégalement»

VALAIS

Le WWF dénonce le conseiller d'Etat. L'association estime qu'il a autorisé un tir prohibé

Le WWF a déposé avant-hier une dénonciation pénale contre le conseiller d'Etat valaisan Jean-René Fournier. L'organisation estime qu'il a illégalement autorisé le tir du loup abattu le 21 novembre dernier dans le Chablais.

Le WWF a aussi déposé une plainte contre le Conseil d'Etat auprès du Grand Conseil valaisan. L'Exécutif a ignoré les messages du Tribunal cantonal l'informant que l'autorisation de tir bénéficiait d'un effet suspensif, a communiqué hier le WWF.

«Les autorités valaisannes ont abattu illégalement un animal protégé», écrit le WWF. Dans ces conditions, l'organisation estime ne pas pouvoir effectuer son travail ni jouer son rôle en Valais.

Jean-René Fournier n'est pas surpris

«Sur le fond, le WWF reconnaît qu'il y a diverses manières d'interpréter un article de loi»

Jean-René Fournier

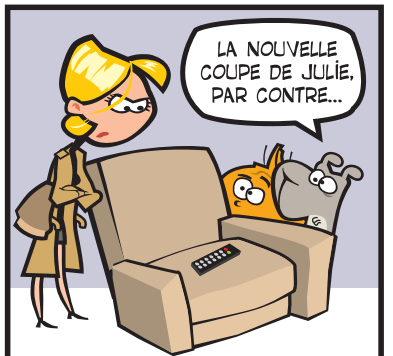
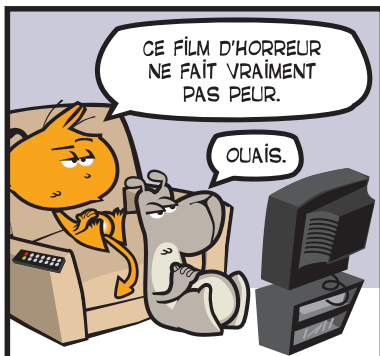
par cette dénonciation même s'il juge le ton un peu «exagéré». «Sur le fond, le WWF reconnaît qu'il y a diverses manières d'interpréter un article de loi», a dit M. Fournier sur les ondes de Rhône FM. L'organisation a sa manière

de voir les choses et le gouvernement la sienne.

Responsable «Alpes» au WWF, Walter Vetterli estime que le service cantonal de la chasse devrait être confié à un autre conseiller d'Etat. M. Fournier ne fait pas mystère de son opposition au loup bien qu'il soit protégé. Le parti socialiste valaisan partage l'avis du WWF.

Le gouvernement cantonal n'avait pas désavoué M. Fournier. Saisi d'une plainte du WWF demandant la suspension de l'ordre de tir et le changement de responsabilité du service de la chasse, il avait refusé les deux demandes le 22 novembre. L'Exécutif cantonal a estimé que le concept loup avait été appliqué correctement. ■ ats

Nelson Diablotin à domicile [WWW.BERTSCHY.COM](http://www.berstschy.com)



Face au loup, Jean-René Fournier peut compter sur la solidarité valaisanne

Valais. Le WWF a transformé sa plainte administrative en plainte pénale contre le conseiller d'Etat accusé d'avoir court-circuité la justice lors de l'abattage du loup du Chablais. L'affaire est pourtant loin de faire scandale en Valais

Laurent Nicolet

«Infondé et grotesque: en Valais, nous avons d'autres chats à fouetter que le loup.» On ne sait pas si c'est une vraie consolation, mais le conseiller d'Etat PDC Jean-René Fournier semble pouvoir compter sur l'entier soutien du président des radicaux Léonard Bender dans son match à mort contre le loup. Hier le WWF a annoncé en effet avoir déposé une plainte pénale, assortie d'une plainte devant le Grand Conseil, contre Jean-René Fournier pour l'abattage supposé intempestif du loup du Chablais.

Plainte donc que Léonard Bender, chef tout de même d'un des deux principaux partis d'opposition, juge «surtout de nature à jeter le discrédit sur le WWF, une organisation capable de manifester plus de compassion pour le loup que pour l'être humain.»

Le WWF avait d'abord déposé une plainte administrative, reprochant à Jean-René Fournier de n'avoir pas respecté l'effet suspensif que le recours de l'organisation écologiste auprès du Tribunal cantonal (TC) contre le tir du loup aurait dû entraîner. Et ce malgré une lettre dudit tribunal, rappelant, le 16 novembre, à Jean-René Fournier qu'effet suspensif il y avait bel et bien.

Mais le 21 novembre, le loup était abattu et le lendemain sur la télévision locale Canal 9 le juge Erwin Leiggener, président de la Cour de droit public du TC, portait l'estocade, affirmant que «selon la loi un recours, comme celui du WWF, a automatiquement effet suspensif jusqu'à ce que le TC ait tranché sur la requête, ce qui n'était pas le cas». Hier le WWF par son responsable «Alpes», Walter Vetterli, durcissait le ton: «Nous jugeons qu'il est extrêmement grave qu'un conseiller d'Etat ne respecte pas une décision judiciaire. Les autorités valaisannes ont abattu illégalement un animal strictement protégé.» Walter Vetterli, interrogé par Rhône FM sur une éventuelle démission de Jean-René Fournier, a expliqué que «ce n'était pas le rôle du WWF de la demander» tout en estimant souhaitable «que le service de la chasse change de département, Jean-René Fournier n'ayant plus la dignité ni la sérénité nécessaire pour le diriger».

Le conseiller d'Etat, de son côté, maintenait, hier, sa position initiale, et parlait «d'une divergence d'interprétation sur un article de loi, divergence qui se réglera par une bataille juridique», tout en déplorant le ton et la forme adoptés par le WWF, «à la limite du respect de la personne». Cette plainte pénale ne devrait pourtant pas trop plomber l'horizon politique d'un ministre dont l'influence dans le canton lui a valu le sobriquet de «gouverneur» et qui a déjà annoncé sa candidature au Conseil des Etats.

Les radicaux, on l'a vu, ne bougeront pas pour le loup. L'UDC, d'ordinaire prompte à réclamer la démission d'un conseiller d'Etat en mauvaise posture – elle l'avait fait pour Jean-Jacques Rey-Bellet au moment du scandale de l'A9 – se montre cette fois plutôt embêtée: «On n'a pas trop envie de sucer la roue du WWF», explique son secrétaire général Jean-Luc Addor, «surtout que sur le fond nous sommes aussi d'avis que le loup n'a pas sa place en Valais, que celui-ci devait être tiré, que le concept loup est trop restrictif et qu'une plus grande liberté devrait être laissée aux cantons dans ce domaine.»

Jean-Luc Addor, lui-même ancien juge, se contente donc de prévenir: «On ne perdra néanmoins pas de vue les problèmes que cette affaire pose sous l'angle des institutions: un représentant de l'exécutif qui désavoue le pouvoir judiciaire sur un point de droit où il a manifestement tort. C'est peut-être le syndrome du gouverneur qui est à l'œuvre.»

Comprendre: Jean-René Fournier a tellement assis son pouvoir en Valais qu'il n'arrive plus à prendre au sérieux une institution comme le Tribunal cantonal. Il n'y aura donc probablement que la gauche pour chercher des poux dans la tonsure du gouverneur. Les socialistes en effet réclament eux aussi, par leur président Jean-Henri Dumont, que Jean-René Fournier soit dessaisi du service de la chasse, parlent «d'attitude arrogante et irresponsable» et «d'atteinte extrêmement grave à l'Etat de droit et à notre démocratie». On ne sait pas si cela calmera les esprits, mais, puisque tout un canton, le roi Pascal en tête, célèbre ses nonante ans, pourquoi ne pas citer Maurice Chappaz: «Mon pays est un petit Chaperon rouge portant un gros panier de provisions dans les bois obscurs et avec plus de mort en lui que dans le loup: toute la vie me l'a appris dès mon retour au village où le ciel était si bleu.»

Jean-René Fournier à l'alpage d'Onnaz. Le conseiller d'Etat a tellement assis son pouvoir en Valais qu'il n'arrive plus à prendre au sérieux une institution comme le Tribunal cantonal.

Morgins, 20 octobre 2006

«Le Nouvelliste» ne doit pas faire comme tout le monde»

INVITÉ ► Premier citoyen du canton, Albert Bétrisey a un avis bien tranché de la presse valaisanne. Il l'a partagé avec les journalistes du «Nouveliste».

VINCENT FRAGNIÈRE

Premier invité de la rédaction du «Nouveliste», le président du Grand Conseil Albert Bétrisey a partagé pendant une heure sa vision de la presse avec une quinzaine de journalistes du quotidien valaisan. Comme souvent, il a laissé la langue de bois devant la porte et est passé maître dans l'art de «botter en touche» avec humour les questions embarrassantes. Son «interview médiatique» vaut le détour et nécessite, comme pour tout bon politicien qui se respecte, une double lecture...

«Le Nouvelliste» doit-il prendre la forme d'un tabloïd?

Non, car «Le Nouvelliste» ne doit pas faire comme tout le monde...

Combien de minutes par jour consacrez-vous à l'actualité?

Au moins une heure.

Plutôt presse écrite ou presse audiovisuelle?

Je crois réussir un bon mixte des deux.

Jean-Marie Fournier, actionnaire du «Confédéré» radical, c'est le monde à l'envers?

Non, c'est simplement 30%.

Commencez-vous la lecture du «Nouveliste» par la fin?

Non.

Plutôt «20 minutes» ou «Matin Bleu»?



«Je ne lis ni «Le Matin Bleu» ni le «20 minutes»

Ni l'un ni l'autre. Vraiment pas..

2 fr. 20 un journal, c'est cher?

Je ne me suis jamais posé la question. Comme quoi...

Président du Grand Conseil, est-ce médiatiquement porteur?

Pas du tout...



Albert Bétrisey accompagné de Claude Bumann (à sa droite) entouré hier par quelques journalistes du «Nouveliste» en salle de rédaction. MAMIN

Un homme ou une femme politique qui n'a pas l'impact médiatique qu'il ou elle mérite?

Hans-Rudolf Merz.

Le dernier article qui vous a le plus irrité?

Le battage médiatique au sujet de l'accident de la circulation de Thomas Burgener.

Celui que vous avez le plus apprécié?

Celui-ci évidemment!

«Canal 9» en direct au Parlement, ça change quoi pour les députés?

Le téléspectateur devient rédacteur en chef et il y aura évidemment une influence sur les élections.

La liberté de la presse, vous y croyez vraiment?

La presse est aussi libre que sont les rédacteurs en chef concernés.

Vous êtes abonné à quels quotidiens?

Au «Nouveliste» et au «Walliser Bote». Je lis le premier au café le matin et le second le soir chez moi.

Freysinger à torse nu en Une du «Matin», ça lui fait gagner des électeurs?

Il n'aura en tout cas pas ma voix et il en perd d'autres.

Les journaux politiques – «Confédéré», «Peuple valaisan» – existeront-ils encore dans dix ans? Le «Confédéré» est un journal d'opinion.

Vous êtes l'un des invités de la TSR et vous avez le choix entre «Infrarouge» de Michel Zendali, «Pardonnez-moi» de Darius Rochebin ou «Mise au point» de Patrick Fischer.



Périodiquement, une personnalité valaisanne sera invitée par notre rédaction à discuter de manière informelle de sa relation aux médias en général, et à notre titre en particulier.

Lequel a votre préférence? Romaine Jean d'Ayent.

«Le Nouvelliste», de droite ou de gauche? Je ne sais plus!

SI VOUS ÉTIEZ RÉDACTEUR EN CHEF...



En visite au «Nouveliste», Albert Bétrisey s'est prêté au jeu du rédacteur en chef sans aucun problème. «J'ai même proposé au PRD de faire du «Confédéré» un journal d'opinion romand. La presse m'intéresse beaucoup.» Parmi les sujets soumis à sa curiosité toute journalistique, Albert Bétrisey a décidé de faire «sa Une» avec l'éolienne de Collonges et ses excellents premiers résultats. «Je suis extrêmement sensible aux énergies renouvelables. Même si le vent ne peut pas être une solution globale pour le Valais, l'installation de Collonges est très pertinente et ses premiers résultats prouvent que le projet était bon.» Le deuxième sujet retenu par le premier citoyen du canton est le loup. «Par obligation médiatique. Comme média cantonal, on ne peut évidemment pas ne pas évoquer cette plainte. Mais, pour moi, cela est trop réactif. Peut-être faut-il aujourd'hui calmer le jeu dans ce dossier. Je pose la question de savoir si on n'en fait pas un peu trop...» Enfin, sur la dernière marche du podium du coureur à pied Bétrisey, on retrouve le débat lancé par les socialistes quant à la mise en place ou non d'un Conseil général à Nendaz par l'intermédiaire de Stéphane Rossini. «Je ne connais pas particulièrement la situation de Nendaz, mais je suis favorable à tout ce qui peut aider le débat démocratique. Le Conseil général est évidemment une solution. Mais peut-être qu'il ne peut pas s'appliquer partout de la même manière, même si la commune de Nendaz compte plus de 5000 habitants.» Du développement durable, de la politique et un peu de polémique, Albert Bétrisey – c'est décidé – se retrouvera, lui aussi, en Une du «Nouveliste» du jour...VF

Difficile d'interdire les minarets

Les communes valaisannes ne pourraient que difficilement s'opposer à une demande de construction d'un minaret. Seule une violation d'un règlement de construction pourrait conduire à un refus d'autorisation. La question de l'éventuelle construction de minarets en Valais agite l'UDC qui a déposé une question écrite le 12 septembre dernier au Grand Conseil. Dans sa réponse le chef du Département des institutions Jean-René Fournier met en avant la liberté de conscience et de croyance garantie par la Constitution fédérale. La Constitution cantonale reconnaît pour sa part le libre exercice des cultes.

Seule la non-conformité au règlement de construction est de nature à provoquer l'interdiction de construire. Ces règlements sont soumis aux dispositions de rang supérieur comme la Constitution. Pour l'heure, le Valais ne compte aucun minaret et n'a pas enregistré de demande de construire. L'UDC constate que *«les communes sont presque totalement démunies pour s'opposer efficacement à d'éventuelles demandes d'autorisations de construire des minarets»*. Le parti entend approfondir cette question *«pour éviter qu'un jour en Valais nous nous fassions réveiller par le muezzin»*. ATS

Les contributions mises à l'index

GRAND CONSEIL ► La commission de gestion a dressé un bulletin de santé inquiétant du Service des contributions. Son rapport sera discuté mardi en ouverture de la session de décembre du Parlement.

PASCAL GUEX

Ambiance plombée; conditions de travail difficiles; formation continue négligée: le Service des contributions de l'Etat du Valais affiche trop de faiblesses qui nuisent à son bon fonctionnement. Tel est en tout cas le diagnostic inquiétant posé par la Commission de gestion (COGEST) du Grand Conseil. Laquelle vient de se fendre d'un rapport qui sera débattu mardi prochain à l'occasion de la première journée de la session de décembre du Parlement.

Trop de retards

C'est à la demande de la Commission des finances (COFI) que celle de gestion s'est portée au chevet du Service des contributions. La COFI a en effet dénoncé à plusieurs reprises des retards dans les taxations. «*La COFI a encore fait la remarque dans son rapport sur le budget 2006, en demandant à la COGEST de se pencher sur le fonctionnement du service.*» La présidente Brigitte Diserens et ses pairs ont donc pris la température d'abord à l'extérieur de l'Etat – auprès des communes et de certaines fiduciaires – avant de prendre le pouls du service proprement dit.

Bureaux surchauffés

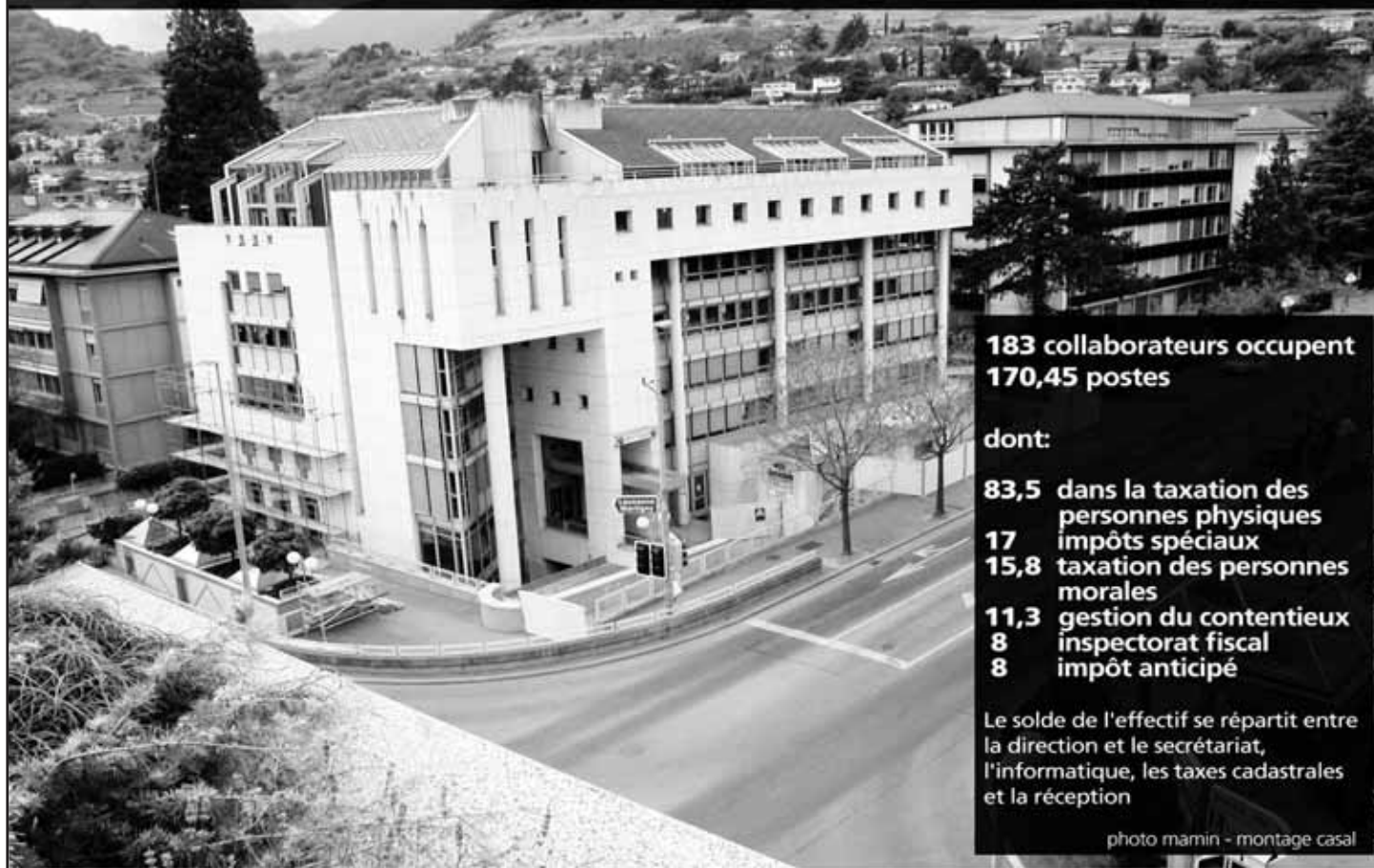
Des investigations qui ont permis de dresser un bulletin de santé pas trop rassurant. «*Des entretiens avec les personnes du service, il ressort deux points en particulier: d'une part, la mauvaise ambiance qui règne; et d'autre part, un environnement de travail défavorable, particulièrement en été.*»

Les causes de ce malaise sont multiples aux yeux de la COGEST. Qui cite pêle-mêle le peu de partage d'expériences, une charge de travail importante, mais aussi un cadre inadapté. «*Les conditions de travail sont considérées quasi unanimement comme mauvaises, avec des locaux trop exigus et peu propices au travail, pas d'espace pour recevoir et surtout des températures qui dépassent les 32, voire les 35 degrés en été.*»

Pas de panacée

Mardi prochain, ces problèmes récurrents occuperont donc l'ensemble du Parlement. Et si aujourd'hui la direction des contributions se refuse à tout commentaire dans l'attente de la prise de position du chef de département, Jean-René Fournier, certains collaborateurs, eux, ne cachent pas leur agacement. Sous le couvert de l'anonymat. «*Tout n'est pas rose il est vrai! Mais les docteurs de la COGEST omettent de spécifier qu'un préposé à la taxation valaisan doit traiter deux fois plus de dossiers qu'un collègue vaudois. Et puis ils ne proposent aucun remède, refusant notamment toute idée d'engager du personnel supplémentaire. Il ne suffit pas d'affirmer que de nombreuses pistes d'améliorations n'ont pas été explorées. Encore faut-il préciser lesquelles!*» Et il est vrai que les requêtes de la COGEST – «*développer une stratégie claire, évaluer des mesures de rationalisation, émettre des propositions d'informatisation...*» – apparaissent pour le moins absconses et bien théoriques.

Service des contributions surchargé



**183 collaborateurs occupent
170,45 postes**

dont:

83,5 dans la taxation des
personnes physiques
17 impôts spéciaux
15,8 taxation des personnes
morales
11,3 gestion du contentieux
8 inspectorat fiscal
8 impôt anticipé

Le solde de l'effectif se répartit entre
la direction et le secrétariat,
l'informatique, les taxes cadastrales
et la réception

photo mamin - montage casal

LES TEMPS FORTS DE LA SESSION DE DÉCEMBRE

Mardi 12: – Entrée en matière sur la participation financière du canton (3,9 millions sur les 13,5 millions de la facture totale) pour l'agrandissement de l'établissement médicosocial pour personnes âgées de Brigue-Glis.

– Rapport de la commission de gestion sur le fonctionnement du service des contributions.

– Entrée en matière sur l'octroi d'une subvention de 3 millions de francs pour la rénovation du cycle d'orientation de Reposieux à Monthey.

Mercredi 13: – Projets de budget 2007 pour le Département des transports, de l'équipement et de l'environnement (celui de Jean-Jacques Rey-Bellet) ainsi que pour le Département de la santé, des affaires sociales et de l'énergie (Thomas Burgener).

Judi 14: – Projets de budget pour le Département de l'éducation, de la culture et du sport (Claude Roch); du Département des finances, des institutions et de la sécurité (Jean-René Fournier) ainsi que du Département de l'économie et du territoire (Jean-Michel Cina).

Vendredi 15: – Débat final sur l'ensemble du budget 2007 et heure des questions. PG

3,9 Millionen vom Grossen Rat

Vergrösserung des Altersheimes Englischgruss in Brig-Glis vor dem Kantonsparlament

Brig-Glis. – Das Ausbauprojekt des Alters- und Pflegeheimes Englischgruss um 45 auf 91 Betten steht diese Woche im Grossen Rat zur Beratung an. Das Parlament entscheidet über einen Subventionsbeitrag von knapp vier Millionen Franken.

Wenn die Vergrösserung des Alters- und Pflegeheimes Englischgruss plangemäss vorangehen soll, ist diese Woche im Grossen Rat die letzte entscheidende Hürde zu nehmen. Entschieden wird über einen Finanzierungsbeitrag in der bei solchen Werken üblichen Grösse von 30 Prozent der Investitionskosten. Diese belaufen sich laut Botschaft auf (berücksichtigte) 13,075 Millionen Franken, was einer maximalen kantonalen Beteiligung von 3,922 Millionen Franken gleichkommt.

Investitionen von 13 Millionen Franken

Für die besagten 13 Millionen Franken baut die Stiftung «Alters- und Pflegeheim Englischgruss», die von Stadträtin Esther Waeber-Kalbermatten präsidiert wird, in südlicher La-

ge direkt an das bestehende Gebäude einen viergeschossigen Neubau an. Auf drei Etagen befinden sich jeweils 15 Einzelzimmer von ungefähr 28 m² pro Zimmer mit integrierten Loggien, welche auch die Fassaden prägen werden. Auf dem Dach ist eine Terrasse vorgesehen. Umbaut wird ein Gesamtvolumen von 13 150 m³, was pro Bett in etwa 290 m³ entspricht. Das Bauprojekt ist im WB bereits näher vorgestellt worden. Als Sieger eines Architekturwettbewerbes setzte sich unter 37 eingereichten Vorschlägen ein Projekt der Büros Kellenberger + Hirt aus Zürich durch.

Die Bauherrschaft geht davon aus, dass nach der Subventionszusage des Grossen Rates im zweiten Semester des Jahres 2007 mit der Realisierung begonnen werden kann. 2008 sollte der Neubau bezogen werden können.

Fünf Betten für Kurzaufenthalter

Mit grossen Widerständen muss gegen dieses Bauvorhaben im Grossen Rat nicht mehr gerechnet werden, zumal die



Das Alters- und Pflegeheim Englischgruss in Brig-Glis soll bis 2008 einen Anbau mit 45 zusätzlichen Betten erhalten.

Foto wb

Höhere Subventionen für APH Ried-Brig?

Die Beiträge des Kantons an die Betreiber von Alters- und Pflegeheimen hängen von der Höhe der Investitionen ab. In der Regel werden 30 Prozent der Kosten subventioniert, wobei der Beitrag nach oben begrenzt ist. Mehr als 230 000 Franken pro Bett werden nicht finanziert. Bei den Projekten in Naters und Brig-Glis wurde der Bodenpreis vollumfänglich in die Investitionsrechnung integriert. Nicht so beim APH in Ried-

Brig, wo die Kaplanei den Boden im Baurecht (wie in Brig-Glis die Stadtgemeinde) zur Verfügung stellte. Nun bemüht sich das Santa Rita beim Kanton darum, dass bei allen drei Standorten dasselbe Kostenbewertungsprinzip des Bodens angewandt wird. Kann Ried-Brig das Terrain nachträglich in seine Investitionskosten aufnehmen, werden diese um knapp 2 Mio. höher ausfallen. Dem Kanton würde daraus ein nachträglicher Investitionszustupf von zirka 600 000 Franken an das APH Ried-Brig erwachsen.

tr

thematische Kommission das Geschäft einstimmig angenommen hat. Die Vergrösserung ist fester Bestandteil eines bereits im September 2001 definierten Konzeptes des kantonalen Gesundheitsdepartementes, das in der Region Brig den Bau und den Betrieb von 132 neuen Betten vorsieht. 35 Betten sind im Alters- und Pflegeheim Santa Rita in Ried-Brig seit Oktober 2005 in Betrieb, 57 Betten wurden im April 2006 in Naters dem Betrieb übergeben. Nun folgt noch die letzte Etappe. In Brig-Glis werden 40 ordentliche Betten entstehen, ergänzt

mit fünf Betten für Kurzaufenthalter. Dieses Angebot ist fürs ganze Oberwallis gedacht und soll pflegende Angehörige für einen Zeitraum von vier bis sechs Wochen beim Übergang zwischen dem Spital und dem Zuhause entlasten.

Bedarf unbestritten

Der Bedarf am Angebot ist unbestritten. Das APH Englischgruss verweist auf eine Warteliste von 400 Personen, von denen rund 45 dringend einen Platz bräuchten. Im ganzen Kanton geht die Planung davon aus, dass bis ins Jahr 2013 rund 2890 Alters-

heimbetten bestehen. Das entspricht 204 Betten pro 1000 Einwohner, die über 80 Jahre alt sein werden. Im Oberwallis werden bis im Jahre 2010 insgesamt 703 anerkannte APH-Betten zur Verfügung stehen.

Die Kostenaufteilung

Die Bedarfsplanung von APH-Betten ist jeweils das eine, deren Finanzierung das andere. Die Baukosten im Englischgruss werden nach folgendem Schema aufgeteilt: 3,922 Mio. Franken Kantonsbeteiligung, 3,765 Mio. Franken Beteiligung der Standortgemeinde Brig-Glis, 2,376 Mio.

Franken Beteiligung anderer Gemeinden, namentlich Simplon-Dorf und Gondo, 1 Mio. Franken Beteiligung anderer Mitglieder der Stiftung, ein IHG-Kredit der Region Brig-Aletsch für 300 000 Franken sowie ein Bankkredit von 2,179 Mio. Franken.

Das provisorische Betriebsbudget sieht bei 91 Betten Einnahmen in der Höhe von 1,955 Millionen Franken vor. Die Pensionskosten pro Tag und Pensionär dürften schätzungsweise 120 Franken betragen. Die Auszahlung der Kantons-subsidien wird auf fünf Jahre aufgeteilt werden.

tr

Massnahmen bei der Steuerverwaltung

FDPO-Ausblick auf die Dezember-Session

Die Vertreter der FDP Oberwallis im Grossen Rat haben sich zur Vorbereitungssitzung der Dezember-Session 2006 getroffen und Folgendes beschlossen:

Steuerverwaltung

PARTEIENFORUM
Die Geschäftsprüfungskommission (GPK) hat sich in ihrem Bericht mit der Funktionsweise der kantonalen Steuerverwaltung beschäftigt und einige Mängel festgestellt. So sind etwa die Arbeitsbedingungen sowie das Arbeitsklima schlecht, es gibt Führungsprobleme, in Sachen Informatik hält sich die Steuerverwaltung unter anderem nicht an die Weisungen des Staatsrates, es wird zu wenig zusammengearbeitet usw. In Anbetracht dieser Umstände müssen unbedingt Massnahmen getroffen werden. Die FDP Oberwallis unterstützt die Forderungen der GPK. Aus Sicht der FDP Oberwallis sind vor allem organisatorische und personelle Änderungen notwendig. Zudem liessen sich mit der besseren Anwendung der Informatik sowie von VS Tax Einsparungen realisieren. Ebenso

sollten einfache Steuererklärungen weniger detailliert kontrolliert werden, da damit die vorhandenen Ressourcen besser eingesetzt werden könnten.

APH Englischgruss

Die FDP Oberwallis unterstützt die Gewährung einer finanziellen Beteiligung des Kantons an der Vergrößerung des Alters- und Pflegeheims (APH) Englischgruss. Da im Oberwallis und insbesondere in der Region Brig ein grosser Mangel an Alters- und Pflegeheimbetten besteht, ist die Erweiterung des bestehenden APH Englischgruss mit 51 Betten durch einen Anbau mit 45 Betten absolut notwendig. Heute sind rund 400 Personen auf der Warteliste, davon sind etwa 45 dringend auf einen Heimplatz angewiesen. Von den 45 Betten sind fünf als Kurzweilbetten vorgesehen. Diese sollen vor allem pflegenden Angehörigen zur Entlastung – z.B. während der Ferien – dienen.

Fachhochschulen

Die FDP Oberwallis hat den Bericht der interparlamentarischen Aufsichtskommission über die

Fachhochschule Westschweiz und die Fachhochschule Westschweiz für Gesundheit und Soziale Arbeit zur Kenntnis genommen. Das grösste Problem von einzelnen Fachhochschulen ist, dass sie in Bezug auf die Anzahl Studierenden nicht oder nur sehr knapp die kritische Masse erreichen, was teilweise zu einem Kampf zwischen den Fachhochschulen um die Studierenden führt. Deshalb ist eine vermehrte Koordination bzw. Zusammenarbeit unter den Fachhochschulen unumgänglich.

Finanzausgleich

Die Neugestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen erfordert die Änderung von zahlreichen kantonalen Gesetzen und hat bedeutende organisatorische Auswirkungen für den Kanton zur Folge. Zudem wird der Neue Finanzausgleich auch umfangreiche Auswirkungen auf die Gemeinden in unserem Kanton haben. Aus Sicht der FDP Oberwallis muss aber ein Lastentransfer vom Kanton auf die Gemeinden vermieden werden.

Für die FDP Oberwallis:
Matthias Eggel, Grossrat

NFA-Euphorie schwindet

SPO/Linke Allianz

Budget 2007

Nach Abschreibungen (und zusätzlichen ausserordentlichen Abschreibungen) von 173 Millionen Franken sind Mehreinnahmen von 24,5 Mio. budgetiert.

PARTEIENFORUM

Dies genügt der SVP noch nicht. Sie will zusätzlich Millionenbeiträge beim Personal (vorab bei Bildung und Kultur) streichen. Die SPO/Linke Allianz findet dies eine Frechheit. Wir werden diese Anträge konsequent bekämpfen. Für uns ist es höchste Zeit, die guten wirtschaftlichen Rahmenbedingungen zu nutzen, um den Angestellten bessere Arbeits- und Lohnbedingungen zu bieten. Zudem sollte sich der Kanton ein finanzielles Fettpolster anlegen, damit er in schlechteren Jahren antizyklisch Investitionen tätigen kann.

Vergrößerung des Alters- und Pflegeheims in Brig-Glis
Nach Naters und Ried-Brig wird Brig mit 40 Betten das staatsrätliche Konzept für die Betreuung betagter Personen in der Region Brig (gesamt 132 Betten) abschliessen. Die Fraktion steht hinter dem Bericht der Grossratskommission. Ebenso begrüssen wir den Vorschlag der Kommission, sich Überlegungen zur zukünftigen Mitfinanzierung der hohen Bodenpreise solcher Grossprojekte zu machen.

Änderung der Kantonsverfassung

Die Änderung der Kantonsverfassung ist ein nötiger Schritt für die Anpassung der Einbürgerungspraxis. Das Geschäft hinkt der Zeit hinterher und die Folge sind Haufen von unbearbeiteten Dossiers. Staatsrat Fournier muss nun das Tempo erhöhen! Ein kleiner Blick über die Kantonsgrenze würde genü-

gen. Die meisten Kantone haben mit der Änderung des Bundesrechts auf den 1. Januar 2006 auch ihre Vorgaben bereits angepasst!

NFA – die Euphorie schwindet

Im zweiten Orientierungsbericht des Staatsrates zur Umgestaltung des Finanzausgleichs und der Aufgabenentflechtung zwischen Bund und Kantonen ist die Euphorie nach mehr Geld aus Bundesbüchern verfliegen. «Durchgezogene» Finanzperspektiven sollen es nun vermutlich werden. Der Staatsrat muss darum endlich Farbe bekennen und unabhängig von den Bundesgeldern Stellung beziehen, ob der Finanzierung der Behinderteninstitutionen und der Subventionierung von Krankenkassenprämien Priorität eingeräumt wird.

Rolf Eggel, stv. Fraktionschef SPO/LA

Zeughaus Glis – quo vadis?

Die CSP-Ortspartei Brig-Glis-Gamsen-Brigerbad ist erfreut über den Kauf des Zeughauses durch die Stadtgemeinde Brig-Glis. Der Kaufpreis von zwei Millionen Franken ist gut investiertes Geld.

PARTEIENFORUM

Im WB – Artikel vom 6. Dezember 2006 wird die Leserschaft auch über zwei mögliche Mieter informiert. Wir sind erstaunt darüber, dass die Verantwortlichen der Stadtgemeinde mit diesen potenziellen Mietern bereits Vorgespräche geführt haben oder noch führen werden. Mit dieser Vorgehensweise können wir nicht einverstanden sein. Bevor man die Bevölkerung vor vollendete Tatsachen betreffend der Nutzung dieser Räumlichkeiten stellt, sollten folgende Fragen beantwortet werden: Besteht von Seiten der Stadtgemeinde bereits ein Nutzungskonzept? Nach welchen Kriterien werden dabei die Nutzungsinteressen bewertet? Können die Steuerzahlerinnen und Steu-

erzahler über die Nutzung des Zeughauses mitbestimmen? Sind die Bedürfnisse der Vereine und der Kulturschaffenden bereits abgeklärt worden?

An einem derart zentralen Standort in der Wohnzone muss der Nutzungszweck wohl überlegt sein. Die zentrale Lage des Gebäudes ist für viele Nutzungsarten interessant.

Deshalb fordern wir von der CSP-Ortspartei die Einsetzung einer Arbeitsgruppe, welche sich mit der Nutzung des Zeughausareals auseinandersetzt. In einer derartigen Gruppe müssen interessierte Vereinsvorstände, Kulturschaffende und Jugendliche mitdiskutieren und ihre Ideen einbringen können. Ebenfalls ist eine sachliche, transparente Informationspolitik das beste Mittel, um jegliche Gerüchte über sich bereits eingemietete Vereine und Organisationen im Keime zu ersticken.

Die Bevölkerung von Brig-Glis und wir von der CSP-Ortspartei sind gespannt auf die Antworten des Stadtrates auf die hier gestellten Fragen und das weitere Vorgehen in dieser Angele-

genheit.
CSP-Ortspartei
Brig-Glis-Gamsen-Brigerbad

Burger-versammlung

Leukerbad – eing.) Die Burgerversammlung der Burgergemeinde Leukerbad findet am Montag, 11. Dezember 2006, um 20.00 Uhr in der Aula der Rheumaklinik statt. Der Burgerrat hofft auf eine rege Teilnahme.

Revisionsverfahren

Sitten. – (wb) Nachdem das Bundesgericht das Ausstandsbegehren von Otto G. Loretan mit seinem am 21. November 2006 zugestellten Urteil vom 13. November 2006 als letztinstanzlich abgewiesen hat, kommt es nun zum Revisionsverfahren vor dem Kantonsgericht. Dieses findet am 21. Dezember 2006, um 10.00 Uhr im Justizgebäude in Sitten statt.

Voranschlag 2007 mit Knacknüssen

Die CVPO-Fraktion vor der Dezember-Session

Die CVPO-Fraktion traf sich am 5. Dezember 2006 in Stalden zur Vorbereitung der kommenden Dezember-Session.

Voranschlag 2007

Die CVPO unterstützt die Stossrichtung der Finanzkommission, den Voranschlag 2007 nicht durch ein Wunschkonzert

PARTEIENFORUM

auf der Ausgabenseite zu verwehren. Hingegen wurde die Verstärkung des Amtes für Kinderschutz vorab von den Gemeindevertretern in der Fraktion verlangt. Hier gilt es, sich den gesellschaftlichen Realitäten zu stellen. Die Gemeinden sind bei den Massnahmen im Bereich des Kinderschutzes oft überfordert und auf professionelle Hilfestellung des Kantons angewiesen. Die CVPO hat allerdings auch den Eindruck, dass die Personal- und Budgetentwicklung in der Dienststelle für Jugend allzu steil nach oben fährt. Die CVPO ist ebenfalls einverstanden, den Budgetbeitrag für die Lobbyarbeit des Kantons Wallis auf Bundesebene zu belassen. Allerdings sollte statt der Mandatsbasis eine feste Stelle geschaffen werden, welche gleichzeitig das Projekt des Neuen Finanzausgleichs und der Aufgabenteilung NFA im Kanton begleiten soll, das zahlreiche Schnittstellen zum Bund aufweist.

Die CVPO unterstützt ferner die geforderten Verkehrs- und Lärmschutzmassnahmen an der Simplonstrasse. Der antizyklische Investitionsfonds der SP Oberwallis wird von der CVPO abgelehnt. Nicht die Bildung von Sonderkassen ist der Erfolg versprechende Weg, um den Staat fit zu machen für schlechte Zeiten, sondern der Abbau der Schulden.

Gesetz über die Gewerbeполи-zei

Die CVPO ist der Auffassung, dass das Gesetz in die richtige Richtung zielt, indem nebst der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden der verbesserte Jugendschutz angestrebt wird. Allerdings wehrt sich die CVPO gegen die Aufhebung der Bewilligungspflicht für musikalische, kulturelle, sportliche und ähnliche Veranstaltungen. Dies würde den Gemeinden verunmöglichen, Veranstaltungen zu verhindern, die von der Öffentlichkeit nicht erwünscht sind. Auflagen allein lösen die diesbezügliche Problematik nicht.

Bericht der GPK zur Steuerverwaltung

Die CVPO ist überrascht von der Deutlichkeit, mit der die GPK die Verhältnisse in der Steuerverwaltung beschreibt. Offensichtlich handelt es sich um ein Führungsproblem bis in die obersten Führungsetagen hinauf. Der Staatsrat ist nun gefordert, dem Grossen Rat die nötigen Massnahmen bis im März 2007 zu unterbreiten. Die CVPO ist mit der GPK einig, dass dringender Handlungsbedarf besteht.

Änderung der Kantonsverfassung betreffend Einbürgerungen

Die CVPO ist mit der 2. Kommission einverstanden, dass die Einbürgerungen künftig durch die Einwohnergemeinden statt wie bisher durch die Burger-schaften erfolgen. Den Burger-gemeinden bleibt es allerdings auch weiterhin möglich, das Bürgerrecht für die Burger-gemeinden zu verleihen. Die Ver-fassungsänderung unterliegt der Volksabstimmung. Die Detailregelung bezüglich der Einbürgerung in der anschliessenden Gesetzgebung wird dann ohne

Zweifel zu grösseren Diskussionen Anlass geben.

Orientierungsbericht II des Staatsrates zum NFA

Die CVPO nimmt den zweiten Bericht des Staatsrates zur Umsetzung des NFA auf kantonalen Ebene mit Enttäuschung zur Kenntnis. Seit dem ersten Bericht werden dem Grossen Rat praktisch keine neuen Erkenntnisse und Informationen vermittelt. Bereits heute wird auf eine zweite Etappe bis 2012 verwiesen, in der die Umsetzung des NFA auf kantonalen Ebene erfolgen soll. Gleichzeitig ist der NFA auf Bundesebene bereits in Kraft. Die Verunsicherung bei den Gemeinden ist offensichtlich. Der Kompass ist noch nicht eingestellt, um das Ziel zu erreichen.

Alters- und Pflegeheim Englischgruss in Brig

Die CVPO unterstützt die kantonale Kostenbeteiligung von 3,9 Millionen Franken für die Vergrößerung des APH Englischgruss in Brig. Der Bedarfsnachweis ist erbracht.

Standort Oberwallis der Pädagogischen Hochschule Wallis

Die CVPO wird das Postulat der radikalen Unterwalliser Grossrätin Sonia Métrailler bekämpfen, welche die PH in Brig aufheben und die Ausbildung der Lehrpersonen auf den Standort St-Maurice reduzieren will. Die deutschsprachige Ausbildung der Lehrpersonen in unserem zweisprachigen Kanton würde somit faktisch aufgehoben. Das Oberwallis wehrt sich gegen solche Bestrebungen. Aber auch die PH Wallis selbst würde durch einen solchen Schritt bedroht, da die kritische Schülerzahl nicht mehr erreicht würde.

Beat Abgottspon
Fraktionspräsident CVPO

Verstärkter Jugendschutz

Bericht der CSPO-Fraktion zur Dezembersession

Gesetz über die Gewerbeполи-zei

Die CSPO begrüsst die Stossrichtung der Revision, d.h. die Schaffung der nötigen Rahmenbedingungen für eine reglementierte Wirtschaftsaktivität und

PARTEIENFORUM

die Reduktion der administrativen Schikanen auf ein Minimum. Insbesondere unterstützt die CSPO die Verstärkung des Jugendschutzes sowie die Suchtprävention, vermisst jedoch eine weitergehende Alkoholprävention. Der Betrieb von Warenautomaten für den Verkauf von alkoholischen Getränken wird ausdrücklich verboten, nicht jedoch die Abgabe von alkoholischen Getränken an Jugendliche unter 16 Jahren. Die CSPO verlangt eine Änderung der entsprechenden Artikel.

Voranschlag 2007

Die Finanzkommission schlägt Abänderungsanträge, die finanzielle Auswirkungen auf die Kantonsfinanzen haben, durchwegs ab. Die CSPO-Fraktion ihrerseits steht ebenfalls für eine Ausgabendisziplin, weist jedoch darauf hin, dass eine dürre Zitrone nicht mehr ausgepresst werden kann. Zur langfristigen Sicherung der Handlungsfähigkeit des Kantons dient der Schuldenabbau, weshalb die CSPO diesen der Schaffung eines Spezialfonds für antizyklische Investitionen vorzieht. Die CSPO unterstützt den Budgetposten für die Schaffung eines Delegierten für Bundesangelegenheiten, ebenso die Anstellung einer zusätzlichen Übersetzerin in Teilzeit. Andererseits bekämpft die CSPO die Einfrierung der Beiträge für die Informatikentwicklung der APH und SMZ.

Die CSPO unterstützt den Zusatzkredit für Stipendien und die Schaffung von sechs zusätzlichen Stellen für das Amt für Kinderschutz zum Vollzug der zivilrechtlichen Kinderschutzmassnahmen. Sicherheits- und Lärmschutzmassnahmen sind im Strassenverkehr unverzichtbar und tragen wesentlich zur Verbesserung der Lebensqualität bei, weshalb die CSPO diese Anträge unterstützt.

Orientierungsbericht II über die Umsetzung der NFA

Konsterniert nimmt die CSPO zur Kenntnis, dass es nicht möglich sein wird, die NFA per 1. Januar 2008 in sämtlichen kantonalen Sektoralpolitikbereichen einzuführen. Der Staatsrat erklärt, die Etappen der zweiten Umsetzungsphase baldmöglichst definieren zu wollen, die 2011 abgeschlossen sein sollte. Kernpunkte dieser zweiten Umsetzungsphase sind unter anderem auch der neue interkommunale Finanzausgleich, sowie die Neugestaltung der Aufgabenteilung zwischen Kanton und Gemeinden. Aus dieser Tatsache erklärt sich auch, warum die Revision des interkommunalen Finanzausgleichs in der integrierten Mehrjahresplanung 2007–2010 der Regierung nicht enthalten ist.

Rahmenvereinbarung für die interkantonale Zusammenarbeit mit Lastenausgleich

In der CSPO ist das Gesetz über den Beitritt des Kantons Wallis zur erwähnten Rahmenvereinbarung unbestritten. Die parlamentarische Mitwirkung bei der Ausarbeitung mit anderen Kantonen bleibt mit der vorliegenden Vereinbarung auf der Strecke. Das Parlament hat bloss ein Recht auf Information.

Die CSPO verlangt, dass die Regierung umgehend die notwendigen gesetzlichen Änderungen in Angriff nimmt, damit die Mitsprache des Parlaments gewährleistet bleibt.

Änderung der Kantonsverfassung

Dieses Sachgeschäft ist in der CSPO unbestritten. Besorgniserregend ist jedoch der Stau bei der Behandlung der Einbürgerungsgesuche. Die Volksabstimmung sollte deshalb baldmöglichst stattfinden. Gleichzeitig mit dem Urnengang hat jedoch das entsprechende Gesetz vorzuliegen, damit die bis anhin noch offene Frage der zuständigen Behörde auf Gemeindeebene geklärt ist.

Vergrößerung Alters- und Pflegeheim in Brig-Glis

Die CSPO unterstützt dieses Sachgeschäft. Der Bedarf ist ausgewiesen, doch bestehen einige Unklarheiten bezüglich dem Begriff Wartebetten. Damit alle Beteiligten vom gleichen sprechen, tut hier eine Begriffsklärung not.

Funktionsweise der Steuerverwaltung

Die CSPO unterstützt die Forderungen der GPK. Nichtsdestotrotz vertritt die CSPO die Ansicht, dass einige Verbesserungsvorschläge sofort umgesetzt werden können, beispielsweise die Verbesserung der Arbeitsbedingungen (vor allem im Sommer), Verbesserung der internen Kommunikation und des Informationsflusses, unter anderem auch die Hervorhebung der Abweichungen zwischen Steuererklärung und Veranlagungsverfügung.

Gilbert Loretan
Fraktionspräsident CSPO

Traduction abandonnée au Parlement

POLITIQUE ► Vendredi matin, le Parlement valaisan débattera du budget 2007 sans traduction simultanée. Du jamais vu depuis trente-cinq ans grâce à l'impulsion de son président Albert Bétrisey.

VINCENT FRAGNIÈRE

Le grand baillif Albert Bétrisey fonctionne beaucoup aux symboles. Pour la session de décembre – qui débute aujourd'hui – il a voulu marquer les esprits dans le dossier de l'unité cantonale et du bilinguisme. «*Cette unité est devenue aujourd'hui incontournable. Le politicien qui ne l'évoque pas passe pour un loser. Mais elle n'a aucun sens sans toucher au bilinguisme.*»

Pas un critère d'élection. Sous l'impulsion du président et à l'unanimité du bureau, le Grand Conseil montrera l'exemple vendredi matin en supprimant la traduction simultanée comme avant... 1971.

«*Sur les 260 élus, seuls 15% reconnaissent ne pas connaître l'autre langue du canton. On devrait donc pouvoir trouver 130 députés qui n'ont pas besoin de cette traduction.*» Dans les faits, la différence entre Haut et Bas-Valaisans est notable: 20% des députés francophones avouent de ne pas connaître l'allemand contre 5% pour les germanophones vis-à-vis du français (voir encadré). «*Je ne mets pas en cause ces chiffres. Il est évident qu'une minorité doit toujours faire plus d'efforts. Mais, je suis persuadé que de nombreux députés bas-valaisans sous-estiment leur niveau d'allemand.*»

Cette première depuis... trente-cinq ans n'aura pas de suite au Grand Conseil. «*Que les députés se rassurent, le but n'est pas de supprimer définitivement la traduction simultanée.*»

Albert Bétrisey ne veut pas non plus que le bilinguisme devienne un critère d'élection. «*Simplement, un député qui veut jouer un rôle au sein du Parlement doit au moins comprendre l'autre langue.*»

«Un député qui veut jouer un rôle au Parlement doit au moins comprendre l'autre langue»

ALBERT BÉTRISEY

PRÉSIDENT DU PARLEMENT VALAISAN

Imiter le Val d'Aoste. Par contre, il espère que cette démarche dépasse le simple cadre symbolique. «*Regardez le Val d'Aoste. Ils ont fait de leur bilinguisme le principal argument pour conserver leur caractère de province autonome. Ça doit servir d'exemple au Valais.*» Pour changer les choses, l'école valaisanne a un rôle important à jouer. «*Pour accéder à l'université, l'étudiant valaisan doit faire une année de plus que la plupart de ses collègues suisses.*

Pourquoi ne pas en profiter pour développer plus la deuxième langue? La réforme actuelle du cycle devrait aussi permettre aux élèves d'avoir les mêmes facilités que les collégiens pour suivre une partie de leur cursus dans l'autre partie du canton.»

Nespresso ne doit pas devenir une exception. En émettant ces idées, Albert Bétrisey pense aussi au bénéfice éco-

nomique que pourrait retirer le canton d'une telle démarche sur le long terme. «*Les exemples de Nespresso à Sion et du Call center à Brigue sont significatifs. Ces sociétés sont venues en Valais parce que notre canton est bilingue. Il ne faut pas l'oublier.*»

L'histoire dira donc si cette matinée symbolique du Parlement valaisan aura été l'un des éléments déclencheurs d'un vrai bilinguisme en Valais...



Même s'il a épousé une Allemande et qu'il a travaillé pendant six ans à Berne, Albert Bétrisey ne se considère pas comme un parfait bilingue. HOFMANN

8% DE TRÈS BONS BILINGUES

Parmi les 260 députés et députés suppléants valaisans, 8% estiment avoir de très bonnes connaissances dans l'autre langue du canton.

Ensuite, du côté haut-valaisan, 37% se jugent bons en français, 54% moyens, tandis que 5% qualifient leurs connaissances d'inexistantes.

Du côté franco-phonie, ils sont 17% à s'estimer bons en allemand, 59% moyens et 20% avouent ne pas avoir de connaissances en allemand. VF

«Sur le fond, rien ne change»

CAISSES DE PENSION ► Le recours de la FMEF a été déclaré irrecevable par le Tribunal fédéral. Elle considère la décision comme «un simple réglage de calendrier» et fait part de sa volonté de revenir à la charge en janvier.

CHARLES MÉROZ/ATS

Le recours déposé le 20 novembre par la Fédération des magistrats, enseignants et fonctionnaires de l'Etat du Valais (FMEF) contre la loi d'assainissement des caisses de pension a été jugé irrecevable par le Tribunal fédéral (TF). Mon Repos estime la démarche prématurée en raison de la modification des règles de procédure à partir du 1er janvier 2007. Le TF rappelle en outre que cette loi cantonale, approuvée le 12 octobre dernier par le Grand Conseil, est soumise au référendum facultatif. Or, le délai de recours n'a pas encore commencé à courir. Il ne démarrera qu'après l'échéance du délai référendaire, si aucun référendum n'est lancé.

Dans un communiqué diffusé hier après-midi, la FMEF, par son secrétaire Michel Perruchoud, a réagi à l'annonce de cette irrecevabilité et aussitôt

fait part de son intention de déposer une nouvelle fois le même recours auprès du Tribunal fédéral vers la fin janvier. «Un changement légal rend nécessaire cette manœuvre purement formelle. Sur le fond, rien



«Ce nouveau délai permettra d'étoffer le recours avec de nouveaux cas pratiques survenus dans l'intervalle»

MICHEL PERRUCHOUD

SECRÉTAIRE DE LA FMEF

ne change», insiste Michel Perruchoud. Et d'expliquer que «le TF vivra dès le 1er janvier prochain sous le régime d'une nouvelle loi. Dès lors, le délai de dé-

pôt des recours sera fixé à trente jours après l'échéance d'un éventuel délai référendaire. Le Parlement a voté le 28 octobre dernier. Le délai référendaire – nonante jours – court donc jusqu'au 28 janvier. Cette date

passée, et en l'absence de tout référendum, la FMEF pourra déposer son recours dans le bon timing.» Michel Perruchoud, qui considère la décision des juges

de Mon Repos comme «un simple réglage de calendrier», estime que «ce nouveau délai permettra d'étoffer le recours avec de nouveaux cas pratiques survenus dans l'intervalle. Les juristes de la FMEF connaissaient la probabilité d'une telle décision. Mais comme ils ne pouvaient en être sûrs, ils ont préféré la précaution au risque et déposé le recours dans un délai de trente jours après la décision du Parlement.»

«Pas de triomphalisme.» Pour le conseiller d'Etat Jean-René Fournier, chef du Département des finances, des institutions et de la sécurité, «cette décision du Tribunal fédéral ne porte que sur la forme. Sur le fond, la partie est donc remise à plus tard et il ne faut surtout pas faire de triomphalisme. On peut simplement se demander si la FMEF a été bien conseillée au niveau de la procédure.»

Unterwallis

Unzufriedene Weinproduzenten

Verbier. – Dreizehn unzufriedene Weinproduzenten fanden sich gestern beim berühmten Starkoch Roland Pierroz in Verbier ein. Die im Restaurant Rosalp versammelten Winzer sind Mitglieder der «Charte St-Théodule». Die «Charte St-Théodule» ist ein Verein, der sich einer qualitativ hochwertigen Weinproduktion verschrieben hat. Die Winzer kritisieren die nationale Agrarpolitik 2011. Sie wehren sich insbesondere gegen Pläne aus Bern, wonach die mengenmässige Produktion einheitlich geregelt werden soll. Im Rahmen der Agrarpolitik 2011 sollen auch qualitativ minderwertige Weine unter dem Label «vins du pays» produziert werden dürfen. Die Mitglieder der «Charte St-Théodule» stören sich daran, dass die entsprechende Weinsorte auf dem Etikett dieser Weine stehen darf. Dies schade dem Ruf der einheimischen Weinprodukte, die einem relativ hohen Qualitätsstandard entsprechen.

Velofahrer-Kampagne

Sitten. – Der Verein «Pro Velo» veranstaltet kommenden Donnerstag einen Informationstag für Velofahrer und solche, die es noch werden möchten. Ziel der Veranstaltung ist, Velofahrer auf allfällige Gefahren im Strassenverkehr aufmerksam zu machen. Zudem sollen Passanten für das Velofahren begeistert werden. Der «Nouveliste» informierte gestern über den bevorstehenden Anlass. Den Velofahrern soll unter anderem aufgezeigt werden, wie sie sich mittels angemessener Beleuchtung vor Unfällen schützen können. Zu diesem Zweck verkaufen die Organisatoren günstige Velolampen vor Ort. Der Anlass findet beim Sittener Bahnhof statt. Er beginnt um 17.00 Uhr und dauert bis 19.00 Uhr.

Tempo 30 in Mollens

Mollens. – Der Gemeinderat von Mollens hat beschlossen, auf sämtlichen Strassen der Gemeinde Tempo 30 einzuführen. Bisher galt Tempo 50. Wie der Gemeindepräsident von Mollens gegenüber dem «Nouveliste» mitteilte, wurde die bisherige Tempolimit von den Automobilisten des öfteren überschritten. Man werde kontrollieren, ob die neue Tempolimit eingehalten werde. Falls nicht, werde der Gemeinderat darüber diskutieren, ob bauliche Massnahmen auf den Strassen der Gemeinde ergriffen würden.

Gesunde Finanzen

Saillon. – Die Gemeinde Saillon steht finanziell gut da. Wie der «Nouveliste» gestern mitteilte, rechnet die Gemeinde für das Jahr 2007 mit Einnahmen von 7,1 Millionen Franken. Die Ausgaben werden mit 5,8 Millionen Franken veranschlagt. Der Selbstfinanzierungsgrad der Gemeinde beträgt 1,3 Millionen Franken. Etwa doppelt so viel will die Gemeinde während des nächsten Jahres in diverse Projekte investieren. Davon fliessen 450'000 Franken in die Restaurierung des Dorfplatzes bei der Festung von Saillon.

Verschiedene Sachgeschäfte

Der Grosse Rat hat seine Dezember-Session mit der Behandlung wichtiger Sachgeschäfte begonnen

Aus dem Walliser Grossen Rat

Sitten. – Das Walliser Kantonsparlament hat gestern zu Beginn der Dezember-Session eine ganze Reihe von Sachgeschäften abgewickelt. Die Detailberatung zum Kostenvorschlag der Staatsrechnung 2007, das Hauptgeschäft der Region, wird in den nächsten Tagen an die Hand genommen.

Gesetzesentwurf über die Gewerbepolizei

Der Rat behandelt den Gesetzesentwurf über die Gewerbepolizei. Mehrere Sprecher unterstreichen die Bedeutung des Jugendschutzes im Bereich der Pornographie und der Gewalt. **Sascha Jäger** (CVPO) will die Bewilligungspflicht für Anlässe beibehalten. Sonst haben die Gemeinden keine Möglichkeit mehr, missliebige Veranstaltungen zu verbieten. **Christoph Michlig** (CSP Oberwallis) betont den Jugendschutz. Auch das Alkoholproblem bei Jugendlichen soll Beachtung finden. **Christoph Föhn** (FDP Oberwallis) möchte auch den Verleih und den Versand von Artikeln mit pornographischem oder gewaltsamem Inhalt geregelt wissen. Eintreten auf die Vorlage bleibt unbestritten.

Gute Rahmenbedingungen schaffen

Kommissionspräsident Jacques-Roland Coudray (freisinnig-liberal) verweist auf die Handels- und Gewerbefreiheit. Es geht darum, administrativen Ballast abzuwerfen. Es braucht eine Dereglementie-



Nach mehr als einem Dutzend Wortmeldungen war gestern im Grossen Rat Eintreten auf den Ausbau des Alterspflegeheimes Brig-Glis unbestritten.

Foto wb

rung und eine Vereinfachung der Bewilligungsverfahren. **Staatsrat Jean-Michel Cina** unterstreicht die Bedeutung von guten Rahmenbedingungen für den Handel. Das Gesetz bringt nicht nur eine Anpassung ans

Bundesrecht, sondern auch zusätzliche Regelungen, die den Verhältnissen im Kanton Rechnung tragen.

Fortsetzung Seite 3 unten links

Parlaments-Splitter

Sollen wir die in der November-Session eigentlich begrabene Tradition wieder aufleben lassen und dem Blumenschmuck im Parlament ein paar Zeilen widmen? Tun wir. Zwischen rund zwei Meter hohen Birkenstäben gucken rote Rosen hervor; dazwischen vorweihnachtlicher Zierrat. Alles in allem: gefällig und unverfänglich und eben – festtäglich!

Im Mittelland formiert sich eine Art von «Anti-Alpen-OPEC», wie in der letzten Ausgabe der NZZ am Sonntag nachzulesen war. Erklärtes Ziel: Dafür sorgen, dass die Alpenkantone ihre Interessen weniger effizient und locker geltend machen können als bisher. Dagegen soll die Position der Mittelland-Kantone gestärkt werden. Das sind schlechte Vorzeichen für die Ausgestaltung und die Umsetzung so wichtiger Vorlagen wie des Neuen Finanzausgleichs oder der Neuen Regionalpolitik.

Aber der Kanton will ja seine Interessenwahrung in Bern weitgehend «outsourcen», also irgendwelchen Leuten oder Organisationen überlassen. Das wird sich noch bitterlich rächen.

Das Dossier Neuer Finanzausgleich ist dem Vernehmen nach weit weniger gut unterwegs,

als bisher angenommen und auch erwartet. Im Klartext: Der Kanton muss aufpassen, dass er seine Interessen (und seine Einnahmen) wahren kann und den Karren nicht frontal an die Mauer fährt.

Am kommenden Freitag wird der Grosse Rat ohne die Dienste der Übersetzerinnen und Übersetzer auskommen. Ratspräsident **Albert Bétrisey** hat dies zusammen mit dem Büro des Grossen Rates so angeordnet. Es geht ihm darum, den direkten und unmittelbaren Kontakt zwischen den beiden Sprachregionen zu pflegen.

Es ist erstaunlich, wie der Grosse Rat auch im Kanton Wallis auf Modeströmungen aufsteigt. Noch vor Jahren war die Abschaffung von administrativem Ballast der Hit. Aber wenn, wie jetzt im Gewerbepolizei-Gesetz beispielsweise die Bewilligungspflicht für Veranstaltungen auf kommunaler Ebene abgeschafft und durch eine reine Meldepflicht ersetzt werden soll, wird dies bekämpft.

Dabei haben die Gemeinden für ein Einschreiten bei problematischen Veranstaltungen immer noch alle polizeigetzlichen Handhaben, um Auswüchse zu verhindern.

Das Büro des Grossen Rates hat kürzlich in – Aosta getagt! Dies einmal darum, um ein wenig über die eigene Nasenspitze hinauszusehen, und zweitens, um die freundschaftlichen Beziehungen zur autonomen Region von Aosta zu pflegen. Nächste Sitzungen des Rates finden in Unternehmungen im Unter-, im Mittel- und im Oberwallis statt. Ratspräsident **Bétrisey** will offenbar die Arbeit des Büros dadurch näher an die Realität des Alltags bringen. Keine schlechte Idee.

Nach mehr als einem Dutzend Wortmeldungen hat der Grosse Rat Eintreten auf das Dekret für den Ausbau des Alters- und Pflegeheimes in Brig-Glis einhellig akzeptiert. Zwei Punkte waren umstritten: der im kantonalen Vergleich hohe Bodenpreis und die Abtretung des Bodens im Baurecht.

Eine Resolution zur Stärkung der Position der Kantonsparlamente der Schweiz ist gestern mit 101 Stimmen einhellig angenommen worden. Die Legislativen wollen ihre Kompetenzen und ihre Rolle auch im Zeitalter der interkantonalen Kooperationen und Konventionen vollumfänglich wahren. Die Absicht ist löblich.

Die Steuerverwaltung im Kreuzfeuer

Der Grosse Rat hat gestern den kritischen Bericht zur Arbeitsweise der Steuerverwaltung behandelt

Sitten. – Der kritische Bericht der Geschäftsprüfungskommission (GPK) zur Funktionsweise der kantonalen Steuerverwaltung (WB vom Montag letzter Woche) hat im Grossen Rat sein Echo gefunden. Praktisch alle Fraktionen verlangen vom Staatsrat rasche und entschlossene Massnahmen.

Franz Ruppen (SVP) fordert organisatorische und personelle Massnahmen. Hier besteht dringender Handlungsbedarf. Die Vorschläge sind bis März 2007 zu hinterlegen. Es geht nicht mehr an, dass die Steuerverwaltung nur am Nachmittag zu erreichen ist. Die Schalteröffnungszeiten sind so bald wie möglich zu erweitern. **Graziella Walker Salzmann** (CSPO) findet, dass da manche Aspekte auch aufgebauscht werden. Die Strukturen müssen aber unter die Lupe genommen, Strategien entwickelt und Verbesserungen in Methode und Mittel angestrebt werden. Mit kleinen Schritten kann viel erreicht werden. **Doris Schmidhalter-Näfen** (SP Oberwallis) bezeichnet die Zustände als wenig rühmlich. Die Arbeitsbedingungen des Personals sind zu verbessern, ebenso die Funktionen. Transparenz und Effizienz sind nötig. Dazu braucht es mehr Personal.

Schon vor Jahren vorgebracht

René Constantin (freisinnig-liberal) verweist auf Vorstösse zu den Zuständen in der Steuerverwaltung schon aus dem Jahre 2003. Die Situation hat sich in jüngerer Vergangenheit

sogar noch verschlechtert. Jetzt muss die Regierung rasch und entschlossen handeln, auch im personellen Bereich. **Beat Abgottspon** (CVP Oberwallis) zeigt sich überrascht von der Deutlichkeit des Befundes der GPK. Er beruht aber nicht auf Vermutungen, sondern auf breiten Befragungen. Gearbeitet wird in der Steuerverwaltung zwar, aber es gibt ein Verbesserungspotenzial. Zur Beseitigung der Missstände ist kein zusätzliches Personal nötig. Gefordert ist nun die Regierung. **Kommissionspräsidentin Brigitte Diserens** (freisinnig-liberal) zeigt sich befriedigt von der Reaktion der Fraktionen. Sie haben begriffen, um was es geht.

Staatsrat Fournier nimmt Stellung

Staatsrat Jean-René Fournier kündigte eine umfassende Antwort der Regierung auf März 2007 an. Die Regierung teilt einen grossen Teil der Feststellungen der GPK, doch sind Nuancen nötig. Die Steuerverwaltung ist die finanzielle Lunge des Staates. Hier wird eine grosse Arbeit geleistet; dies zeigt sich auch im Vergleich zu andern Kantonen. Es geht jetzt darum, die Strukturen zu verbessern und die Ausbildung. Aber bei einer Ausweitung der (telefonischen) Schalteröffnungszeiten bringt Staatsrat Fournier ein erstes Fragezeichen an. Die Regierung will Verbesserungsvorschläge für die Funktion, aber auch für das Arbeitsklima einbringen. Es ist aber in der kantonalen Steuerverwaltung zu keinen Verfehlungen gekommen; die Steuergerechtigkeit ist überdies gewährleistet. **lth**

Verschiedene Sachgeschäfte

Fortsetzung von Seite 2

Angestrebt wird ein Dereglement, also eine Vereinfachung der Bewilligungsverfahren. Aber gleichzeitig wird der Jugendschutz verstärkt. Die Bewilligungspflicht für Anlässe soll in dem Sinne gelockert werden, dass es nur noch ein Meldeverfahren braucht und keine eigentliche Bewilligung. Die Alkoholprävention ist bereits geregelt.

Alters- und Pflegeheim Brig-Glis

Der Rat behandelt die Erweiterung des Alters- und Pflegeheims von Brig-Glis um 45 Betten. Jean-Marie Schmid (CVP Oberwallis), Franz Ruppen (SVP Oberwallis), Irmina Imesch-Studer (CSP Oberwallis), Doris Schmidhalter-Näfen (SP Oberwallis), Matthias Eggel (FDP Oberwallis), Louis Ursprung (CVP Oberwallis) und Jean-Marc Zufferey (SP Unterwallis) verweisen auf den akuten Bettenmangel in der Alterspflege in der Region. Eine rasche Lösung ist nötig. Eine Abänderung der Spielregeln im Bezug auf Bodenpreise oder Baurecht ist hier nicht am Platz. Aldo Resentera (freisinnig-liberal), Jean-Pierre Rouvinez (CVP Mittelwallis) und Jérôme Buttet (CVP Unterwallis) bringen Fragezeichen beim Bodenpreis und bei der gewählten Form der Gewährung eines

Baurechts an. Es soll künftig nur noch einen Einheitsbeitrag des Kantons für den Bodenerwerb beim Bau aller Alters- und Pflegeheime geben.

Eintreten auf die Vorlage unbestritten

Kommissionspräsident Pascal Moulin verteidigt die Vorlage des Altersheimes Brig-Glis, verweist aber auf die stark schwankenden Bodenpreise bei den verschiedenen Projekten im Kanton. Hier müsste ein Einheitsbeitrag des Kantons eingeführt werden. Aber für das Projekt von Brig-Glis sollen jetzt noch die im Dekret vorgeschlagenen Lösungen gewählt werden. Die Kommission wird aber eine Motion hinterlegen, die hier eine ausgeglichene Regelung bringt. Staatsratspräsident Thomas Burgener verweist auf die kantonale Planung, die in der Region Brig 132 Betten vorsah: Naters 56 Betten, Ried-Brig 35 Betten und Brig-Glis 40 Betten und fünf Kurzaufenthalts-Betten. Im Kanton sind im gleichen Zeitraum insgesamt 232 Betten geplant gewesen. Die Erweiterung in Brig-Glis ist auch im Gesamtkontext dringend nötig. Es gibt einen grossen Bedarf in der Region. Der Bodenpreis entspricht dem regionalen Markt. 1989 wurde derselbe Bodenpreis bezahlt. Für diese Bodenpreisfrage braucht es eine Regelung. Eintreten im Rat bleibt unbestritten.

Bürgerrecht in der Kantonsverfassung

Die Walliser Kantonsverfassung muss an das neue Bürgerrecht auf schweizerischer Ebene angepasst werden. Dies nimmt der Rat in zweiter Lesung vor. Die CVPO (durch Erno Grand) und die CSPO (durch Marcel Locher) verweisen auf die Übertragung des Einbürgerungsrechts von den Burgerschaften an die Einwohnergemeinden durch das Bundesrecht. Damit muss die Walliser Kantonsverfassung in diesem Bereich geändert werden. Praktische Folgen: Es werden nur noch die effektiven Einbürgerungskosten in Rechnung gestellt. Die nötige Volksabstimmung soll rasch anberaumt und dem Parlament ein Gesetz unterbreitet werden. Rolf Eggel (SP Oberwallis) erläutert, dass die Kosten heute bei rund 1500 Franken für eine Einzelperson liegen. In andern Kantonen ist man weiter. Nun muss im Wallis ein Gang höher geschaltet werden. Staatsrat Jean-René Fournier zeigt sich erfreut über die breite Zustimmung, die sich schon in der ersten Lesung abgezeichnet hatte. Die Volksabstimmung soll baldmöglichst stattfinden und zwar schon in März 2007. Die nötigen Gesetzesänderungen werden zügig an die Hand genommen und ebenfalls zügig umgesetzt. **lth**

Des millions pour le CO de Reposieux

GRAND CONSEIL ► Le Parlement favorable à la rénovation du collège montheyan. Le canton va pouvoir payer trois des dix millions de la facture.

PASCAL GUÉX

Le canton du Valais va injecter 3 millions de francs dans la rénovation du cycle d'orientation du Reposieux à Monthey! La décision finale ne devait pas faire l'ombre d'un pli ce jeudi au Parlement, tant cet objet fait l'unanimité. Hier à l'heure de l'entrée en matière, il ne s'est ainsi pas trouvé un seul député pour émettre la moindre réserve sur un projet dont la facture totale va dépasser les 10 millions de francs. Il est vrai que ce collège inauguré en...1972 a fait son temps sous sa forme originale.

Un témoin architectural à préserver

«Le CO de Monthey est obsolète, avec des problèmes de froid l'hiver et de chaleur excessive pendant la belle saison.» La députée Marie-Claude Ecœur – radicale et... Montheyenne – a eu beau jeu de résumer le sentiment général d'un Parlement tout acquis à la cause d'une réhabilitation. L'hypothèse d'une nouvelle construction – un instant envisagée – a en effet rapidement été abandonnée. Il faut dire que Reposieux est un témoin intéressant des réalisations de type CROCS. Un système de constructions scolaires de métal et de verre développé à Lausanne dans les années 60 pour faire face à l'augmentation importante du nombre d'élèves à l'époque. «Ainsi, le CO de Reposieux présente-t-il une spécificité particulière et unique en Valais. A ce titre, il mérite de survivre.»

Comme Marie-Claude Ecœur, les députés valaisans ont donc tenu à offrir une seconde vie à ce témoin d'un passé architectural original. Ils ont accepté hier avec enthousiasme l'idée d'allouer à la commune de Monthey une subvention de 3 006 758 francs. Soit 30% de la



La rénovation du CO de Reposieux à Monthey a fait l'unanimité hier au Parlement. LE NOUVELLISTE

facture totale (10 022 537 francs). Un montant qui permettra de mettre le bâtiment aux normes actuelles – en matière de sécurité et d'économie d'énergie notamment – sans modifier fondamentalement la répartition des classes. Dans son message, le Conseil d'État n'a ainsi pas manqué de souligner que la rénovation des façades va respecter l'architecture du bâtiment

existant. «Seules deux tours de béton seront construites afin d'assurer la résistance du bâtiment aux séismes.»

Un effort particulier sera mis sur l'assainissement de la thermie des locaux «en rationalisant les éléments de production de chaleur et de les adapter aux normes en vigueur en matière de sécurité, de défense incendie et sismique et d'électricité.»

LE SERVICE DES CONTRIBUTIONS SUR LA SELLETTE

On se reverra en mars 2007

«Inertie; taux d'absentéisme élevé; formation continue négligée; cloisonnement; ambiance de travail tendue; accueil insuffisant»: hier, les députés ont repris en chœur les critiques formulées par la Commission de gestion du Grand Conseil (COGEST) à l'encontre du Service cantonal des contributions. Et si l'ensemble des groupes a profité du débat sur le rapport de la COGEST pour demander au

chef du Département des finances d'apporter rapidement des correctifs, tous ne l'ont pas fait avec la même véhémence. Ainsi le radical René Constantin s'est-il montré le plus virulent, demandant à Jean-René Fournier «de trancher dans le vif». Il est vrai que son groupe commence à perdre patience, lui qui avait été le premier à dénoncer les dysfonctionnements des contributions. C'était en 2003.

«Trois ans plus tard, la situation a encore empiré. Ce qui est grave pour un service vital pour l'État.» René Constantin est même allé jusqu'à demander à ce que les contributions «passent en d'autres mains».

Rien de tout cela au sein des autres groupes qui se sont attachés à dresser la liste des carences imputées aux contributions, en écartant cependant toute idée de

chasse aux sorcières. Les démocrates-chrétiens du Centre ont ainsi invité le gouvernement à trouver des remèdes, «sans forcément chercher des coupables». Des remèdes? Jean-René Fournier se dit prêt à en prescrire et à les administrer. Mais pour savoir lesquels, il faudra attendre le mois de mars 2007 et la réponse écrite promise par le chef du Département des finances. PG

ZIGZAG PARLEMENTAIRE

EMS POUR PERSONNES ÂGÉES DE BRIGUE-GLIS

Le Haut-Valais fait front uni

Sauf cataclysme, l'Etat du Valais va pouvoir investir près de 4 millions de francs dans l'agrandissement de l'établissement médico-social pour personnes âgées (EMS) Englischgruss de Brigue-Glis. Un montant qui représente 30% d'une facture totale estimée à 13,54 millions de francs et dont le solde devra être couvert par la Municipalité de Brigue-Glis (3,76 millions), les communes avoisinantes (2,37 millions), un crédit bancaire (2,17 millions), les autres membres de la Fondation (1 million) ainsi que par un crédit LIM (300 000).

Hier, aucun des groupes du Grand Conseil n'a en effet contesté l'entrée en matière sur cet objet. Ce qui ne signifie pas que ce projet n'a pas été discuté. Tant s'en faut. Plusieurs députés francophones ont ainsi émis des réserves, surtout sur le prix du terrain à payer – 600 francs le mètre carré – jugé trop élevé par certains.

Au nom du groupe démocrate-chrétien du Centre, Jean-Pierre Rouvinez a même jugé exorbitant ce tarif, se demandant si les habitants de Brigue ne justifiaient pas en l'occurrence leur dénomination de «brigands». Des réserves qui ont appelé une cinglante réponse de la députation haut-valaisanne, tous partis confondus. Mathias Eggel (PRD), Louis Ursprung (PDC), Franz Ruppen (UDC) ou encore Schmidhalter (PS) ont ainsi tous emboîté le pas de Jean-Marie Schmid (PDC et... Brigois) qui, le premier, avait insisté sur la nécessité et l'urgence de soutenir la commune haut-valaisanne dans sa volonté d'agrandir son EMS. En cas d'acceptation de ce crédit ce matin – peut-il en être autrement – l'EMS brigois pourra disposer de 40 lits supplémentaires. Ce qui lui permettra à peine de contenter les personnes figurant sur la liste d'attente actuelle.

VERS UNE CONFÉRENCE DES PARLEMENTS

L'union fera-t-elle la force?

«Il est crucial que le glissement des compétences de décision et de contrôle du législatif vers l'exécutif soit freiné.» Partant du constat que les grands conseils ont toujours moins d'influence sur la conduite de la politique cantonale, le grand baillif Albert Bétrisey a décidé de réagir. Il a présenté hier une résolution réclamant la fondation d'une Conférence des Parlements cantonaux, parce que l'union peut faire la force. Résolution qui a reçu un soutien unanime des 101 députés encore présents sous la coupole hier en conclusion de cette première journée de la session de décembre.

INTERPELLATION SOCIALISTE EN URGENCE

Encore et toujours le loup!

Le loup du Chablais n'a pas fini de hanter les travées du Parlement valaisan. Hier, Marylène Volpi Fournier (pour le groupe socialiste-alliance de gauche) a en effet déposé une interpellation urgente destinée à remettre la pression sur le conseiller d'Etat Jean-René Fournier. «Comment le Conseil d'Etat peut-il justifier l'urgence de mettre en force une décision de tir illégale?» L'interpellante égrène ainsi une série de quatre questions adressées au Département des finances, des institutions et de la sécurité (DFIS). Pour conclure sur cette ultime requête tournée vers l'avenir: «Comment le DFIS compte-t-il appliquer le concept fédéral qui demande d'identifier correctement la bête sauvage qui a commis des dégâts à la suite desquels une autorisation de tir peut être accordée?» Les réponses du «gouverneur» sont attendues pour vendredi matin à l'heure des questions et du traitement des urgences. PASCAL GUÉX

LETEMPS

Un rapport stigmatise la gestion du Service des contributions valaisan

Valais. La Commission de gestion du Grand Conseil dénonce des dysfonctionnements. Le conseiller d'Etat Jean-René Fournier réagit mollement

«Cause toujours, tu m'intéresses.» Le député radical René Constantin s'est montré mardi goguenard pour commenter le rapport de la commission de gestion (Cogest) sur les dysfonctionnements du service des contributions, rappelant que les retards dans les taxations, la mauvaise ambiance de travail et l'organisation déficiente dudit service avaient été signalés au Conseil d'Etat depuis 2003. «Monsieur Fournier, ou bien nos reproches et ceux de la Cogest sont infondés, ou bien vous devez nous expliquer pourquoi rien n'a été entrepris.» Peut-être émoussé par la longue traque du loup, le ministre des Finances Jean-René Fournier s'est retranché derrière la promesse de réponses écrites, ainsi que d'un rapport gouvernemental agendé pour mars 2007. Avant de se lancer dans un éloge de «ce service qui est notre poumon financier, et qui, au nombre de dossiers traités par collaborateur, bat des records en comparaison d'autres cantons».

Le malaise semble pourtant réel et le rapport de la Cogest plutôt accablant. Le personnel, outre «la mauvaise ambiance», y évoque une formation et un suivi insuffisants des nouveaux collaborateurs, «souvent livrés à eux-mêmes» et confrontés à une charge de travail importante, «ne se sent pas soutenu par sa hiérarchie».

L'organisation interne se retrouve également sous le feu de la critique: information qui n'arrive pas jusqu'à la base, inertie générale, propositions d'amélioration rarement prises en considération, promotions internes réservées aux hommes, etc.

Le chef de service Gilbert Salamin confirme la charge de travail, constate, au rayon des promotions «que les femmes manquent d'ambition», prône, au chapitre des solutions, l'automatisation des déclarations, mais se montre plus réticent sur le passage au système informatique cantonal SAP, «qui ne sera pas facile et va nécessiter des ressources». Quant à l'information, si elle circule mal, selon lui, c'est «par manque de personnel». La Cogest relève, elle, que le personnel du service a augmenté de 30% depuis 2000, souligne «le peu de cohésion» qui y règne, et diagnostique «un problème de conduite à tous les échelons», ainsi qu'un individualisme qui court-circuite l'information.

Elle critique au passage le fait que le service soit un des derniers à ne pas avoir intégré le SAP, entré en vigueur pourtant dès 1997, et à continuer, contre les directives du Conseil d'Etat, à gérer son propre système informatique, qui devrait pourtant être abandonné au plus vite, les collaborateurs capables d'assurer sa maintenance «étant de moins en moins nombreux». La Cogest enfin suggère que des «pistes de rationalisation» soient examinées avant d'envisager une dotation supplémentaire de personnel. C'est aussi l'avis de la majorité des groupes politiques, la gauche exceptée. La tête du chef de service n'a pas été réclamée ouvertement, même si les radicaux estiment «qu'il pourrait être occupé à d'autres fonctions».

Laurent Nicolet



Sie standen gestern im Mittelpunkt der Beratungen des Kostenvoranschlags (von rechts nach links): Gesundheitsdirektor Thomas Burgener, Bauchef Jean-Jacques Rey-Bellet und Finanzchef Jean-René Fournier.

Foto wb

Budget 2007: Wenig Änderungen

Der Grosse Rat hat am ersten Tag der Budgetberatung praktisch alle Abänderungsanträge abgelehnt

Aus dem Walliser Grossen Rat

S i t t e n. – Das Walliser Kantonsparlament hat die Budgetberatungen für den Voranschlag zur Staatsrechnung 2007 in zwei Schlüsseldepartementen absolviert: Im Bau und im Gesundheitswesen. Dabei kamen zahlreiche aktuelle Probleme zur Sprache. Insgesamt liegen nicht weniger als 100 Abänderungsanträge zum Budget vor.

Der Rat lehnt gleich zu Beginn der Budgetdebatte mehrere Vorschläge der SVP zur Kürzung des Budgets im Personalwesen, bei den Subventionen und bei den Gütern, Dienstleistungen und Waren ab.

Die Finanzkommission auf dem Rückzug

Die Finanzkommission hat einige ihrer Kürzungsanträge zurückgezogen. Dies darum, weil die vorgeschlagenen Streichungen den Ausfall von Bundesmitteln zur Folge gehabt hätten. Die Streichung von 1 von 2 Mio. Franken bei der Schaffung von neuen Posten im Kanton, wie von der Finanzkommission vorgeschlagen, wird von Staatsrat Jean-René Fournier bekämpft. Er weist darauf hin, dass es sich bei den neuen Posten oft um Praktikumsstellen für junge Schulabgänger handelt. Der Rat spricht sich mit 77 zu 42 Stimmen (1 Enthaltung) gegen die Streichung von 1 Mio. Franken aus.

Der Rat meist auf Regierungskurs

Damit folgt der Rat im Allgemeinen Budgetteil weitgehend der ursprünglichen Fassung

der Regierung. Die Streichung von 4,4 Mio. Franken beim Sachaufwand, wie von der Finanzkommission gefordert, wird auf dem Weg eines Kompromisses (Kürzung von 3,4 Mio.) erledigt. Die SP (durch German Eyer) fordert die Schaffung eines Spezialfonds für Investitionen in wirtschaftlich schwierigen Zeiten. Die Finanzkommission bekämpft den Antrag. Das kann auf dem ordentlichen Budgetweg geschehen. Der Antrag wird mit 96 zu 20 (4 Enthaltungen) abgelehnt.

Delegierter für Bundesangelegenheiten

Louis Ursprung (CVP Oberwallis) betrachtet die Anstellung eines Delegierten für Bundesangelegenheiten als richtig und wichtig. Das kann nicht im Mandatsverfahren geschehen, sondern nur über eine Person, die auch konkrete Verantwortung übernimmt. Franz Ruppen

(SVP) spricht sich gegen diese neue Stelle aus. Es ist dies die Aufgabe der eidgenössischen

Parlamentarierinnen und Parlamentarier.

Fortsetzung Seite 3

Gesundheit, Energie, Soziales

Fortsetzung der Budgetberatung im Walliser Kantonsparlament

S i t t e n. – Der Grosse Rat hat die Beratungen zum Kostenvoranschlag zur Staatsrechnung 2007 im Departement für Gesundheit, Sozialwesen und Energie geführt. Auch hier blieb der Voranschlag weitgehend erhalten, wie von der Regierung vorgelegt.

Jean-Luc Addor (SVP) will 2 Mio. Franken beim Gesundheitsnetz Wallis (GNW) einsparen. Staatsrat Thomas Burgener lehnt dies ab. Vor allem das Spitalpersonal wäre von Kürzungen betroffen. Die Kostensteigerungen im Spitalwesen fallen vergleichsweise bescheiden aus. Vor der Spitalreform lagen die Kostensteigerungen im mehrfachen Bereich. Der Antrag wird mit 91 zu 15 Stimmen (5 Enthaltungen) abgelehnt.

Informatikprojekt läuft schlecht

Der Budgetposten von 900 000 Franken für die Informatik in den Alters- und Pflegeheimen und der Sozialmedizinischen Zentren ist umstritten. Die freisinnig-liberale Gruppe (durch Jean-Pierre Penon) beantragt die Streichung. Die thematische Kommission (durch Präsident Pascal Moulin) warnt vor einem Einfrieren des Projektes. Dies würde das Ganze in Frage stellen. Verena Sarbach-Bodenmüller (CVPO) warnt vor einer Streichung; doch muss sich der Departementsvorsteher erklären. Staatsrat Thomas Burgener gibt zu, dass bisher nicht alles gut lief. Es geht darum, für 42 Alters- und Pflegeheime sowie für sechs Sozialmedizinische Zentren ein einheitliches System anzuschaffen. Auch die Gemeinden sind mit im Projekt. Man ist dabei, die nötigen Schritte zu unternehmen, damit dieses Projekt endlich vom Fleck kommt.

Der Rat belässt den Posten im Budget.

Breite Prävention ist wichtig

Doris Schmidhalter Näfen (SP Oberwallis) beantragt eine Budgetaufstockung um 500 000 Franken für die Prävention gegen Suizide, Krebs und Übergewicht. Finanzkommission und Regierung lehnen den Antrag ab. Für eine breite Prävention stehen bereits Mittel zur Verfügung. Mehr Mittel wären schön und gut, aber es geht um die Budgetdisziplin. Der Rat lehnt dies mit 83 zu 21 Stimmen ab. Die thematische Gesundheit will einen Schwerpunkt setzen bei der Alkoholprävention bei Jugendlichen und Minderjährigen. Die SVP (durch Jean-Luc Addor) will 4 Mio. Franken bei den Subventionen im Sozialwesen einfrieren. Staatsrat Burgener betont, dass es hier um die Sozialhilfe und damit auch um die Probleme der Gemeinden geht. Der Rat lehnt den Antrag mit 101 zu 7 ab.

Beschäftigungsinspektion verstärken?

Bei der Verstärkung der Bekämpfung der Schwarzarbeit kommt es zu einer ungewöhnlichen Allianz zwischen der SVP und der SP. Die SVP verlangt die Aufstockung der Mittel in der Beschäftigungsinspektion um 200 000 Franken. Die SP unterstützt den Antrag, weil es um die Bekämpfung der Schwarzarbeit geht. Der Rat lehnt die zusätzlichen Mittel mit 87 zu 25 Stimmen ab. Abgelehnt wird ein Antrag der SP für die Erhöhung der Beiträge zur Förderung der erneuerbaren Energien in der Höhe von 500 000 Franken. Das Wallis soll hier vermehrt Pionier sein. Der Rat lehnt die Aufstockung mit 87 zu 24 Stimmen ab.

lth

Parlaments-Splitter

Die Wahl der Bundespräsidentin und des Vizepräsidenten des Bundesrates interessierten natürlich auch im Walliser Kantonsparlament. Während die dienstbaren Geister den Sitzungstag vorbereiteten, ist immer wieder nach dem Gang der Dinge in der Vereinigten Bundesversammlung zu Bern geschickt worden.

Schliesslich standen ja auch eine halbe Walliserin und ein ganzer Walliser zur Wahl – beides ganze Bundesräte. Und beide nicht ganz unbestritten. Das spricht nun nicht etwa gegen Micheline Calmy-Rey und Pascal Couchepin.

Das ausgezeichnete Resultat von Pascal Couchepin ist wohl auch auf eine eigentliche Kampagne des «Matin» gegen den Walliser Bundesrat zurückzuführen. Mit extrem dünnen Fakten wurde der Magistrat als unmöglicher Mensch und schlechter Politiker dargestellt. Solche Tiraden haben in einem Parlament jeweils zur Folge, dass die Angehossenen viele Solidari-

tätsbezeugungen erhalten. Auch im Walliser Grossen Rat setzte es zum Sitzungsbeginn Applaus ab.

Zum Entwurf zur Staatsrechnung liegen nicht weniger als 100 Abänderungsanträge vor. Dies wertete Ratspräsident Bétrisey als Zeichen der Vitalität und damit der Gesundheit des Parlaments. Der andere Teil der Wahrheit ist dies: Die meisten Anträge werden mit starken Mehrheiten im Sinne der Regierung und damit der Budgetdisziplin unter den Tisch gewischt.

Der Grosse Rat hat 250 000 Franken für die Interessenvertretung in Bern gesprochen. Dies soll aber auf Mandatsbasis geschehen. Allerdings wird es jetzt an der Regierung sein, die konkrete Ausgestaltung dieser «Lobby-Tätigkeit», wie das modern heisst, auszugestalten.

Wahrscheinlich wird man dieses Mandat der Schweizerischen Arbeitsgemeinschaft für das

Bergebiet (SAB) übergeben. Das ist die zweitbeste Lösung. Die beste wäre die gewesen, den ehemaligen Delegierten für Finanzfragen, Dr. Alfred Rey, wieder an Bord zu holen. Der hatte zusammen mit den eidgenössischen Parlamentariern des Berggebietes die letzte Erhöhung der Wasserzinse durch das Bundesparlament durchgebracht. Doch seine Wahl scheitert offenbar an verwaltungsinernen Widerständen. Schade!

Einer Motion zum Schutz des Grundwassers von Jean-Pierre Rouvinez von der CVP Mittelwallis erwuchs recht breiter Widerstand auch innerhalb der CVP. «Sie verwechseln den Staatsrat mit dem lieben Gott», rief eine freisinnig-liberale Sprecherin aus.

Verwechslungen dieser Art mögen immer noch vorkommen, aber nicht mehr so häufig wie früher, als Staatsräte wirklich noch Hergötter waren. Die Motion wurde übrigens mit 74 zu 24 Stimmen bachab geschickt.

lth

Budget 2007: Wenig Änderungen

Fortsetzung von Seite 2

Die Finanzkommission (durch Philippe Es-Borrat) sperrt sich gegen die Schaffung eines eigentlichen Postens, bekämpft aber entsprechende Mandate nicht mehr. Man soll während zwei Jahren einen Versuch machen. German Eyer (SP Oberwallis) findet, dass es die Lobby-Stelle dringend braucht, weil die SVP alle Berggebietsanliegen bekämpft. Staatsratspräsident Thomas Burgener unterstreicht die Bedeutung einer permanenten Präsenz in Bern. Es geht auch darum, Einblick zu erhalten über Abläufe in den Departementen, also in der Verwaltung. Dazu bedarf es rechtzeitiger Kontakte. Sicher wäre die Anstellung einer Person richtig; aber dieser Vorschlag ist im vergangenen Jahr vom Parlament abgelehnt worden. Wenn die Position im Budget angenommen ist, kann

die konkrete Lösung noch von der Regierung ausgestaltet werde. Der Rat lehnt den Streichungsantrag der SVP mit 108 gegen 11 Stimmen (4 Enthaltungen) ab. Damit bleibt der Betrag von 250 000 Franken im Budget.

Simplon: Keine zusätzlichen Massnahmen

Albert Pitteloud (SVP) kommt auf den Bau eines grossen Aquädukts entlang der Rhone zu sprechen. Er vermutet, dass die 3. Rhonekorrektur gegen diese Projektidee ins Spiel gebracht wird. Der Rat lehnt Einschränkungen bei der Rhonekorrektur mit 82 zu 15 Stimmen (6 Enthaltungen) ab. Chrisoph Michlig (CSP Oberwallis) und Hans Schwertmann verlangen 200 000 Franken für die Schaffung von

Park- und Überholmöglichkeiten entlang der Simplonpassstrasse und 300 000 Franken zusätzlich für die Lärmbekämpfung entlang dieser Verbindung. Der Verkehr nimmt stetig zu, auch der Schwerverkehr. Die Passstrasse wird häufig mit Gefahrgütern befahren. Staatsrat Rey-Bellet lehnt beide Anträge unter Hinweis auf die bestehenden Budgetposten ab. Gerade die Massnahmen für die Lärmbekämpfung sind vorgesehen. Der erste Antrag wird mit 70 zu 30 Stimmen abgelehnt, der zweite wird zurückgezogen.

Keine Nachrüstung mit Russpartikelfiltern

Ein Antrag, die öffentlichen Verkehrsmittel und den staats-eigenen Maschinenpark mit Russpartikelfiltern auszurüsten (von Susanne Hugo Lötcher, SPO), wird mit 80 gegen 27 Stimmen abgelehnt. Die Abge-

ordnete merkt an, dass die Gemeinden Brig-Glis und Naters jetzt ihre Fahrzeuge mit Russpartikelfiltern nachrüsten, weil sie sonst Geld vom Bund verlieren. Staatsrat Rey-Bellet verweist auf die Erneuerung des Fahrzeugparkes. Die neuen Fahrzeuge werden mit dieser Technologie ausgerüstet. Aber für weitere Schritte im Sinne einer Nachrüstung fehlen die Budgetverfügbarkeiten. Immerhin wird allen Trägern des öffentlichen Verkehrs im Kanton die Anschaffung von Dieselfahrzeugen mit Russpartikelfiltern empfohlen.

TV-Landessender in allen Regionen

Liliane Brigger (CSPO) weist darauf hin, dass die schweizerischen TV-Landessender in der jeweils anderen Sprachregion nicht empfangen werden können. Dafür sind exotische Sender verfügbar. Der Empfang al-

ler Landessender in allen Landesgegenden muss gewährleistet sein. Staatsrat Rey-Bellet verweist darauf, dass entsprechende Bestimmungen für den Empfang der Landessender in andern Sprachregionen bestehen. Der Staatsrat will darüber wachen, dass die Walliser Bevölkerung über dieselben Empfangsmöglichkeiten verfügen, wie die andern Bewohner des Landes.

Funktioniert die Kläranlage von Wiler?

Staatsrat Rey-Bellet befasst sich mit der Natur-Abwasserreinigungsanlage von Wiler nach einer Anfrage von Véronique Jenelten-Biollaz (CVP Mittelwallis). Der Bodenbedarf solcher Anlagen ist vergleichsweise hoch. Die Baukosten pro Einwohner liegen etwa gleich hoch wie bei einer klassischen mechanisch-biologischen Anlage. Der Schlamm muss ebenfalls entfernt werden, wenn die Schilfpflanzung

erneuert wird. Noch lässt sich keine endgültige Vergleichsbilanz ziehen. Es kam in der Vergangenheit zu Geruchsentwicklungen. Nun aber sind die Ergebnisse zufriedenstellend. Die Resultate müssen sich aber noch im Winter bestätigen, wenn aus touristischen Gründen die höchsten Belastungsspitzen anfallen.

Die zweite Röhre im Basistunnel

Franz Ruppen (SVP) befasst sich mit dem Ausbau der zweiten Tunnelröhre im Lötschberg-Basistunnel. Es zeichnen sich erhebliche Beschränkungen im Betrieb ab. Staatsrat Rey-Bellet verweist auf zahlreiche Interventionen im Zusammenhang. Die Kostenüberschreitungen am Gotthard drohen sich negativ auf andere Projekte auszuwirken. Man verfolgt gemeinsam mit der Westschweiz eine Strategie, um diese Gefahr abzuwenden. Die Regierung setzt sich für den Ausbau auf Doppelspur aus. **lth**

Presque pas de retouches

BUDGET 2007 ► Au début de la session du Grand Conseil, cent amendements se proposaient de modifier le budget du gouvernement. Après le vote de détail, les changements sont minimes.

VINCENT FRAGNIERE

Le président de la commission des finances Philippe Es-Borrot le reconnaît lui-même, «le gouvernement a fait du bon travail. Il est difficile de demander des économies – ce qui est un peu le rôle de la COFI – quand on a affaire à un budget bénéficiaire. Je me rappelle certaines années où celui-ci était moins bon, la commission arrivait à faire économiser au Parlement entre 10 et 15 millions de francs.»

Modification de 2,8 millions

Cette année, rien de tout cela. Mis à part une économie de 3,4 millions dans le secteur des biens, services et marchandises et la création de six postes à l'Office de protection de l'enfance pour 600 000 francs (voir ci-dessous), la lecture de détail du budget 2007 n'a en rien modifié le projet du Gouvernement valaisan. «Au budget bénéficiaire, ajoutez un double frein aux dépenses respecté et vous avez un document quasi parfait pour un Parlement à majorité de droite», analyse le député socialiste Georges Emery, tandis que le chef de groupe radical libéral tempère quelque peu ce jugement. «Le budget est bon. C'est indéniable. Nous regrettons une seule chose et je l'ai déjà dit lors de l'entrée en matière l'augmentation du montant total des subventions. A notre avis, le gouvernement doit mieux maîtriser ses choix en la matière.»

De nombreux amendements retirés

Quant aux cent amendements qui ont fondu comme neige au soleil entre le début et la fin de la session, leurs nombreux retraits s'expliquent de plusieurs manières. Déjà, la plupart concernent l'UDC systématiquement minorisée au moment du vote avec, très souvent, plus de 100 voix d'écart. «Ils utilisent la discussion sur le budget pour faire leur lit politique. Ce n'est pas normal. On ne peut pas demander dans ce type de session plusieurs suppressions au niveau du personnel et vouloir augmenter les policiers. Ce n'est pas le moment pour faire cette petite cuisine», regrette



Le Parlement n'a modifié que de 2,8 millions le budget 2007 proposé par le gouvernement valaisan. BITTEL

René Constantin. Pour Philippe Es-Borrot, tout s'est joué lors du vote sur la suppression du million de francs au chapitre des nouveaux postes. «On a tout perdu en voulant à tout prix ce million, alors que peut-être une proposition à 250 000 francs aurait passé la rampe et permis un autre déroulement du vote de détail.»

Transformation en postulats ou motions

Pour Georges Emery, le retrait de ces nombreux amendements démontre clairement la suprématie des commissions thématiques. «Au lieu que nos amendements soient refusés par ces commissions et donc très souvent par le plénum, on préfère parfois les retirer et les transformer en postulat ou motion pour une autre session.» Le débat final de demain ne devrait donc pas causer de gros soucis au grand argentier du canton, Jean-René Fournier.

DÉPARTEMENT DE L'ÉCONOMIE Traité en dix minutes

Deux amendements retirés, trois autres sans incidence financière acceptés sans discussion par la COFI, le débat de détail au sujet du Département de l'économie et du territoire n'aura duré quelques minutes. Son chef Jean-Michel Cina n'aura donc pas eu besoin de se justifier devant le Parlement. Deux autres dossiers qui concernent son département ont aussi fait l'unanimité du Parlement, à savoir la loi sur la police des commerces qui a été acceptée en première lecture à 120 voix contre zéro. «Elle a permis de passer de 65 à 35 articles et offre un allègement des procédures pour les commerces. Lors de la prochaine révision, on la supprima», sourit le député Jac-

ques-Roland Coudray président de la commission qui a traité cette loi en première lecture. Le Parlement a également accepté à l'unanimité la loi concernant l'adhésion du canton du Valais à l'accord cadre pour la collaboration intercantonale. «Dans ces relations, nous allons désormais tenir compte du souhait du Parlement d'être informé au préalable des différents sujets de négociation intercantonale et d'avoir un suivi des dossiers. Je vais proposer à la présidence de la commission une rencontre en janvier pour développer une stratégie commune entre les deux pouvoirs du canton pour ce type de démarche», s'est engagé hier devant le Parlement Jean-Michel Cina.

OFFICE DE PROTECTION DE L'ENFANT

Six nouveaux postes

L'Office de la protection de l'enfant va prendre de la consistance. Enfin! Hier le Parlement a en effet accepté – à une écrasante majorité (117 voix pour, 5 contre et 3 abstentions) – de débloquer 600 000 francs supplémentaires pour créer immédiatement six nouveaux postes. Et cela malgré le préavis défavorable délivré par une Commission des finances très déchirée. Le président de la COFI Philippe Es-Borrot l'a reconnu: cet objet a placé sa commission devant un cas de conscience, partagée qu'elle était entre son souci de ne pas charger le bateau étatique et les besoins évidents de cet office. Le résultat préalable (4 oui; 3 non et 4 abstentions) atteste d'ailleurs de l'embaras d'une COFI qui s'est vite retrouvée minorisée hier.

Trois groupes – radical-libéral; socialiste-alliance de gauche et chrétien-social du Haut – ont ainsi déposé un amendement réclamant une rallonge au budget 2007. Tous ont insisté sur la nécessité

d'étoffer l'effectif de cette cellule chargée d'aider les familles d'enfants en difficulté. Jacques Melly est aussi venu apporter le soutien du PDC à cet amendement.

«Cet office ne compte aujourd'hui que 12,85 postes qui ont eu à traiter l'an passé plus de 1500 dossiers. Or chez nos voisins, un collaborateur doit traiter en moyenne 75 dossiers. C'est dire le déficit en la matière pour notre canton!» Un déficit qui va partiellement pouvoir se résorber grâce à la création de six nouveaux postes. Pour le plus grand soulagement de Claude Roch. «Nous avons dû prendre des mesures préventives exceptionnelles en 2006. Mais la clause du besoin ici est évidente.»

La lecture de détail du budget 2007 dévolu à son département a d'autre part été marquée par le refus (115 non contre 6 oui) d'un amendement de l'UDC qui demandait le gel partiel des dépenses de personnel, ce qui aurait permis à l'Etat d'économiser 2 millions de francs. PASCAL GUEX

FINANCES, INSTITUTIONS ET SÉCURITÉ

Pas de policiers en plus

La Police cantonale valaisanne ne pourra pas engager de forces supplémentaires. Pas dans l'immédiat en tout cas. Hier, le Parlement a en effet refusé très nettement – par 100 voix contre; 8 pour et 1 abstention – un amendement déposé par l'UDC qui souhaitait gonfler d'un million de francs le budget 2007 dévolu au Département des finances, des institutions et de la sécurité. But de l'opération: pouvoir augmenter les effectifs de la Police cantonale, «parce que la rigueur budgétaire ne doit pas empêcher l'état d'assurer la sécurité des personnes et des biens», pour reprendre les termes du plaidoyer de Jean-Luc Addor.

Refusée à une écrasante majorité par la Commission des finances (11 contre 1), cette proposition a également été combattue par le conseiller d'état Jean-René Fournier, même si celui-ci a reconnu que doter notre police de moyens suffisants était également une priorité pour le gouvernement. «Le problème réside dans

l'adaptation du droit fédéral qui attribuera aux polices cantonales de nouvelles tâches. Il faudra donc bien leur fournir des moyens supplémentaires. Mais attendons d'analyser les besoins. Après, il sera temps de modifier l'ordonnance qui règle ces questions d'effectif.»

Jean-René Fournier va ainsi pouvoir composer en 2007 avec un budget inchangé par rapport à la mouture initiale puisque les autres amendements soumis hier au vote du Parlement ont été soit retirés, soit refusés. Ce fut le cas: – de la proposition des socialistes du Haut qui réclamaient l'engagement de trois experts fiscaux en plus. Un investissement de 300 000 francs qui aurait dû générer, selon la gauche, 3 millions de recettes fiscales supplémentaires (80 non, 16 oui, 1 abstention). – de la proposition de l'UDC de geler la moitié des subventions du Service de l'état civil et des étrangers, soit un montant de 171 000 francs. Un amendement refusé par 103 voix contre 6. PG

ZIGZAG PARLEMENTAIRE

BOOSTER LES SPORTS DE GLISSE Une semaine blanche pour tous les élèves!

Les jeunes Valaisans sont toujours moins nombreux à dévaler nos pentes enneigées? Qu'à cela ne tienne! Deux élus du Parti démocrate-chrétien du Centre se sont mis en tête d'inverser la tendance et de redonner le goût des sports d'hiver à nos ados. Marie-Noëlle Massy-Mittaz et Jérémie Rey ont ainsi défendu hier devant le Parlement un postulat demandant au Conseil d'Etat «d'introduire – dès la 1re année primaire et jusqu'à la fin de l'école obligatoire – une semaine de ski ou de surf pour tous les élèves valaisans». Nullement combattu, ce texte a donc été transmis au gouvernement pour traitement. «Encourager nos élèves à pratiquer le ski ou le surf, en bénéficiant du concours de nos remontées mécaniques, pousserait les parents à accompagner les enfants sur les pistes», ont encore argumenté les deux postulants.

RÉNOVATION DU CYCLE DE REPOSIEUX

Un oui enthousiaste

Pas de demande de parole; aucun vote négatif, ni d'abstention: la nécessité de rénover le cycle d'orientation du Reposieux a convaincu l'ensemble du Grand Conseil valaisan. Et comme le laissait prévoir une entrée en matière sans histoire, c'est à l'unanimité des 99 députés présents que le Parlement a accepté hier de débloquer un peu plus de 3 millions de francs pour cette réhabilitation. Rénover et agrandir le collège montheysan coûtera en fait un peu plus de 15 millions de francs. Seul souhait émis par le Parlement: que le maître de l'ouvrage veille à ce que ces travaux de réfection ne perturbent pas trop l'enseignement dans cet établissement scolaire qui accueille plus de 500 élèves.

NOUVEAU DROIT DE CITÉ

Le peuple votera en mars

«Votre vote unanime permet d'entériner une évolution logique, exigée par le droit fédéral et voulue par les bourgeoisies.» Le conseiller d'Etat Jean-René Fournier a accueilli avec satisfaction le soutien sans faille apporté hier par le Parlement à la modification des articles 28 et 29 de la Constitution cantonale. Un plébiscite qui ne constitue pas une surprise. Tant lors du débat d'entrée en matière (104 oui contre 6 non) que lors de la première lecture (116 voix pour, aucune contre), le Parlement valaisan avait en effet clairement affiché son désir de transférer la compétence d'octroi du droit de cité de la commune bourgeoise à la commune municipale. Cette révision s'inscrit en fait dans le cadre de l'évolution du droit de la nationalité. Au 1er janvier 2006 est en effet entrée en vigueur la révision partielle de la loi fédérale sur la nationalité. Une révision qui ne concerne que la naturalisation ordinaire, en limitant les émoluments payés par les cantons et les communes à la seule couverture des frais. Jean-René Fournier l'a rappelé cette semaine: «Le transfert de ce droit de cité à la commune municipale correspond à la réalité d'aujourd'hui: c'est le lieu où l'on réside qui crée la nationalité.» Ne reste désormais plus qu'au peuple valaisan à ancrer officiellement dans la loi cette modification. Cela devait être chose faite lors du scrutin de mars prochain. PG

VENTE DE GADGETS SEXUELS

La malice selon Jean-Michel Cina

Le conseiller d'Etat Jean-Michel Cina est désolé. Il n'a pas de bases légales pour empêcher le distributeur «Selecta» d'avoir parmi ses produits à la portée de tous des préservatifs avec anneaux vibrants. «Il faut attendre la deuxième lecture et l'entrée en vigueur de la loi sur la police du commerce pour cela.» La socialiste Anne-Christine Bagnoud, qui avait réussi à médiatiser l'affaire sans l'avoir évoquée en commission, devra donc se contenter d'une lettre du conseiller d'Etat à Selecta. «Bien entendu, dans cette lettre, je ne vais pas écrire que nous n'avons pas de base légale pour agir...» Malin, le dernier arrivé, vous ne trouvez pas? VF

Erziehung und Finanzen

Der Grosse Rat behandelte das Budget in den Departementen Erziehung/Kultur und Finanzen/Institutionen

Aus dem Walliser Grossen Rat

Sitten. – Das Walliser Kantonsparlament hat die Budgetberatung zur Staatsrechnung 2007 in den Departementen Erziehung, Kultur und Sport sowie Finanzen, Institutionen und Sicherheit fortgesetzt. Die Budgetdebatte gibt Gelegenheit, zahlreiche Fragen in den behandelten Departementen aufzuwerfen. **Jean-Pierre Penon** (freisinnig-liberal), **Michelle Grandjean** (SP-Linksallianz), **Jacques Melly** (CVP Mittelwallis) und **Hans Schwestermann** (CSPO) verlangen 600'000 Franken an zusätzlichen Mitteln für die Dienststelle für die Jugend. Es geht um die Schaffung von 6 neuen Stellen für den Kinderschutz. **Philippe Es-Borrat**, Präsident der Finanzkommission, erklärt sich mit der Budgetaufstockung einverstanden, aber in Form eines Zusatzkredites. **Staatsrat Claude Roch** unterstreicht den dringlichen Bedarf in diesem Bereich. Der Rat stimmt dem Antrag mit 117 zu 5 Stimmen (3 Enthaltungen) zu.

Keine Kürzungen im Erziehungswesen

Jean-Luc Addor (SVP) will die Erhöhung des Budgets im Unterrichtswesen (tertiäre Bildung, Dienststelle für Unterrichtswesen) um insgesamt 7 Mio. Franken reduzieren. Der Abgeordnete begründet seine Kürzungsanträge damit, dass die Ausgabensteigerung zu hoch ausfallen. Die Anträge werden von der SP, aber auch von **Staatsrat Claude Roch** mit dem Hinweis bekämpft, dass solch undifferenzierte Kürzungsanträge nicht dazu angetan sind, die für den Kanton Wallis so wichtige Forschung und Bildung voranzubringen. Ein Antrag wird wuchtig abge-



Der Walliser Grosse Rat hat gestern einzig beim Kinderschutz einen zusätzlichen Betrag von 600'000 Franken gesprochen. Dies ist ein Anliegen, das breit abgestützt war. Viele andere Abänderungsvorschläge (so von der SVP durch Jean-Luc Addor) wurden abgelehnt. Foto w9

lehnt, zwei werden zurückgezogen. **Franziska Lutz-Marti** (CVPO) verlangt eine pädagogische Unterstützung für OS-Lehrpersonen ohne stufenrechtes Diplom. Der Vorstoss wird angenommen.

Primarlehrkräfte: Postulat überwiesen
René Loretan (CVPO) verlangt Gleichbehandlung der Primarlehrkräfte betreffend die Gleichwertigkeit der Diplome auf Primarschulstufe. Dies muss unter

Umständen mit einer Zusatzausbildung bewerkstelligt werden. Die schriftliche Antwort von **Staatsrat Claude Roch** bezeichnet der Abgeordnete als ungenügend. Es braucht konkrete Massnahmen, damit eine Gleichbehandlung der Lehrkräfte mit der alten Seminarbildung und dem neuen Lehrerschafthaft-Lehrgang gewährleistet ist. Der Rat überweist das Postulat gegen den Willen des Staatsrates mit 72 zu 22 Stimmen.

Pädagogische Hochschule: Offene Fragen

Sonia Métrailler (freisinnig-liberal) möchte die PH Wallis zu einem Westschweizer Zentrum aufwerten und an einem Standort im Mittelwallis zentralisieren. **Susanne Hugo Lötscher** (SP Oberwallis) wehrt sich gegen eine Zentralisierung. Dies würde sich als Schwächung erweisen. Wenn die am Lehrberuf interessierten Studierenden des deutschsprachigen Kantonsteils auswärts studieren, verliert die PH Wallis Studierende und an Gewicht. **Franziska Lutz-Marti** (CVPO) warnt vor einer Schwächung der PH Wallis. Trotz der zwei

Standorte und der Zweisprachigkeit arbeitet die Walliser PH heute kostengünstig. Die Zweisprachigkeit ist eine Chance. Das Wallis soll sich gemeinsam für die PH einsetzen. **Hans Schwestermann** (CSPO) betrachtet die ständige Standortdiskussion für die seit sechs Jahren im Oberwallis und im Unterwallis existierende Schule als unglücklich. Es sind schon verschiedene Verbesserungen umgesetzt worden. Eine Zentralisierung im Mittelwallis führt zu einer Abwanderung der Studierenden im obersten und im untersten Kantonsteil. Der Rat lehnt das Postulat Métrailler mit 62 zu 47 Stimmen (2 Enthaltungen) ab.

Zweisprachigkeit in der Primarschule

Jacqueline Bovier (SVP) will eine differenzierte Behandlung der Schüler beim zweisprachigen Unterricht. Nicht jedem das Gleiche, sondern jedem das Seine stellt die richtige Haltung dar. Es braucht Aufnahmekriterien für die zweisprachigen Klassen. **René Constantin** (freisinnig-liberal), **Claude Perret** (CVP Mittelwallis) und **Marcelle Monnet Terretaz** (SP) fordern eine Gleichbehandlung aller Schülerinnen und Schüler. Das ist ein Grundsatz, den es zu verteidigen gilt. Wie sollen die sprachlichen Kompetenzen der Eltern geprüft werden? Der Rat lehnt die Motion mit 94 zu 6 Stimmen ab.

Finanzen, Sicherheit, Institutionen

Der Rat spricht rund 600'000 Franken für den Ausbau der Informatik in der kantonalen Steuerverwaltung. Die SP Oberwallis (durch **Rolf Egge**) verlangt die Anstellung von drei zusätzlichen Steuerexperten. Diese können zwar die von der GPK aufgezeigten Mängel nicht aufwiegen. Aber die Arbeitslast erfährt eine Reduktion, die Einnahmen können gesteigert werden. Der Rat lehnt den Antrag mit 80 zu 16 Stimmen ab. Ein Antrag der SVP (durch **Jean-Luc Addor**) beantragt die Aufstockung der Mittel der Kantonspolizei um 1 Mio. Franken. Die Kantonspolizei verfügt über zu wenig Mittel, um dem Sicherheitsbedürfnis der Bevölkerung gerecht zu werden. **Staatsrat Jean-René Fournier** teilt die Auffassung der SVP. Aber die Schaffung zusätzlicher Stellen kann nicht auf dem Budgetweg geschehen, sondern nur über eine Abänderung des Dekretes über die Kantonspolizei. Es braucht überdies eine Gesamtbeurteilung. Der Rat lehnt den Antrag mit 100 zu 8 Stimmen ab. Die SVP (durch **Jean-Luc Addor**) will die Erhöhung des Budgetpostens für die Integrationsfragen streichen. **Staatsrat Fournier** lehnt dies ab. Diese Mittel sind nötig, um ja gerade die neue Ausländergesetzgebung auszugestalten. Der Rat lehnt die Streichung mit 103 zu 6 Stimmen ab. lth

Parlaments-Splitter

Nachzutragen wäre noch dies: Im Blumengebinde des Parlamentssaales leuchten jetzt auch noch kleine, kerzenähnliche Lämpchen. Wirklich niedlich, wirklich nett.

Die Budgetberatung ist ein grosses Wunschkonzert. Allerdings mit einem Schönheitsfehler: Die Wünsche werden zwar meist mit grossem Nachdruck vorgebracht, in aller Regel jedoch nicht erfüllt. Bisher sind am Kostenvoranschlag nur minimale Abänderungen vorgenommen worden.

Das Kantonsparlament hat immerhin 600'000 Franken an zusätzlichen Mitteln für die Dienststelle für die Jugend und dort für den Kinderschutz gesprochen. Gelegentlich bewegt sich in der Budgetdebatte doch etwas.

Jetzt haben auch die Berner ihren Wolf. Wenn sie gegenüber dem Caniden (also dem Wolf) gleich reagieren wie bei den Feliden (den Luchsen), dann werden sie uns schon bald einmal als Wolfsjäger entthront haben. Die Berner machten zwar weniger öffentliches Geschrei, aber sie haben nicht min-

der häufig zu illegalen Mitteln gegriffen als die Walliser, wenn es darum ging, dem Luchs auf die Krallen zu klopfen.

Schon seltsam: Der scheue Wolf kann von einem Wildhüter praktisch vom Jeep aus «standrechtlich» erschossen werden, weil er einfach auf einem Strässchen sitzt und gemütlich in die Mündung des Gewehrs schaut. Dann wieder treibt sich ein Wolf in der Nähe einer Siedlung wie Thun herum. Scheuer Wolf?

Damit dürfte die Diskussion über die «Reisegewohnheiten» des Wolfes neue Nahrung erhalten. Die einen sagen, der kommt auf vier Rädern angereist, die andern sagen, er wandert auf den eigenen Pfoten ein.

Wie auch immer: Tatsache ist, dass sich die Wildtiere zunehmend den städtischen Raum erobern. So hat der Chronist in seinem Halbjahresaufenthalt in London mehr Füchse zu Gesicht bekommen als während der langen Fuchspasser-Stunden ausserhalb des Siedlungsraumes im Oberwallis.

Ist nun die Zweisprachigkeit unseres Kantons ein Vorteil oder eine Hemmschwelle? Wahrscheinlich beides: Gelegentlich erfordert sie einen Mehraufwand in klingender Münze und doch stellt sie einen Gewinn dar, der nicht in Franken und Rappen gemessen werden kann.

Da komme noch einer und behaupte, in der Republik werde nicht gespart. Die lederbezogenen Sessel auf der Zuschauertribüne des Grossen Rates sind in einem wirklich lamentablen Zustand. Von 13 Sesseln sind sechs beschädigt und zerfleddert. Robuster sind die alten Holzstühle, die kaum Anzeichen von Verschleiss aufweisen.

Auf auswärtige Besucherinnen und Besucher machen die zerschissenen Sitzgelegenheiten aber einen tiefen Eindruck. So soll laut Aussage von Bernadette Brunner von Radio Rottu ein Prinz aus Nepal bei einem Besuch im Walliser Parlament eine Decke über die Sitzfläche gelegt haben. Der hatte wohl Angst, dass sich in diesen Biotopen auch irgendwelche Käfer tummeln. lth

Handelspolitischer Rahmen

Das Gesetz über die Gewerbepolizei als politische Gratwanderung

Sitten. – Die Jugend soll bis zu einem Alter von 18 Jahren vor pornografischen Darstellungen geschützt werden. Gewaltdarstellungen sind hingegen ab dem 16. Altersjahr zugänglich. Dies hat der Walliser Grosse Rat gestern in erster Lesung zum Gesetz über die Gewerbepolizei beschlossen.

Schutzalter Pornografie bei 18 Jahren

Soll das Schutzalter für den Zugang zu pornografischen Darstellungen bei 16 oder bei 18 Jahren festgelegt werden? **Christoph Föhn** (FDPO) und die vorbereitende Kommission für Volkswirtschaft und Energie wollen dieses Schutzalter auf 18 Jahre anheben. **Staatsrat Jean-Michel Cina** verweist auf das Schweizerische Strafgesetz und meint, man sollte wie dort bei der Altersgrenze von 16 Jahren bleiben. Der Rat beschliesst mit 81 zu 21 Stimmen, dieses Alter bei 18 anzusetzen.

Brutale Videospiele schon mit 16

Der Verkauf, Verleih oder Versand von Videospielen und DVDs mit gewaltverherrlichendem Inhalt soll laut **Christoph Föhn** (FDPO) für unter 18-Jährige verboten werden. Gerade in jüngerer Vergangenheit haben solche Spiele eine fatale Rolle bei den Gewalttaten von Jugendlichen gespielt. Die Kommission lehnt dies aber ab. Die Gewalt ist schwer einzustufen. Der Rat beschliesst, hier das Schutzalter bei 16 Jahren zu belassen. **Verena Sarbach Bodenmüller** (CVPO) will den Gemeinden ausdrücklich die Möglichkeit belassen, Anlässe auf ihrem Gebiet zu verbieten. Dies soll von der zweiten Kommission geregelt werden.

Weniger Vorschriften und Hürden

Kommissionspräsident Jacques-Roland Coudray sieht im vorliegenden Entwurf eine administrative Vereinfachung

und Erleichterung für den Handel und das Gewerbe. **Staatsrat Jean-Michel Cina** bewertet die Vorlage als vernünftig. Gewisse Fragestellungen können noch im zweiten Durchgang im Parlament behandelt werden. Der Gesetzesentwurf wird in erster Lesung einstimmig verabschiedet.

Budgetberatung in der Volkswirtschaft

Die Budgetdebatte im Departement für Volkswirtschaft und Raumentwicklung wirkt keine hohen Wellen. Verschiedene Teilziele werden auf Antrag der thematischen Kommission umfassender definiert. **Gilbert Loretan** (CSPO) bemängelt, dass bei der Erarbeitung des Landschaftsentwicklungskonzeptes (LEK) die Dienststelle für Raumentwicklung nicht genügend mitmacht. **Staatsrat Jean-Michel Cina** betrachtet es nicht als sinnvoll, wenn Mitarbeiter des Kantons in Arbeitsgruppen eingebunden werden. Sie müssen später oft in der Sache entscheiden. lth

Un bon budget et des

GRAND CONSEIL ► Le budget 2007 de l'Etat a facilement passé la rampe du Parlement. Le PDC en

A la hausse

► **2,279 milliards de francs de recettes.** C'est 122 millions de plus que le montant inscrit au budget 2006.

► **2,082 milliards de dépenses,** soit une augmentation de 90 millions par rapport au dernier exercice.

► **197 millions de marge d'autofinancement.** En hausse comparé au budget 2006 (165,5 millions).

► **24,5 millions de revenus.** C'est 12,2 millions de mieux que douze mois plus tôt.

PG

VINCENT FRAGNIÈRE

Seuls trois socialistes du Haut-Valais, emmenés par German Eyer, ont refusé le budget 2007 du canton du Valais. Les 116 autres députés l'ont accepté hier sans surprise. Les chefs de groupe auront surtout utilisé le débat final sur le budget pour critiquer le fonctionnement interne du Parlement, certaines commissions ou des groupes politiques. Le noir Louis Ursprung aura tout de même tenu à relever qu'aucune mesure réellement structurelle n'a été prise dans le cadre de ce budget (voir ci-dessous).

Juste avant le vote final, le



BITTEL

conseiller d'Etat **Jean-René Fournier**, en charge des finances, s'est donc montré très à l'aise dans sa synthèse. «Le budget a été très souvent qualifié de satisfaisant à bon, respectant parfaitement la Constitution. J'en suis heureux.» Il a toutefois dû reconnaître la justesse des arguments de plusieurs députés. «Oui, la marge de manœuvre est étroite malgré les bonnes prévisions 2007. La nouvelle péréquation entre la Confédération et les cantons sera nettement moins favorable au Valais que les chiffres initiaux en raison de l'augmentation constante de notre indice

des ressources. Son introduction au 1er janvier 2008 nous oblige donc à rester très prudents sur le plan financier.»

Comme le socialiste German Eyer ou l'UDC Jean-Luc Addor, Jean-René Fournier estime que l'exercice du budget au Parlement doit aussi permettre un discours politique contrairement à ce que pensent certains députés. «Par contre, je dirais à l'UDC que, s'il est sain de démontrer sa direction politique à travers différents amendements, trop forcer le trait est problématique, car l'excès devient à chaque fois insignifiant.»

La promesse de Fournier

Quant à la commission des finances, le conseiller d'Etat en dresse un portrait différent de celui du groupe radical-libéral (voir ci-dessous). «On peut interpréter les différents votes de cette semaine de plusieurs manières. Pour ma part, je dirais que sur les 5 millions de francs d'économies demandés par la COFI, 3,4 millions ont effectivement été réalisés.» Enfin, le «gouverneur» s'est même engagé à présenter des comptes 2007 encore meilleurs que le budget proposé «grâce au travail de toute la fonction publique de l'employé au chef du département en passant par les chefs de services». Reste à savoir si Jean-René Fournier sera toujours là pour les présenter aux députés. «Je n'aurais pas peur d'affirmer que je ne suis pas favorable au double mandat», l'a déjà prévenu à plusieurs reprises le député radical René Constantin.



Le budget 2007 de l'Etat du Valais a été accepté hier par 116 députés sur 120. Seuls trois socialistes



BITTEL

«Bonjour la démagogie»

JACQUES MELLY
chef du groupe PDC
du centre

«Sur les 96 amendements répertoriés, 30 étaient le fait de commis-

sions thématiques et 66 de formations politiques! Nous passerons rapidement sur les 33 propositions socialistes/alliance de gauche dont seulement trois auront trouvé grâce devant le Parlement pour nous arrêter sur les 18 amendements UDC et nous interroger sur la cohérence d'une formation pour qui l'analyse du budget s'apparente plus à un poker menteur ou un monopoly qu'à un exercice où prévalent le sérieux et la rigueur... Bonjour la démagogie!

Le Parlement ne s'y est pas trompé et il aura permis à l'UDC de réaliser un très mérité rejet de ses amendements.» PG



BITTEL

«Ce n'était pas une volte-face!»

NICOLAS VOIDE
chef du groupe PDC
du Bas-Valais

«Nous pensons sans fausse modestie avoir contribué à l'amélioration

du budget par nos prises de position et nos votes. Nous ont-ils mis pour autant en porte-à-faux avec la COFI? Evidemment non! Nous avons toujours salué la précision et le sérieux de son travail... Et il n'y a pas de volte-face à suivre un texte qui n'a plus rien à voir avec le projet initial... Les démocrates-chrétiens du Bas maintiennent donc leur soutien à un budget meilleur à l'issue de nos travaux. Puisse ce budget 2007 – dernier de l'histoire non influencé par la nouvelle répartition des tâches entre la Confédération et les cantons – ne pas être cependant le dernier à avoir aussi fière allure.» PG



BITTEL

«Un marathon immobile»

LOUIS URSPRUNG
chef du groupe PDC
du Haut-Valais

«Evidemment que le budget est bon, puisque les recettes augmentent et

couvrent la progression des dépenses. Toutefois, pendant quatre jours, le Parlement a fait un véritable marathon sans avancer d'un pouce.

A travers ce budget, le gouvernement ne touche aucunement aux structures de l'Etat comme le demandait le rapport sur les mesures structurelles accepté par le Parlement.

En ne se fixant aucun but précis, tous les chemins deviennent bons. C'est un peu ce qui s'est passé cette semaine.

Toutefois, si les recettes faiblissent, de véritables mesures structurelles seront obligatoires pour garder un budget équilibré.» VF



BITTEL

«Le Parlement très strict»

GILBERT LORETAN
chef des jaunes
du Haut-Valais

«Pendant cette semaine, le Parlement s'est montré très strict dans sa ma-

nière de traiter le budget de l'Etat, ce qui explique les faibles modifications entre le projet présenté par le gouvernement et celui voté par le Parlement. Jean-René Fournier a raison lorsqu'il prétend que ce budget équilibré est l'affaire de tous, aussi bien des employés d'Etat, du gouvernement que du Parlement. Tout le monde doit être impliqué si l'on veut respecter le double frein aux dépenses.

Les «noirs» ont critiqué l'absence de mesures structurelles, mais celles-ci devront intervenir dans le cadre de la nouvelle répartition des tâches entre Confédération, canton et commune.» VF

attaques politiques

profité pour attaquer l'UDC et les radicaux, la commission des finances.



Haut-Valais l'ont refusé. BITTEL

ZIGZAG PARLEMENTAIRE

PRIVÉS DE TRADUCTION Députés pas muets

Pour la première fois depuis 1971, les députés valaisans ont dû se passer de traduction simultanée! La «faute» au Grand Bailli Albert Bétrisey qui s'est démené pour faire de ce vendredi 15 décembre une journée historique.

«Cette initiative est un message adressé aux étudiants de ce canton pour qu'ils «osent» le bilinguisme, mais aussi une action à but humanitaire.»

Les 4000 francs ainsi économisés ont en effet été versés – avec quelques autres dons – à l'Association cérébrale Valais.

Au final, cette journée sans traduction a été marquée par une ambiance très conviviale et quelques louables efforts. Venus de la députation francophone surtout, dont certains représentants ont parsemé leurs interventions de pa-

renthèses en hochdeutsch.

Au contraire de leurs homologues du Haut qui se sont tous exprimés dans leur langue et ont paru parfois dissipés lorsqu'un intervenant s'exprimait en français.

CHEFS DE SERVICE Le Bas sous- représenté

Le député Franz Ruppen a rendu un fier service aux Bas-Valaisans! Après avoir constaté que 22% des chefs de service de l'Etat étaient de langue allemande, l'élus de l'UDC a voulu interpeller le gouvernement sur «la sous-représentation numérique des chefs haut-valaisans».

Or la réponse du président du gouvernement prouve au contraire que s'il y a une région constitutionnelle qui peut s'estimer flouée, c'est bien celle qui se situe à l'autre extrémité du canton. «14,6% de nos chefs de service proviennent du Bas-Valais, districts de Martigny et Entremont

compris! Ils sont 17,8% à résider dans le Haut.»

Dont acte!

PRÉSIDENT DE LA BCVS Comblé un vide

«Il est inopportun que le président de la BCVS puisse siéger au conseil d'administration d'autres sociétés, qui plus est lorsque celles-ci défraient la chronique!»

Les députés Xavier Bagnoud (PDC) et Edmond Perruchoud (UDC) sont revenus à la charge hier pour demander au Conseil d'Etat de combler un vide juridique et «intervenir au niveau opérationnel».

Nullement satisfaits de «la première réponse évasive» fournie en avril dernier par le gouvernement, les deux députés ont déposé un nouveau postulat qui n'a pas été combattu hier, et qui a donc été transmis au Conseil d'Etat pour traitement. Affaire à suivre...

RSV ET «CLASSE ÉCO» Que d'erreurs!

«RSV: le règne de la terreur?» Sous ce titre accrocheur, le député Alexandre Caillet (UDC) a déposé hier une question urgente demandant des précisions au Conseil d'Etat. «Comment expliquer que pour exposer les graves problèmes qu'ils rencontrent dans le cadre de leur travail, les employés du Réseau Santé Valais interrogés par le magazine TV «Classe Eco» en soient réduits à témoigner le visage masqué?»

Réponse cinglante de Thomas Burgener. «Si je devais raconter des bêtises aussi grosses, moi aussi je me cacherais le visage!»

Et le patron de la Santé de citer quelques passages d'une lettre de réclamation adressée par le RSV à Dominique Huppi, le producteur de «Classe Eco». «Le peuple valaisan a été trompé. Le reportage comportait de nombreuses et grossières erreurs. Il parlait de 3 millions de francs

de frais pour les transferts intersites; alors qu'en réalité, la facture est de 1,5 million. Ecart plus grand encore pour l'évolution des coûts hospitaliers estimés à... 21% par la TV romande alors qu'elle était de +2,3% en 2005.»

PINCE-SANS-RIRE Thomas soufflé

Très en verve hier, le président du Grand Conseil a contribué à détendre l'atmosphère à l'heure des questions. Au moment de voler au secours de Thomas Burgener – qui devait répondre aux questions urgentes posées à la présidence, à son propre département, ainsi qu'à celui de Jean-Jacques Rey-Bellet, absent hier – Albert Bétrisey a lâché cette petite phrase assassine qui a bien fait rire l'assistance. «Je crois qu'il est temps de vous laisser souffler, Monsieur Burgener, même si je sais que vous n'appréciez plus tellement cet exercice.» PASCAL GUEx



BITTEL

«La COFI doit être plus sereine»

RENÉ CONSTANTIN
chef du groupe
radical-libéral

«Même si nous regrettons une hausse généralisée des subventionne-

ments sans caractère d'investissement, il faut reconnaître que ce budget, bien ficelé, a de l'allure. Par contre, la commission des finances, censée éclairer et guider le plénum, a été trop souvent minorisée ou divisée. Elle doit véhiculer une image plus sereine, plus rassurante. Le plénum doit pouvoir s'y référer presque les yeux fermés. Or, avec ces valse hésitations, la ligne n'est pas tracée.

Quant à l'UDC, elle a amendé le budget à tout va soignant l'ego de quelques corporations pour ensuite tomber avec le retrait de nombreuses propositions ou leurs refus secs et sonnants.» VF



BITTEL

«Un mode de faire à revoir»

MARCELLE MONNET
cheffe du groupe
PS/Alliance de gauche

«Le budget 2007 est équilibré, avec des dépenses maîtrisées et des re-

cettes en hausse. Nous nous réjouissons de la création de six postes à l'Office de protection de l'enfance et de l'opposition nette faite par le Parlement à la volonté de l'UDC de coupes budgétaires dans le social, la santé et la culture. Nous regrettons par contre que des mesures favorisant le développement d'énergies renouvelables n'aient pas été prises en compte. Cette année, les commissions thématiques ont fait plus de 30 propositions d'amendement presque toujours acceptées. Cet exercice inutile pourrait être évité si celles-ci se font directement aux services lors de l'élaboration du budget.» VF



BITTEL

«Le budget doit permettre le débat»

JEAN-LUC ADDOR
chef du groupe UDC

«Même s'il est bon, le budget, lorsqu'il est débattu au Parlement, ne

doit pas simplement être un phénomène d'auto-satisfaction majoritaire. Il doit aussi permettre un vrai débat politique. Il n'y a pas de sacrilège à cela. Nous avons accepté le budget, malgré une hausse continue des dépenses liées aux salaires et aux subventions. Même si nous avons été attaqués sur notre manière de faire, je crois qu'il y a une véritable cohérence dans nos propositions. La rigueur budgétaire ne doit pas empêcher un courage politique pour augmenter certains postes dans des secteurs précis. Notre groupe a d'ailleurs soutenu la création des six nouveaux emplois pour la protection de l'enfant.» VF



BITTEL

«La COFI n'a perdu que trois votes»

PHILIPPE ES-BORROT
président de la
commission des finances

«La COFI doit toujours rester le garde-fou du budget. Toutefois, obtenir

des économies pour cet exercice 2007 bénéficiaire et équilibré est très difficile. René Constantin prétend que la COFI est trop divisée dans ses prises de position. C'est le cas pour 3 amendements sur 100. De plus, sur les 66 débattus en plénum, 24 ont nécessité un vote et nous n'avons perdu que trois fois. Mon regret concerne notre demande refusée de couper un million dans le personnel sur les deux millions d'augmentation prévus, alors que nous aurions pu obtenir 250 000 francs. Enfin, la discussion du budget sur deux sessions est un plus indéniable.» VF

Kostenvoranschlag verabschiedet

Persönliche Vorstösse, die Schlussdebatte zum Kostenvoranschlag 2007 und Festtagswünsche im Parlament

Aus dem Walliser Grossen Rat

S i t t e n. – Der Walliser Grosse Rat hat sich gestern mit der Schlussdiskussion zum Kostenvoranschlag 2007 befasst. Dazu sind eine ganze Reihe von persönlichen Vorstössen behandelt worden. Das Budget 2007 wurde mit 116 zu 3 Stimmen bei 1 Enthaltung komfortabel verabschiedet.

Schlussdiskussion zum Budget 2007

In der Schlussdebatte erhält der Kostenvoranschlag 2007 befriedigende bis gute Noten. Die CVP Mittelwallis und die CVP Unterwallis zeigen sich zufrieden mit der Budgetdisziplin. Die beiden Fraktionen üben Kritik an der SVP und an der SP, weil diese viele Abänderungsvorschläge eingebracht hatten. Die SP spricht sich für das Budget aus; sie hat vor allem beim Kinderschutz ein wichtiges Anliegen durchgebracht. Die SVP betrachtet das Budget als Möglichkeit einer politischen Auseinandersetzung und spricht sich für den Voranschlag 2007 aus. Die Freisinnig-Liberalen stimmen dem Kostenvoranschlag zu.

Geringer Einfluss des Parlaments?

Gilbert Loretan (CSPO) stellt fest, dass das Parlament einzig bei den Kinderschutzmassnahmen von der Budgetvorgabe der Regierung abgewichen ist. Von einem funktionierenden Staat profitieren alle. **Louis Ursprung** (CVPO) gratuliert dem Staatsrat dafür, wie er das Parlament zum Marschieren brachte. Treten an Ort und Stelle und Ziel gewesen. Er appelliert an die Verantwortung der Politik im Umgang mit den öffentlichen Geldern. **German Eyer** bemängelt den fehlenden Einfluss des



Der Grosse Rat hat gestern in vorweihnächtlicher Stimmung den Kostenvoranschlag der Staatsrechnung für 2007 mit 116 zu 3 Stimmen (1 Enthaltung) verabschiedet.

Foto wb

Parlaments auf das Budget; die SP Oberwallis gibt Stimmfreigabe für das Budget bekannt. (Von ihr stammen auch die drei Gegenstimmen.)

EOS will Gaskraftwerk bauen

Wie **Staatsrat Thomas Burgener** mitteilt, will die EOS den Bau eines Gaskraftwerkes in Chavalon weiterverfolgen. Es geht nun darum, die CO₂-Problematik mit dem Bund abzuklären. Mit dem Projekt sind erhebliche Investitionen verbunden.

Zweiklassenmedizin im Wallis?

Pierre-Christian de Roten (freisinnig-liberal) wirft die

Frage auf, ob es bei der ausserkantonalen Hospitalisierung nicht zu unerwünschten Nebenerscheinungen kommt in den Fällen, in denen Uneinigkeit zu deren Notwendigkeit besteht. **Pascal Moulin** (CVP Unterwallis), Präsident der thematischen Kommission Gesundheit, bekämpft das Postulat. Es gilt, auch die Kostenfrage und die geltenden gesetzlichen Bestimmungen im Blick zu behalten. Wichtig ist, in der Grundversicherung eine gute Grundversorgung zu gewährleisten. Von 3200 Anfragen im Jahre 2005 für eine ausserkantonale Hospitalisierung sind 2050 akzeptiert worden. Das Postulat wird mit 74 zu 27 Stimmen abgelehnt.

Untervertretung des Oberwallis

Franz Ruppen (SVP Oberwallis) wirft in einer Interpellation die Frage nach der Untervertretung der Oberwalliser Dienstchefs in der Verwaltung auf. Das Oberwallis ist stark untervertreten. Staatsratspräsident **Thomas Burgener** bestätigt, dass die Oberwalliser Dienstchefs untervertreten sind. Dies ist noch stärker für den unter-

ten Teil des Kantons, das Unterwallis, der Fall. 78 Prozent der Dienstchefs und der Direktoren der kantonalen Anstalten sind französischer Muttersprache. Das Mittelwallis ist somit übervertreten. Die Stellen werden nach den Qualifikationen und den Qualitäten der Bewerberinnen und Bewerber besetzt, nicht nach sprachregionalen Kriterien. Bei gleichwertigen Bewerbungen können solche Aspekte berücksichtigt werden.

Fragestunde

Schlechte Noten für www.vs.ch

Auf eine Frage von **René Loretan** (CVPO) antwortet **Staatsratspräsident Thomas Burgener**, dass der Internetauftritt des Kantons nicht optimal ist. Er weist offensichtliche Mängel auf, ist zu wenig benutzerfreundlich. Die Suchmaschinen sind nicht effizient. Der Staatsrat hat vor einem Jahr eine Arbeitsgruppe zu Cyber-Administration eingesetzt. Ab April 2007 wird die Homepage nach dieser Strategie neu gestaltet und ausgerichtet. Den Privaten, den Unternehmen, den Behörden und den Gerichten soll damit ein möglichst einfacher Zugang gewährt werden. Die Suchmaschinen werden verstärkt.

Staatsrat auf der Anklagebank

Was hat es mit der Strafanzeige gegen **Staatsrat Fournier** auf sich, fragt **Didier Cachat** (freisinnig-liberal). **Staatsratspräsident Thomas Burgener** geht auf die Klagenandrohungen des WWF und des Zentralverbandes der Magistraten und der Beamten und Angestellten des Kantons (ZMLB) ein. Im einen Falle des Personalverbandes ist offenbar noch keine Klage hinterlegt; der WWF hat das Recht, einen Rekurs oder auch eine Strafanzeige zu machen. Die Regierung wartet gelassen auf die Entwicklung der Dinge.

Stellenausschreibung A9 und Umfahrung **Staatsrat Burgener** äussert sich in Vertretung von **Staatsrat Rey-Bellet** zu Fragen von

Beat Abgottspon (CVPO) und **Maria Oester-Amann** (CSPO) zur A9 im Oberwallis und zur Stellenausschreibung für den Sektionschef für die A9 im Oberwallis. Die Sektion wird zusammengelegt; dies im Zuge der neuen Aufgabenteilung. Die Sektion soll einen neuen Chef erhalten. Eine erstmalige Ausschreibung hat wenig Bewerbungen gebracht, die Stelle ist erneut ausgeschrieben worden. Wer sich in der ersten Ausschreibung beworben hat, bleibt im Rennen. Nun sind die Bewerber angehört worden; das Ernennungsverfahren läuft. Der Entscheid wird durch laufende Strafverfahren nicht erleichtert. Die Umfahrung von Visp geht nicht schlecht voran. Es gibt aber auch technische Schwierigkeiten und einige Beschwerden. Die Regierung wird im Zusammenhang mit den laufenden Disziplinarverfahren bald schon Entscheidungen fällen.

Busanschluss an die NEAT

Auf eine Frage von **Thomas Brunner** (CSPO) äussert sich **Staatsrat Thomas Burgener**. Diese Verbindungen sind im Zuge der Eröffnung der NEAT zu prüfen und anzupassen.

Vollzug der Verkehrsordnung **Susanne Hugo-Lötscher** (SPO) fragt, ob der Staatsrat bereit ist, die Verkehrsordnung in Täsch durchzusetzen. **Staatsrat Thomas Burgener** verweist auf die Zuständigkeit der Gemeinden in gewissen Bereichen. Aber man wird der Gemeinde Täsch behilflich

Die Regierung muss künftig antworten

In einer Motion umreist **Brigitte Diserens** (freisinnig-liberal) die Forderungen der Geschäftsprüfungskommission im Nachgang zur A9-Affäre und im Umgang der Regierung mit Anfragen des Parlaments und dessen Kommissionen. Der Vorstoss bezweckt, dass die Regierung in gewissen Fällen Anträge des Grossen Rates und aufgeworfene Fragen und Probleme zwingend behandeln muss. Der Rat überweist die Motion.

Die Anschaffung von Tasern

Matthias Egger (FDPO) spricht sich für den Einsatz von Tasern (Elektroschockgeräten) durch die Walliser Kantonspolizei aus. Die Erfahrung zeigt, dass dieses Mittel gelegentlich den Einsatz von Schusswaffen und anderen Mitteln ersetzt. Das Postulat wird überwiesen.

Präsidium der Walliser Kantonalbank

Xavier Bagnoud (CVP Unterwallis) und **Edmond Perruchoud** (SVP) befassen sich noch einmal mit dem Präsidium der Walliser Kantonalbank. Es geht darum, dass ein Präsident nicht gleichzeitig eine Holding präsidieren kann, die bei der WKB in der Kreidestellung steht. Wieweit soll ein WKB-Präsident in allen möglichen Gesellschaften vertreten sein? Der heutige Vizepräsident (gemeint ist **Albert Bass**) sitzt in 22 Verwaltungsräten. Hoffentlich kommt er noch dazu, im Verwaltungsrat zu sitzen und befindet sich nicht ständig im Ausstand, führt der CVP-Abgeordnete aus. **lth**

sein, ihre Verkehrsordnung durchzusetzen.

Die Frage der Pensionskassen

Jacques Melly (CVP Mittelwallis) befasst sich mit den staatlichen Vorsorgeeinrichtungen. **Staatsrat Claude Roch** geht auf den Fahrplan der Sanierung der Vorsorgekassen und der flankierenden Massnahmen ein. Sie befinden sich zurzeit im Stadium der Diskussion. Der Schlussbericht wird im Sommer 2007 vorliegen. Die neuen Bestimmungen werden schrittweise in Kraft gesetzt.

Fusionsprozesse beschleunigen

Bernard Rey (freisinnig-liberal) will wissen, wie es um die Fusionsprozesse von Salins und von Saas-Grund steht. **Staatsrat Fournier** erläutert, dass die Gemeinde Salins mit Sitten fusionieren möchte. Aber die Stadt Sitten wartet noch zu, weil sie noch das Fusionskonzept des Bezirkes einsehen will. Im Saatal stellt man zurzeit eine vertiefte Überlegung an, die sich auf das ganze Tal erstreckt.

Feuer entfachen im Freien

Willy Giroud (freisinnig-liberal) fragt, unter welchen Bedingungen das Feuerverbot im Freien verboten oder erlaubt ist? Es geht auch um die Bekämpfung von Krankheiten in den Reben und Obstgärten. **Staatsrat Burgener** erläutert, dass es Ausnahmen für kleinere Feuer gibt. Aber es geht grundsätzlich um die Feinstaubbelastung im Kanton. Darum muss das Verbot durchgesetzt und respektiert werden. **lth**

Parlaments-Splitter

Für einmal musste das Walliser Kantonsparlament gestern Vormittag ohne die Simultanübersetzung auskommen. Dem Ratsbetrieb war vordergründig kaum etwas anzumerken. Höchstens, dass gestern alle gleichzeitig lachten.

Wenn die Instant-Übersetzung läuft, dann brandet Gelächter über einen gelungenen Spruch oder einen guten Witz jeweils mit «Zeitverzögerung» im Lager der zweiten Landessprache auf. Jetzt bekommen manche die Gags überhaupt nicht mit.

Ratspräsident **Albert Bétrisey** ging mit gutem Beispiel voran und richtete sich einleitend in französischer und deutscher Sprache an den Rat. Es gehe darum, zu sensibilisieren und zu motivieren – und für die Benutzung der zweiten Landessprache zu werben.

Die durch das Wegfallen der Simultanübersetzung eingesparten Mittel in der Höhe von 4000 Franken kommen der Vereinigung Cerebral Wallis zugute. Nicht wenige Grossräte

spendeten ihr gestriges Sitzungsgeld zum gleichen Zwecke. Tut Gutes!

Im Ringkuhwesen hängt der Haussegen gründlich schief. Im Verband der Eringerviehzuchtgenossenschaften finden prächtige Schwünge mit harten öffentlichen Hornstössen statt. Das hat, wie die Ringkuhkämpfe ja auch, einen hohen Unterhaltungswert. In den Zank mischen sich auch Chefbeamte des Kantons ein.

Damit erhält dieser «Streit der Verbands-Häuptlinge» eine Dimension, die ihn zur Chefsache aufrücken lässt. Hier muss **Staatsrat Cina** in die Rolle eines Mediators hineinwachsen, um die Kampfkuh vom Glatteis des Haders und des Zankes zu bekommen. Kämpfen sollen die Kühe, nicht die Verbandsgrössen.

Erstaunlich viele Damen und Herren Abgeordnete bemühten sich, jeweils ein paar Worte in der zweiten Landessprache zu sagen. Das setzte dem Ratsbetrieb schöne Farbtupfer auf, selbst wenn es oft nur

gute Wünsche für die Festtage waren.

Mehrmals wurden Französischsprachige, die sich in Deutsch ausdrückten, mit spontanem Beifall aus den Rängen der Oberwalliser bedacht. So auch **Staatsrat Jean-René Fournier**. Er hat während der Schlussdebatte zum Budget einige Sätze in Deutsch zu Protokoll gegeben. Alles in allem: eigentlich eine ganz gute Erfahrung!

Der neue Lohnausweis soll im Wallis erst 2008 eingeführt werden. Damit gewinnen die Unternehmen zusätzlichen Spielraum im administrativen Bereich. Das ist ein kleines Weihnachtsgeschenk.

Ratspräsident **Bétrisey** dankte abschliessend dem abtretenden FDP-Grossrat **Christian Venetz** für seine Arbeit im Parlament. Dann verabschiedeten sich die Damen und Herren Abgeordneten mit guten Festtagswünschen und dem Versprechen, im Februar 2007 wieder in Sitten zu sein. Im Januar tagt der Rat nicht. **lth**